

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX – TRAVAIL – PATRIE

DEPARTEMENT DE LA SANAGA-MARITIME

COMMUNE DE DIZANGUE

B.P. 28 DIZANGUE
e-mail: comdizangue@yahoo.fr



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE – WORK – FATHERLAND

SANAGA-MARITIME DIVISION

DIZANGUE COUNCIL

P.O. BOX 28 DIZANGUE
e-mail: comdizangue@yahoo.fr

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE DIZANGUE



Réalisé avec l'appui technique de l'Institut
Panafriqueain pour le Développement - Afrique
Centrale (IPD-AC)

B.P. 4078 Douala Tél. : 33 40 37 70

Site w eb : www.ipd-ac.org



Réalisé avec l'appui financier du
Programme National de Développement
Participatif (PNDP)

B.P. 5667 Douala Tél. : 33 47 74 68

Site w eb : www.pndp.org



DECEMBRE 2011

SOMMAIRE

RESUME	I
LISTE DES ABREVIATIONS	V
LISTE DES TABLEAUX.....	VII
LISTE DES CARTES, FIGURE, PHOTOS ET ANNEXES.....	VIII
1 INTRODUCTION.....	1
1.1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION	1
1.2 OBJECTIFS DU PCD	2
1.2.1 Objectif global	2
1.2.2 Objectifs spécifiques	2
1.3 STRUCTURE DU DOCUMENT.....	2
2 METHODOLOGIE.....	3
2.1 PREPARATION DE L'ENSEMBLE DU PROCESSUS.....	3
2.1.1 Prise de contact avec l'Exécutif Municipal	3
2.1.2 Information et sensibilisation des Autorités administratives locales	3
2.1.3 Information et sensibilisation des autres parties prenantes	3
2.1.4 Atelier de lancement	3
2.1.5 Collecte des données de base et cartographiques	4
2.2 COLLECTE DES INFORMATIONS ET TRAITEMENT	4
2.2.1 Au niveau de l'Institution Communale et de l'Espace Urbain Communal	4
2.2.2 Au niveau des villages	4
2.2.2.1 Identification des problèmes et potentialités par secteur	4
2.2.2.2 Analyse des problèmes par secteur et recherches des solutions	6
2.2.2.3 Planification des solutions endogènes	7
2.3 CONSOLIDATION DES DONNEES DU DIAGNOSTIC ET CARTOGRAPHIE	8
2.4 ATELIER DE PLANIFICATION, MOBILISATION DES RESSOURCES ET PROGRAMMATION	8
2.4.1 Préparation de l'atelier de planification	8
2.4.2 L'atelier de Planification	8
2.4.3 Mobilisation des ressources	9
2.4.4 Programmation.....	9
2.5 MISE EN PLACE DU DISPOSITIF DE SUIVI – EVALUATION	9
3 PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE DE DIZANGUE	10
3.1 LOCALISATION DE LA COMMUNE	10
3.2 MILIEU BIOPHYSIQUE	12
3.2.1 Climat.....	12
3.2.2 Relief	12
3.2.3 Végétation	12
3.2.4 Hydrographie.....	12
3.2.5 Faune	12
3.2.6 Flore (forêts, savanes, plantes médicinales, etc.).....	13
3.2.7 La pédologie.....	13
3.3 MILIEU HUMAIN	13
3.4 PRINCIPALES INFRASTRUCTURES PAR SECTEUR	14
3.5 PRINCIPALES POTENTIALITES ET RESSOURCES DE LA COMMUNE	16
3.5.1 Les potentialités et ressources de la Commune	16

3.5.2	Les ressources de la Commune.....	17
4	SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC	18
4.1	SYNTHESE DU DIC	18
4.2	PRINCIPAUX PROBLEMES ET BESOINS IDENTIFIES ET CONSOLIDES PAR SECTEUR	20
5	PLANIFICATION STRATEGIQUE.....	40
5.1	VISION ET OBJECTIFS DU PCD.....	40
5.1.1	Vision du PCD	40
5.1.2	Objectifs du PCD	40
5.1.2.1	Objectif global	40
5.1.2.2	Objectifs spécifiques	40
5.2	CADRES LOGIQUES PAR SECTEUR	41
5.2.1	Economie locale.....	130
5.2.1.1	Possibilités de création d'emplois et de richesses dans la Commune.....	130
5.3	COÛT ESTIMATIF DU PCD	132
5.4	PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DES TERRES DE L'ESPACE COMMUNAL.....	133
5.4.1	Des actions à entreprendre dans la commune de Dizangue par rapport au Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres.....	134
6	PROGRAMMATION	135
6.1	CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT) 2013 – 2014 – 2015.....	135
6.2	CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CDMT DES PROJETS	144
6.2.1	Principaux impacts socio-environnementaux potentiels	147
6.2.2	Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables.....	147
6.2.3	Plan de gestion environnementale et sociale.....	148
6.3	PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL DE L'ANNEE 2012	150
6.3.1	Ressources mobilisables et échéances	150
6.3.2	Plan d'Investissement Annuel pour 2012 des projets prioritaires	151
6.3.3	Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables	154
6.4	PLAN DE PASSATION DES MARCHES DU PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL DE LA COMMUNE DE DIZANGUE 2012	156
7	COMITE DE PILOTAGE DU PCD.....	158
8	MECANISME DE SUIVI-EVALUATION	159
8.1	COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS DU COMITE DE SUIVI-EVALUATION DU PCD	159
8.2	INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION (PAR RAPPORT AU PIA)	159
8.3	OUTILS ET FREQUENCE DE SUIVI.....	159
8.4	MECANISME DE PREPARATION DU PIA ET DE REVISION DU PCD.....	160
9	PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD.....	160
	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	162
	BIBLIOGRAPHIE	163

RESUME

Le Cameroun, en matière de planification, est passé tour à tour des plans quadriennaux d'avant l'indépendance (1946 à 1960) aux plans quinquennaux des décennies de croissance (1961 – 1986), au Plan d'Ajustement Structurel (PAS) des années de crise économique et sociale (1988 – 2001) et enfin à la planification participative avec le passage à la Démocratie, à la Décentralisation et à la lutte contre la pauvreté.

C'est dans cette perspective de la Démocratie et de la Décentralisation que les Collectivités Territoriales Décentralisées sont au centre de développement au niveau local. Désormais avec la décentralisation tout processus de développement doit partir de la base dont la plus petite entité est la Commune. Pour que les Collectivités Territoriales Décentralisées que constituent les Régions et les Communes jouent bien leurs rôles, l'Etat doit leur transférer des compétences particulières, des ressources et des moyens appropriés.

Les Communes sont donc au centre de la promotion du développement, de la démocratie et de la bonne Gouvernance au niveau local.

Dans le cadre de l'appui au développement des Collectivités Territoriales Décentralisées, l'Etat a mis sur pied le Programme National de Développement Participatif (PNDP).

Le PNDP entend donner aux populations les moyens d'une participation effective au processus de développement. Il est chargé d'impulser et de soutenir des actions fortes, concertées, diversifiées et inscrites sur le long terme, des communes et des communautés à la base. Il prévoit des appuis diversifiés et multiformes en leur direction.

Pour ce faire, le PNDP dans la deuxième phase de mise en œuvre (PNDP 2) appelée « phase d'extension » couvre 23 Communes des zones rurales de la Région du Littoral parmi lesquelles la Commune de DIZANGUE dont l'accompagnement à l'élaboration du Plan Communal de Développement (PCD) a été confiée à l'Institut Panafricain pour le Développement – Afrique Centrale (IPD - AC).

En effet, le PNDP, dans sa stratégie d'appui au développement participatif à la base, travaille en partenariat avec les Organisme d'Appui Local (OAL) pour un appui technique des Communes bénéficiaires.

Conformément au cahier de charges signé par le PNDP, la commune de DIZANGUE et l'IPD/AC, ce dernier a accompagné la commune de DIZANGUE dans la mise en œuvre du processus de planification locale dans l'espace géographique de la commune en vue de l'élaboration du PCD.

L'objectif à terme étant de doter cette Commune d'un document qui définit clairement sa vision de développement dans les vingt huit secteurs préalablement définis par le PNDP.

Le processus d'élaboration du PCD de la Commune de DIZANGUE a connu la participation des différents acteurs impliqués dans le développement de la Commune. Le processus conduit par une équipe de consultants pluridisciplinaire de l'IPD - AC s'est déroulé du 22 juin au 10 décembre 2011.

Le processus s'est fait à travers la réalisation d'un ensemble d'activités selon la méthodologie du PNDP, à savoir :

- La préparation de l'ensemble du processus (pédagogique et administrative) ;
- La restitution de la formation sur la planification locale aux autres membres du comité de pilotage et aux facilitateurs endogènes et exogènes ;
- L'organisation de l'atelier de lancement officiel du processus d'élaboration du PCD ;
- La collecte, le dépouillement, la synthèse et la restitution des données de base de la commune ;
- Le relevé au GPS de toutes les infrastructures de la commune ;

- Le diagnostic de l'Institution communale et la restitution aux acteurs de l'institution ;
- Le diagnostic de l'espace urbain communal et la restitution aux parties prenantes ;
- Le diagnostic participatif dans les villages ;
- La consolidation des données du diagnostic participatif et la restitution au niveau de la commune ;
- L'élaboration des tableaux de planification stratégique ou cadres logiques amendés par les sectoriels de la Sanaga Maritime et validés dans un atelier de planification ;
- L'organisation d'un atelier de planification au niveau de la commune ;
- La rédaction et la soumission du PCD.

Les villages de la commune dont la liste suit ont fait l'objet du diagnostic participatif niveau village.

Tableau 1 : Villages ayant fait l'objet du diagnostic participatif niveau village

N°	Villages	Effectif	A été planifié	N'a pas été planifié	Observations
1	PITTI – DIBAMBA	1250	X		
2	DIKOLA	300	X		
3	MBONGO VILLAGE	1100	X		
4	SONGUELAND	400	X		
5	MEVIA	100	X		Jumelé avec Songueland
6	PONGO PITTI	300	X		
7	KOUNGUE – SOMSE	460	X		
8	NDIGLE	130	X		
9	KOUNGUE – LAC OSSA	125	X		Jumelé avec KM 8
10	LINDEMA	78	X		
11	MBIMBE	1000	X		
12	MBANDA	800	X		
13	V USINE	1800	X		
14	V1 SOCAPALM	517	X		
15	V2 SOCAPALM	605	X		
16	V3 SOCAPALM	1400	X		
17	V5 SOCAPALM	967	X		
18	KM 3	3600	X		
19	KM 6	500	X		
20	KM 8	550	x		
21	KM 11	2000	x		
22	BIKOUM	350	x		
23	MBAMBOU V1	380	x		
24	SONBENGUE	400		x	Incompréhension du représentant du Chef du village
25	IRAD	550	x		
26	CIE – DOUALA	560	x		
27	MBAMBOU V2	2500	x		
28	MBALMAYO	1500		x	Incompréhension du Chef du village
29	4X4	907	x		
30	HOLLAND	850	x		
31	BEACH	6632	x		
32	MOUEMBE	16	x		
Total		32 627			

Source : Planification participative, Août - Septembre 2011

Les secteurs pris en compte lors du diagnostic niveau village sont les suivants :

1. Agriculture et développement rural
2. Elevage, pêche et industries animales
3. Santé
4. Education de base
5. Enseignement secondaire

6. Enseignement supérieur
7. Tourisme
8. Culture
9. Postes et télécommunications
10. Jeunesse
11. Eau et Energie
12. Environnement et protection de la nature
13. Commerce
14. Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre
15. Sport et éducation physique
16. Emploi et formation professionnelle
17. Domaines et affaires foncières
18. Développement urbain et habitat
19. PME, économie sociale et artisanat
20. Industries, mines et développement technologique
21. Travaux publics
22. Recherche scientifique et innovation
23. Communication
24. Affaires sociales
25. Promotion de la femme et de la famille
26. Transport
27. Travail et sécurité sociale
28. Forêts et faune

Le processus d'élaboration du PCD de la Commune de Dlzangue a relevé les principaux problèmes suivants par secteur :

1. Difficultés d'accès à une agriculture rentable
2. Difficultés d'accès à un élevage et pêche rentables
3. Difficultés d'accès à des soins de santé de qualité
4. Difficultés de déplacement des hommes et des biens
5. Difficultés d'accès à une éducation de base de qualité
6. Difficultés liées à la promotion des cultures existantes
7. Difficultés d'épanouissement de la femme et de la famille
8. Difficultés d'épanouissement des personnes vulnérables
9. Difficultés d'accès à l'eau potable et à l'énergie
10. Difficultés d'accès à l'enseignement secondaire
11. Difficultés d'accès à l'emploi et à la formation professionnelle
12. Difficultés d'épanouissement des travailleurs
13. Difficultés liées à la promotion du tourisme
14. Difficultés liées à la protection de la forêt et de la faune
15. Difficultés liées à la protection de l'environnement et de la nature
16. Difficultés d'accès à un habitat confortable
17. Difficultés liées à la gestion du potentiel foncier existant
18. Difficultés pour les producteurs et éleveurs à bénéficier des produits de la recherche
19. Difficultés liées à la pratique des activités commerciales
20. Faible épanouissement des jeunes
21. Difficultés liées à la pratique des activités sportives
22. Difficultés de promotion des PME et de l'artisanat
23. Difficultés liées à la exploitation des ressources minières existantes
24. Difficultés d'accès à des moyens de transport de qualité
25. Difficultés d'accès aux services de poste et télécommunication de qualité
26. Difficultés d'accès aux services de la communication
27. Difficultés liées à l'accès aux services publics de qualité
28. Difficultés d'accès à l'enseignement supérieur
29. Difficultés dans les capacités d'intervention de l'institution communale.

Pour la mise en œuvre des différentes actions retenues dans le PCD, le plan stratégique pour l'horizon 2035 se chiffre à **10 030 830 267 FCFA**. Le cadre des dépenses à moyen terme s'évalue à **4 666 097 734 F FCA** et le Plan d'Investissement Annuel 2012 s'élève à **790 864 673FCFA**.

En plus de ses ressources humaines et financières propres, la Commune devra envisager la coopération décentralisée et compter sur l'appui des élites pour la mise en œuvre de ce PCD.

LISTE DES ABREVIATIONS

APE	:	Association des Parents d'Elèves
AGR	:	Activités Génératrices de Revenu
BIP	:	Budget d'Investissement Public
CAC	:	Centimes Additionnels Communaux
CDE	:	Camerounaise Des Eaux
CDMT	:	Cadre des Dépenses à Moyen Terme
CMA	:	Centre Médical d'Arrondissement
COMES	:	Conseil Municipal Elargi aux Sectoriels
CPFF	:	Centre de Promotion de la Femme et de la Famille
CSI	:	Centre de Santé Intégré
DAEPIA	:	Délégation d'Arrondissement de l'élevage des pêches et des industries Animales
DDDAF	:	Délégation Départementale des Domaines et Affaires Foncières
DDDUH	:	Délégation Départementale du Développement Urbain et Habitat
DDEB	:	Délégation Départementale de l'Education de Base
DDEP	:	Délégation Départementale de l'Environnement et de la Protection
DDEFOP	:	Délégation Départementale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
DDESEC	:	Délégation Départementale des Enseignements Secondaires
DDFOF	:	Délégation Départementale de la Forêt et Faune
DDIMINDT	:	Délégation Départementale des Industries, Mines et Développement Technologique
DDMINAS	:	Délégation Départementale du Ministère des Affaires Sociales
DDPMEESA	:	Délégation Départementale des Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat
DDPROFF	:	Délégation Départementale de la Promotion de la Femme et de la Famille
DEUC	:	Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
DIC	:	Diagnostic Institutionnel Communal
DPNV	:	Diagnostic Participatif Niveau Village
DP	:	Diagnostic Participatif
FEICOM	:	Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale
GIC	:	Groupe d'Initiatives Communes

GPS	:	Global Positioning System
IAEB	:	Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base
IPD-AC	:	Institut Panafricain pour le Développement - Afrique Centrale
IRAD	:	Institut de Recherche Agricole pour le Développement
MINADER	:	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINATD	:	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINDAF	:	Ministère du Domaine et des Affaires Foncières
MINDUH	:	Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat
MINEDUB	:	Ministère de l'Education de Base
MINEE	:	Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEF	:	Ministère de l'Environnement et de la Faune
MINEPAT	:	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPIA	:	Ministère de l'Elevage, de la Pêche et de l'Industrie Animale
MINSANTE	:	Ministère de la Santé
MINESEC	:	Ministère des Enseignements Secondaires
MINJEUN	:	Ministère de la Jeunesse
MINPROFF	:	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
NC	:	Non connue
OAL	:	Organisme d'Appui Local
PCD	:	Plan Communal de Développement
PDIR	:	Programmation du Développement et Intégration Régionale
PIA	:	Plan d'Investissement Annuel
PNDP	:	Programme National de Développement Participatif
POS	:	Plan d'Occupation du Sol
PUGDT	:	Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres
SAFACAM	:	Société Africaine Forestière et Agricole du Cameroun
SAR/SM	:	Section Artisanat Rural/ Section Ménagère
SDE	:	Services Déconcentrés de l'Etat
SOCAPALM	:	Société Camerounaise des Palmeraies
SONEL	:	Société Nationale d'Electricité

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 1 : Villages ayant fait l'objet du diagnostic participatif au niveau village
- Tableau 2 : Type de ressources fauniques retrouvé dans la Commune de Dizangue
- Tableau 3 : Type de flore retrouvé dans la Commune de Dizangue en 2011
- Tableau 4 : Etat des lieux des services sociaux de base et infrastructures par secteur de la commune de Dizangue
- Tableau 5 : Potentialités et ressources de la Commune
- Tableau 6 : Forces et faiblesses de l'Institution communale
- Tableau 7 : Axes de renforcement des capacités de la commune dans ces domaines
- Tableau 8 : Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur
- Tableau 9 : Cadres logiques par secteur
- Tableau 10 : Possibilités de création d'emplois et de richesses dans la commune
- Tableau 11 : Coûts estimatifs du PCD
- Tableau 12 : Plan d'utilisation et de gestion durable des terres
- Tableau 13 : Cadre de dépenses à moyens termes (CDMT) 2013-2014-2015
- Tableau 14 : Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT des projets
- Tableau 15 : Plan de gestion environnementale et sociale
- Tableau 16 : Ressources mobilisables et échéances
- Tableau 17 : Plan d'Investissement Annuel pour 2012 des projets prioritaires
- Tableau 18 : Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables
- Tableau 19 : Plan de passation des marchés du plan d'investissement annuel 2012
- Tableau 20 : Planning des activités du comité de pilotage du PCD
- Tableau 21 : Plan de communication du PCD

LISTE DES CARTES, FIGURE, PHOTOS ET ANNEXES

Carte de localisation de la commune de Dizangue

Carte de localisation des projets de PIA

Figure : Arbre à problèmes du secteur de l'éducation du village Songmbengue

Photo 1	: Assemblée villageoise du village KM 11	.....	5
Photo 2	: Dessin de la carte participative du village KM 11 par les hommes	.....	5
Photo 3	: Transect du village Songmbengue	.....	6
Photo 4	: Diagramme de Venn des Jeunes du village KM 11	.....	7
Photo 5	: Tableau de planification des solutions endogènes du village Songmbengue	.....	7

Annexes : Fiches signalétiques des projets du PIA

1 INTRODUCTION

1.1 Contexte et Justification

A la suite de la loi N°96/06 du 18 Janvier 1996 portant révision de la Constitution du 02 Juin 1972 en son titre 10 traitant des collectivités locales décentralisées, un nouveau dispositif législatif est entré en vigueur. Il abroge certaines dispositions de la loi N°74/23 du 05 Décembre 1974 portant organisation communale et celle du 15 Juillet 1987 portant création des Communautés Urbaines. Un ensemble de textes constituant l'essentiel du nouveau dispositif législatif fixe les règles générales applicables en matière de décentralisation territoriale parmi lesquels la loi N°2004/017 du 22 Juillet 2004 dite d'Orientation de la Décentralisation.

Cette loi définit la Décentralisation comme un transfert par l'Etat, aux Collectivités Territoriales Décentralisées, de compétences particulières et de moyens appropriés. Pour le Législateur Camerounais, la décentralisation constitue l'axe fondamental de promotion du Développement, de la Démocratie et de la bonne Gouvernance au niveau local.

La décentralisation est mise en œuvre suivant une approche qui permet à chaque groupe socio-économique de faire des choix de stratégie de lutte contre la pauvreté, dans une approche participative, en tenant compte de ses propres spécificités, de son environnement, de son potentiel, de sa culture, de ses forces et faiblesses et de ses contraintes. Cela signifie donc que l'enjeu majeur de la décentralisation est de promouvoir le développement durable en impliquant les populations de la base à la gestion de leurs affaires. C'est une incitation à prendre des initiatives au plan local et de s'investir dans la recherche des solutions idoines aux problèmes locaux.

L'articulation entre le développement local et la décentralisation a définitivement cessé d'être une problématique pour devenir une réalité dans les pays africains et précisément au Cameroun où la décentralisation, au-delà du cadre juridico-institutionnel, est entrée dans une phase d'opérationnalisation et se heurte avec joie bonheur à la mise en œuvre de la stratégie pour la croissance et l'emploi qui voudrait faire du Cameroun un pays émergent à l'horizon 2035. Dans cette mouvance les communes occupent de plus en plus une place centrale et deviennent de véritables acteurs du processus de développement local.

Face à cette nouvelle situation, le constat à relever est que le transfert de compétences et de ressources ne saurait se faire d'une manière spontanée.

C'est dans ce contexte, que Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) a été élaboré par le Gouvernement du Cameroun avec l'aide des partenaires au développement. Ce programme est chargé d'impulser et de soutenir des actions fortes, concertées, diversifiées et inscrites sur le long terme, des communes et des communautés à la base. IL entend donner aux populations les moyens d'une participation effective au processus de développement.

Pour le faire, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) dans la deuxième phase de mise en œuvre de son programme (PNDP2) appelée « phase extension » va s'occuper de 329 Communes des zones rurales des 10 Régions du Cameroun dont 23 pour la Région du Littoral parmi lesquelles la Commune de Dizangue dont l'élaboration du PCD a été confiée à l'OAL IPD/AC.

Le cahier de charge de l'OAL prévoit deux phases de travail :

- La première phase va de Juillet à Octobre 2011 et concerne l'élaboration effective du PCD et est subdivisée en sept étape qui sont : la préparation du processus, le diagnostic participatif (le DIC, le DEUC et le DNV), l'atelier de planification, de mobilisation des ressources, de programmation, la mise en œuvre du plan et le suivi-évaluation ;

- La deuxième phase va de Novembre à Décembre 2011 porte sur l'accompagnement de la commune dans l'élaboration de micros projets du PCD et sur la recherche de financement pour leur mise en œuvre.

Pour uniformiser les processus d'élaboration des différents PCD, le PNDP a organisé un atelier de formation au bénéfice des organismes d'appui local (OAL) retenus pour accompagner la mise en œuvre du processus dans les communes et communautés de la région du Littoral. Chaque OAL a procédé à la restitution de ladite formation aux membres de son équipe, aux membres du comité de pilotage de la commune qu'il va accompagner ainsi qu'à ses facilitateurs endogènes. Ensuite, a suivi le travail proprement dit sur le terrain en respectant les sept étapes suscitées.

Les cinq premières étapes ayant été déjà négociées car validées par les différentes parties prenantes, il s'agit donc de rédiger le document du PCD final.

1.2 Objectifs du PCD

1.2.1 Objectif global

Mettre à la disposition de la commune de Dizangue un document qui pose clairement sa vision de développement dans tous les secteurs de son espace géographique.

1.2.2 Objectifs spécifiques

- Faire un état des lieux de la situation de développement de la Commune dans les 28 secteurs de son espace géographique et arrêter les actions à entreprendre ;
- Elaborer et valider un plan d'action stratégique de développement de l'espace géographique de la Commune ;
- Elaborer un Plan d'Investissement Annuel (PIA) pour 2012 ;
- Créer un cadre de concertation entre tous les acteurs de développement sur le territoire de la Commune pour assurer une mise en œuvre concertée des actions envisagées dans le PCD ;
- Elaborer un plan marketing du document de PCD au sein de l'Institution communale et une stratégie pour la recherche des financements pour la réalisation des actions envisagées ;
- Renforcer les capacités des acteurs locaux en vue de les rendre plus apte à suivre, à évaluer et à pérenniser la mise en œuvre le processus de planification locale dans l'espace géographique de la Commune au terme de la mission d'accompagnement technique faite par l'OAL IPD/AC.

1.3 Structure du document

Le présent document du PCD met en évidence :

- La démarche méthodologique utilisée pour élaborer le PCD dans la Commune ;
- La présentation sommaire de la Commune ;
- La synthèse des résultats du diagnostic ;
- La planification stratégique ;
- La programmation ;
- Le mécanisme de suivi-évaluation ;
- Le plan de communication sur la mise en œuvre du PCD ;
- La conclusion et les recommandations.

2 METHODOLOGIE

Le processus d'élaboration du PCD de la Commune de Dizangue a consisté à la mise en œuvre d'un ensemble d'activités dans l'ordre suivant :

- La préparation de l'ensemble du processus ;
- La collecte des informations et traitement ;
- La consolidation des données du diagnostic et cartographie ;
- L'atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation ;
- La rédaction du document final de PCD.

2.1 Préparation de l'ensemble du processus

La préparation du processus a permis de prendre en compte toutes les dispositions financières et logistiques nécessaires pour garantir le succès de la mission.

2.1.1 Prise de contact avec l'Exécutif Municipal

La prise de contact avait pour objectif d'avoir une connaissance mutuelle avec l'Exécutif Municipal et la mise en place des bases pour la réalisation du processus dans la Commune. Elle a consisté à :

- La présentation de l'équipe de l'OAL (personnel présenté dans l'offre et personnel d'appui pour la réalisation des diagnostics au niveau village et dans l'espace urbain);
- L'examen du cahier des charges de l'OAL ;
- La présentation des locaux de l'OAL dans la Commune.

2.1.2 Information et sensibilisation des Autorités administratives locales

Cette phase a permis d'introduire l'équipe de l'OAL auprès des autorités administratives et de s'accorder sur la date de l'atelier de lancement.

2.1.3 Information et sensibilisation des autres parties prenantes

L'information et la sensibilisation des autres parties prenantes au processus s'est faite lors de la collecte des données de base auprès des services déconcentrés de l'Etat présents dans la Commune et les autorités traditionnelles, afin de les inviter à prendre part à l'atelier de lancement.

2.1.4 Atelier de lancement

Présidé par le Premier Adjoint préfectoral du département de la Sanaga Maritime, cet atelier a eu lieu le 09 juillet 2011 à Dizangue. Ont pris part à cet atelier les élus du peuple, les responsables des différents services déconcentrés de l'Etat présents dans la Commune, les chefs de villages, les populations et les acteurs de la société civile. Il a été question pendant cet atelier de présenter :

- Le PNDP et sa logique d'intervention ;
- Le PCD et son importance dans la vie d'une Commune ;
- La méthodologie de mise en œuvre du processus de planification locale ;
- Les grandes étapes d'élaboration du PCD ;
- Les acteurs impliqués et leur rôle respectif ;
- L'équipe des consultants en charge d'accompagner techniquement la mise en œuvre du processus dans la Commune.

A la suite de cette présentation, le Maire de la Commune de Dizangue dans son intervention a saisi l'occasion pour signifier l'intérêt qu'il accorde à la mise en œuvre du processus dans la commune et surtout a invité tous les acteurs impliqués à prendre part activement et effectivement au processus d'élaboration du PCD pour qu'au terme de la mission, la Commune se dote d'un document fiable qui reflète la réalité locale et prend en compte tous les problèmes exprimés par les populations à la base.

2.1.5 Collecte des données de base et cartographiques

Cette phase a débuté par la collecte des données de base, y compris les données cartographiques. Toutes les informations nécessaires en termes de localisation, des géo référencement des différentes infrastructures scolaires, marchandes, sanitaires, socio éducatives, etc. ont été rassemblées. Les informations collectées ont été complétées par d'autres données collectées auprès des responsables des services déconcentrés de l'Etat dans la Commune. Au terme de la collecte et le traitement des données, un atelier de restitution des données a été organisé en présence des sectoriels, de l'exécutif communal et des membres du comité de pilotage. Cette restitution a permis de consolider la situation de référence ainsi que les potentialités et contraintes par secteur dans la Commune.

2.2 Collecte des informations et traitement

2.2.1 Au niveau de l'Institution Communale et de l'Espace Urbain Communal

Au niveau du Diagnostic de l'Institution Communale (DIC) les informations ont été collectées à travers une rencontre de l'OAL avec l'Exécutif Communal, les Conseillers Municipaux et le personnel de la Commune. Elles se sont aussi faites auprès des différents services de la Commune et individuellement auprès du personnel et des Conseillers Municipaux.

Pour ce qui est du DEUC, l'assemblée urbaine et les focus group avec les Sectoriels et les corps de métier nous ont permis de collecter les informations nécessaires au diagnostic de l'espace urbain communal.

Cette collecte des informations s'est également faite à travers la recherche documentaire, principalement pour le DIC et le DEUC.

Bref, les entretiens directifs, non directifs et semi directifs, Interview semi structuré et les questionnaires nous ont permis d'aborder le personnel de l'Institution Communale, les différents corps de métier, les populations vulnérables et les sectoriels.

2.2.2 Au niveau des villages

Le diagnostic au niveau des villages s'est déroulé du 15 septembre au 15 octobre 2011 dans les 30 villages de la commune par une équipe de trois facilitateurs de l'IPD/AC et un facilitateur endogène dans chaque village et pendant trois jours.

2.2.2.1 Identification des problèmes et potentialités par secteur

La mise en œuvre du diagnostic dans les villages s'est appuyée sur une démarche d'animation participative qui consiste à accompagner et à faciliter les réflexions des populations à travers les questionnements, les travaux en groupes socio professionnels, les restitutions en plénière, les synthèses et validation.

Durant le diagnostic participatif dans chaque village, les activités suivantes ont été déroulées :

- L'introduction de l'atelier avec le mot de bienvenue du chef du village, la présentation de chaque membre de l'équipe des facilitateurs, la présentation du PNDP, la présentation des enjeux, objectifs et programme de l'assemblée, la définition et la validation des modalités pratiques (horaire des travaux et des pauses, hébergement des facilitateurs, nutrition des participants) par le chef d'équipe.

Photo 1 : Assemblée villageoise à KM 11 pour l'identification des problèmes du village et la planification des solutions endogènes



- L'identification des problèmes et potentialités dans 28 secteurs de développement à travers les outils d'identification tels que : la carte participative du village par groupe socio professionnel (Hommes, Femmes et Jeunes), le transect, l'Interview Semi Structurée (ISS), la matrice SEPO.

Photo 2 : Dessin de la carte participative du village KM 11 par les hommes



Le géo référencement des sites et infrastructures a été fait grâce au GPS.

L'observation a été également faite pour les données physiques et les différentes activités des populations concernées.

Le traitement des données a été opéré à travers l'analyse de contenu par la recherche documentaire, la restitution et la consolidation pour les cartes des villages et les diagrammes de Venn. Pour les autres données recueillies une analyse simple a été menée.

2.3 Consolidation des données du diagnostic et cartographie

Au terme des différents diagnostics participatifs réalisés dans la Commune (diagnostic participatif au niveau des villages, diagnostic de l'espace urbain communal et diagnostic de l'institution communale), une synthèse des données de chaque diagnostic en vue d'une consolidation a été faite par l'OAL. Ce travail de synthèse a permis de ressortir :

- La synthèse des données générale de base ;
- Les cartes thématiques ;
- La situation de référence par secteur ;
- La synthèse sur les populations vulnérables ;
- La synthèse des principaux corps de métiers ;
- La synthèse du DIC ;
- La situation de l'économie locale ;
- La matrice diagnostic de l'économie locale et PUGDT ;
- Les problèmes et besoins consolidés par secteur.

Après cette consolidation des différents diagnostics, nous nous sommes rendus à la Commune pour la présentation du rapport consolidé et sa validation le 26 octobre 2011. La restitution a eu lieu en présence des sectoriels, des membres de l'exécutif communal et des membres du comité de pilotage. Au cours de l'atelier de restitution, chaque présentation a fait l'objet des enrichissements qui ont abouti à la consolidation et la validation des données. Parallèlement, un document de synthèse par secteur et les tableaux de planification stratégique ou cadres logiques ont été élaborés et mis à la disposition des sectoriels pour observation et enrichissement, en préparation de l'atelier de planification.

2.4 Atelier de planification, mobilisation des ressources et programmation

2.4.1 Préparation de l'atelier de planification

Elle a porté essentiellement sur :

- L'élaboration des tableaux de planification stratégique et la synthèse des données par secteur ;
- L'amendement de ces tableaux et synthèse des données par les Sectoriels de la Sanaga Maritime ;
- L'intégration des amendements par l'OAL ;
- L'élaboration des termes de référence de l'atelier de planification ;
- L'invitation des sectoriels à l'atelier de planification ;
- La préparation matérielle, pédagogique et logistique de l'atelier de planification ;
- La préparation des discours du maire et du préfet ;
- La séance de travail avec le Maire sur la capitalisation des ressources mobilisables pour financer les projets en 2012.

2.4.2 L'atelier de Planification

L'atelier de planification s'est déroulé les 21, 22, 23 et 24 novembre 2011 dans le foyer communal de Dizangue. Il était présidé par M. le premier Adjoint préfectoral du département de la Sanaga Maritime. Ont pris part à cet atelier, les responsables des Services Déconcentrés de l'Etat du département de la Sanaga Maritime, les Conseillers Municipaux, le personnel communal, les membres du comité de pilotage, l'Exécutif Municipal, les Chefs

de canton et des villages, les Directeurs généraux des sociétés agroindustrielles, les élites internes et externes.

Au cours de l'atelier, on a procédé au rappel du contexte, la justification et la méthodologie de mise en œuvre du processus pour situer l'atelier de planification et préciser les objectifs et résultats attendus. Cinq commissions de travaux (quatre pour les 28 secteurs par thématique et un pour l'Institution Communale) ont été constituées le premier jour pour enrichir les cadres logiques sous la conduite des sectoriels et de l'exécutif communal. Ils ont travaillé sur la base des termes de référence donnés et expliqués par le Chef de projet de l'IPD/AC, en s'appuyant sur les cadres logiques mis à leur disposition.

Au terme des travaux de groupe, une restitution pour chaque secteur s'est faite en plénière suivi des débats, consolidation et validation des objectifs, résultats attendus et activités à mettre en œuvre dans chaque secteur. Cette validation a permis de consolider un plan stratégique de développement par secteur dans la commune de Dizangue.

2.4.3 Mobilisation des ressources

La validation du plan stratégique a conduit le Maire à la présentation des ressources mobilisables pour le financement du plan d'investissement annuel de l'année 2012. Son intervention a permis de capitaliser comme source de financement des investissements 2012 :

- Le budget de la Commune pour **127 898 121 FCFA**,
- Le BIP pour **89 500 000 FCFA**,
- L'allocation de financement du PNDP pour **78 507 747 FCFA**,
- Le FEICOM pour **384 958 805 FCFA**,
- La Coopération Décentralisée pour **100 000 000 FCFA**,
- Le CREDIT FONCIER pour **10 000 000 FCFA**.

2.4.4 Programmation

La présentation des ressources mobilisables par le Maire a permis d'identifier et d'élaborer le plan d'investissement annuel de la Commune de Dizangue pour l'année 2012. Pour chaque investissement à réaliser, l'appui du Délégué Départemental de l'environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable et celui de la Déléguée Départementale des Affaires Sociales, ont permis de prévoir des actions à prendre en compte pour protéger l'environnement pendant et après la réalisation de chaque projet et des actions en faveur des personnes vulnérables.

2.5 Mise en place du dispositif de suivi – évaluation

Le comité de pilotage a été commué en comité de suivi. Ce comité de pilotage a subi une légère modification. L'Agent communal de développement est devenu le secrétaire du comité de suivi et certains membres ont été remplacés. L'arrêté désignant les membres du comité de suivi a été signé par le Maire et publié.

3 PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE DE DIZANGUE

3.1 Localisation de la Commune

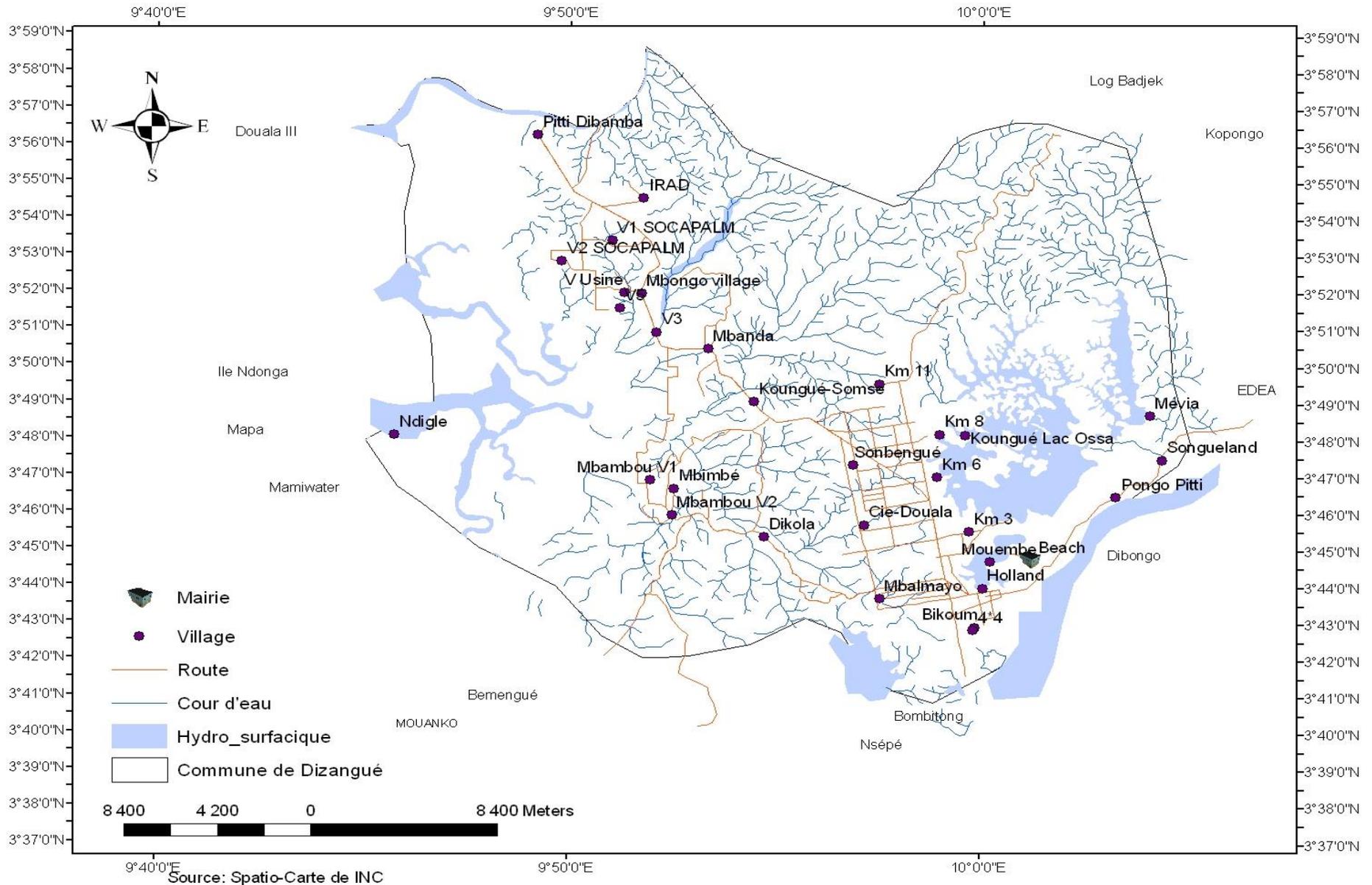
Situé dans le département de la Sanaga Maritime, Dizangue se trouve à 13 kilomètres d'Edéa. La localité est située à proximité de la ville de Douala, la capitale économique (60 km) et de Kribi la cité balnéaire (120 km). La proximité de ces grandes villes constitue des atouts très importants pour cette Commune.

Chef lieu de l'arrondissement de même nom, la Commune de Dizangue est située dans la partie Sud de la Région du Littoral. La commune de Dizangue est limitée :

- Au Sud et à l'Est par l'arrondissement de Mouanko ;
- Au Nord par l'arrondissement d'Edéa II ;
- A l'Ouest par l'arrondissement de Douala 3^{ème}, la Dibamba.

La Commune a été créée en 1977 par décret n° 77/203 du 29/06/1977. Sa superficie est de 541 km² et s'étend entre 9°41 et 9°50 de longitude Est et entre 4°42 et 4°53 de latitude Nord. Elle compte 34 villages.

CARTE DE LA COMMUNE DE DIZANGUE



Source: Spatio-Carte de INC

3.2 Milieu biophysique

3.2.1 Climat

Le climat est tropical humide avec deux saisons, une pluvieuse d'avril à octobre et une saison sèche de novembre à mars.

3.2.2 Relief

Dizangue est caractérisé par un relief fait de falaise à l'entrée de Beach et des vallées.

3.2.3 Végétation

La végétation est dominée par de vastes plantations d'hévéa et de palmiers à huile exploitées par les sociétés SAFACAM et SOCAPALM. On rencontre aussi des galeries forestières le long des cours d'eau.

3.2.4 Hydrographie

Dizangue est entouré de lacs dont le plus important est le lac OSSA qui a 4 820 ha de superficie contenant des espèces animales protégées comme le Lamentin et un ensemble de 18 îlots, véritables merveilles touristiques. Le fleuve Sanaga serpente la commune sur une distance de 8 km. On y trouve aussi quelques cours d'eau telle que la rivière Mbanda, le fleuve Mbongo, la rivière Kwakwa etc. On note aussi la présence de l'océan Atlantique du côté de l'île NDIGLE.

3.2.5 Faune

Avec l'action des braconniers et des populations, l'habitat naturel de la faune (biotope) disparaît peu à peu dans les forêts, conduisant ainsi à la disparition des espèces y habitant. Néanmoins, l'on retrouve encore dans la commune de Dizangue quelques espèces fauniques terrestre et aquatique, représentées dans le tableau ci-après.

Tableau 2 : Type de ressources fauniques retrouvé dans la Commune de Dizangue

<i>Faune terrestre</i>		<i>Faune aquatique</i>
<i>Grands gibiers</i>	<i>Petits gibiers</i>	
1. Antilopes 2. Biches 3. Phacochères 4. Varans 5. Mangouste 6. Gorille 7. Sanglier 8. Chimpanzé 9. Serpent boa	1. Ecureuil 2. Hérisson 3. Porc-épic 4. Lièvres 5. Singes 6. Rat	1. Machoiron 2. Carpes 3. Silures 4. Poisson courant 5. Tilapia 6. Brochet 7. Trétain 8. Lamantin 9. Poisson serpent 10. Tortue 11. Crabes 12. Caïmans 13. Crocodiles

Source : Planification participative, Août - Septembre 2011.

3.2.6 Flore (forêts, savanes, plantes médicinales, etc.)

La flore retrouvée en général dans la commune est représenté dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3 : Type de flore retrouvé dans la Commune de Dizangue en 2011

Espèces ligneuses	Produits forestiers non ligneux
1. Palmier à huile	1. Ikok
2. Hévéa	2. Feuille de jonc
3. Bubinga	3. Water-leaft
4. Azobe	4. Champignon
5. Baobab	
6. Arbre tampon	
7. Niove	
8. Parasolier	
9. Palituvier	
10. Doussier	
11. Pachiloba	
12. Noisetier	
13. Atuie	
14. Fromager	
15. Bongo	
16. Mango sauvage	
17. Quinquelibia	
18. Moabi	

Source : Planification participative, Août-Septembre 2011.

3.2.7 La pédologie

Les sols sont de type sablo argileux et latéritique.

3.3 Milieu Humain

Histoire de la commune et de peuplement

La commune de Dizangue est l'une des neuf communes que compte le département de la Sanaga Maritime. L'histoire moderne de cette commune commence en 1887 avec l'arrivée des Allemands qui y exploitent le bois « azobé » et plus tard développent la culture de l'hévéa et créent une exploitation dénommée KAMERUN GESELSCHAFT KAOUTCHOUC.

Sa population est de **17 086** habitants, 8993 hommes contre 8093 femmes suivant le recensement général de la population de 2005. Le diagnostic participatif a relevé un effectif total de la population de la Commune d'environ **32 627** habitants, répartis par âges comme suit :

Tranches d'âges	Effectif population
Moins de 5 ans	5 713
5 ans – 16 ans	5 727
16 ans et plus	21 187
Total	32 627

On rencontre quatre ethnies autochtones : Pongo, Ndonga, Yakalak et Malimba. La population est étendue sur deux cantons (Ndonga et Yakalak) et 32 villages. Les deux

cantons sont administrés par deux chefs supérieurs de 2^e degré et 30 villages par les chefs de 3^{ème} degré.

Les allogènes sont composés de toutes les autres ethnies du Cameroun et les expatriés.

La religion est aussi variée que les groupes ethniques dans la commune de Dizangue. On distingue le christianisme qui est la principale religion de la commune, l'islam et l'animisme. Les populations chrétiennes sont constituées en majorité des catholiques, des protestants de l'Eglise Evangélique du Cameroun, des musulmans et des chrétiens des églises réveillées.

Les principales activités économiques sont : l'exploitation des carrières de sable, la pêche, l'agriculture, la moto taxi, le call box, le petit commerce, les auberges, les artisans, les garagistes, les cordonniers, les couturiers, les menuisiers, les vigneron, les soudeurs, etc.

S'agissant du petit élevage on peut noter les spéculations suivantes : porcs, volailles, moutons et chèvres.

3.4 Principales infrastructures par secteur

Les infrastructures abritant les services sont pour certains en bon état et pour d'autres dans un état de délabrement très avancé nécessitant par conséquent des travaux de réfection. Les services sont logés soit dans des bâtiments appartenant à l'Etat, soit dans les maisons des particuliers prises en location par l'Etat. Certains services ne sont pas présents dans la Commune de Dizangue.

Le tableau ci-dessous présente l'état des lieux des services sociaux de base et infrastructures par secteur dans la Commune de Dizangue.

Tableau 4 : Etat des lieux des services sociaux de base et infrastructures par secteur de la Commune de Dizangue

Secteur	Description	Localisation (Qtier/village)	Etat infrastructure	Observation
Agriculture	Présence d'une DAADER	Beach	Passable	
	Présence des unités d'extraction de l'huile de palme	Mbongo Holland	Bon	
	Présence d'un Institut de Recherche Agronomique (IRAD)	IRAD	Bon	
Elevage Pêche et Industrie Animale	Présence d'une DAEPIA	Beach	Passable	
Forêt et Faune	Présence d'un poste de protection de la faune	Beach	Bon	
Administration Territoriale Décentralisation et Maintien de l'Ordre	Présence d'une Sous préfecture	Beach	Vétuste	
	2 Brigades de Gendarmerie	Beach Mbongo	Construit	Besoin d'un commissariat de sécurité publique
	Commune de Dizangue	Beach	Construit, bon	
Education de Base	Présence d'une Inspection d'arrondissement	Beach	Pas construit	Logé au rez-de - chaussé du servie des impôts
Santé Publique	Présence de 02centres de santé publics (CMA de Beach et CSI de Mbimbe)	Beach	passable	Matériels médicaux et personnel soignant insuffisant
	Présence de 12 centres de	Disséminés dans	Bon et passable	Centres de santé

	santé privés	l'espace géographique communal		d'entreprise où ceux qui ne sont pas employés ne sont pas admis
Jeunesse	Présence d'un centre multifonctionnel pour la promotion des jeunes	Lycée de Holland	Bon	
	Présence d'une DAJEUNESSE	Beach	Pas construit	Construire DAJEUNESSE
Sport et Education Physique	Présence de 02 stades municipaux	Beach	Mauvais	Aménager les stades
	Présence des aires de jeux non aménagés dans certains villages municipaux	Disséminés dans les villages	Mauvais	Aménager les aires de jeux
Promotion de la femme et de la famille	Présence d'un centre de promotion de la femme	Beach	Bon	
Eau et énergie	Présence d'un bureau d'AES/SONEL	Beach	Pas construit	A construire
	Présence d'un bureau de la CDE			
	Approvisionnement en eau dans : 92 bornes fontaine, 22 forages, 07 sources, 04 puits	Disséminés dans la Commune	Bon et mauvais états	02 forages non fonctionnels, 08 bornes fontaines à réhabiliter et un château endommagé
Commerce	Présence de plusieurs boutiques et une dizaine de hangar, sans comptoir, pour marché	Disséminés dans la Commune, surtout sur les espaces urbains	Bon et mauvais états	Aménager les comptoirs dans les hangars
Postes et télécommunications	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de 02 pylônes MTN et 01 pylône Orange dans la commune - Faible couverture par les différents réseaux de téléphonie de certains villages de la commune - Absence d'un bureau de poste - Absence de cyber café 	BEACH et MBONGO		Bureau de poste à construire
Travaux publics	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de tronçons routiers - Entretien des routes des camps par les agro industries - Absence d'un service de TP 	Disséminés dans la Commune	Très mauvais état	La quasi-totalité des routes qui desservent les villages appartiennent aux agro industries
Emploi et formation professionnel	<ul style="list-style-type: none"> - Aucun service dans la Commune - Présence de 02 agro industries - Absence de projets structurants dans la commune - Présence d'un CETIC et d'une SAR/SM non fonctionnelle 			A créer et construire
Enseignement secondaire	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'un service d'arrondissement - Présence de 05 établissements d'enseignement secondaire 			A créer et construire

Source : Diagnostics participatifs réalisés dans l'espace géographique en vue de l'élaboration du PCD de la Commune de Dizangue.

3.5 Principales potentialités et ressources de la Commune

3.5.1 Les potentialités et ressources de la Commune

Tableau 5 : Potentialités et ressources de la Commune

Secteurs	Potentialités
Agriculture	Climat favorable à la pratique des activités agricoles, Présence des zones de production agricole, Existence d'un potentiel humain pouvant servir de main d'œuvre pour les activités agricoles, Existence des services d'encadrement, Existence de deux agro-industries qui emploie la main d'œuvre locale.
Elevage, pêche et industrie animale	Climat favorable à la pratique des activités pastorales, Existence de plusieurs lacs, de rivières et du fleuve Sanaga et de l'océan Atlantique.
Domaine et affaires foncières	Fort potentiel Domanial et foncier (541 km ²), Existence d'une Propriété communale.
Développement urbain et habitat	Existence des zones d'occupation des domaines fonciers par les bâtiments administratifs, les logements sociaux, les boutiques, des ateliers les bars etc., existence d'une voirie municipale.
Forêt et faune	Climat favorable au développement de l'agroforesterie, Existence d'un potentiel forestier dans la commune, Existence d'un service public chargé de règlementer l'exploitation faunique.
Administration territoriale décentralisée et maintien de l'ordre	Présence dans la commune de plusieurs structures des services Déconcentrés de l'Etat qui peuvent être sollicités pour un appui technique à la réalisation des projets de développement, Présence des services de sécurité chargés de maintien de l'ordre dans la commune, Existence des divisions administratives de l'espace géographique communal en villages et quartiers avec à la tête de chaque division une autorité traditionnelle.
Affaires sociales	Existence d'un service d'encadrement et d'accompagnement des orphelins vulnérables (orphelinat de Mbimbe).
Promotion de la femme et de la famille	Présence d'un centre de promotion de la femme, Potentiel élevé des femmes et des jeunes filles dans la commune, Présence de plusieurs associations féminines dans la commune.
Sport et éducation physique	Fort potentiel des personnes pratiquant le sport et l'Education Physique, Présence de quelques infrastructures de sport et de l'éducation physique.
Jeunesse	Potentiel des jeunes très élevés dans la commune, Existence de diverses organisations / associations des jeunes, Existence des services d'encadrement des jeunes, Existence des projets et programmes de financement des microprojets des jeunes (au MINADER, MINEPIA, MINEFOP, MINJEUN, etc.).
Transport	Présence de quelques moyens de transport (car, moto taxi, vélos), Existence de points de chargement.
Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	Diversification des sources d'activités économiques.
Emploi et formation professionnelle	Présence de 02 structures de formation professionnelle CETIC et SAR/SM) dans la commune, Existence des ressources naturelles qui peuvent servir de source de création d'emploi.
Recherche scientifique et innovation	Présence d'une antenne de la station de recherche de l'IRAD. Conditions naturelles favorables à la réalisation des expérimentations.

Secteurs	Potentialités
Tourisme	Présence des sites touristiques, Existence des auberges, Existence de plusieurs danses traditionnelles, Proximité de l'axe lourd Douala-Yaoundé.
Culture	Existence d'un patrimoine culturel diversifié (plusieurs communautés vivent dans l'espace communal de Dizangue).
Industrie, mine et développement technologique	Existence des sites de ressources naturelles exploitables (carrières de sable, latérite).
Commerce	Présence des marchés, Existence des détaillants de toutes sortes de produits de consommation, Fort potentiel des consommateurs dans la Commune.
Travail et sécurité sociale	Existence d'un fort potentiel de travailleur dans le secteur informel.
Communication	Présence d'un réseau de téléphonie mobile avec 02 opérateurs, Existence des câblots opérateurs distributeurs d'images audio visuelles.

Source : Diagnostics participatifs réalisés dans l'espace géographique en vue de l'élaboration du PCD de la Commune de Dizangue.

3.5.2 Les ressources de la Commune

Dans la quasi-totalité de l'espace géographique de la Commune il y a des ressources :

- Les carrières de sable non estimés à Pongo Pitti, Songueland, Mbongo ;
- Les cours d'eau poissonneux : l'océan Atlantique, le fleuve Sanaga, les lacs Ossa et Mouembe, la rivière Mbanda, la rivière Kwakwa, le fleuve Mbongo, etc.
- De vastes plantations d'hévéa et de palmiers à huile ;
- Terres cultivables, produits forestiers ligneux et non ligneux, sites touristiques (berges du fleuve Sanaga, des lacs, les îles, etc.).

4 SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1 Synthèse du DIC

Tableau 6 : Forces et faiblesses de l'Institution Communale

Gestion des ressources	Forces	Faiblesses
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau de salaire acceptable - Respect de la grille salariale des employés de la commune - Existence d'un organigramme - Existence des contrats de travail - Respect de la législation du travail (congés annuels, prestations sociales, etc.) - Salaires réguliers - Formation du personnel - Agents dynamiques et disponibles - Maîtrise des missions de la part des employés de la Mairie - Personnel affilié au syndicat FINTECAM 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation insuffisante du personnel - Evaluation du personnel inexistante - Etroitesse de l'espace pour les bureaux - Tenues des réunions irrégulières voire absente - Inexistence de profil de carrière - Communication interne approximative - Postes de l'organigramme non pourvus. - Absence d'un responsable des ressources humaines - Absence de job description - Cumul de postes - Insuffisance de collaboration entre le délégué du personnel et la hiérarchie - Insuffisance du personnel qualifié - Indisponibilité de certains conseillers - Matériel de bureau obsolète - Faible niveau d'implication de certains conseillers dans la gestion communale - Absence d'un dispositif formel de recrutement et de formation du personnel - Faible niveau d'implication du personnel dans la prise de décision - Personnel peu motivé - Absence de formation et recyclage des conseillers et de certains personnels - Faible niveau d'application des mesures de sanction du personnel - Faible dispositif de gestion du personnel communal
Ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> - Excédents budgétaires - Recettes fiscales en hausse permanente - Recettes de l'Impôt libératoire stable - Produits de l'exploitation du domaine et CAC en amélioration - Ressources financières propres assez diversifiées 	<ul style="list-style-type: none"> - Fiche de contribuable inexistante - Faible niveau d'implication des acteurs (adjoints, conseillers, opérateurs économiques, personnel communal, etc.) dans l'élaboration et le suivi du budget - Faible taux de recouvrement des recettes - Faible stratégie de recouvrement des recettes - Evolution taxes communales indirectes en dent de scie - Dépenses de fonctionnement en augmentation et nettement supérieures à l'investissement - Incivisme fiscal des contribuables - Difficultés de recouvrement des recettes - Absence d'un plan de recouvrement
Relations avec les partenaires	<ul style="list-style-type: none"> - Bonnes relations avec les partenaires - Partenaires fructueux (FEICOM, PNDP) - Relations cordiales entre le maire, les conseillers et le personnel communal - Relations conviviales entre la Mairie et les différents opérateurs et partenaires sociaux et économiques - Relations harmonieuses entre la Mairie et les sectoriels 	<ul style="list-style-type: none"> - Sous exploitation des partenariats - Appui insuffisant des sectoriels dans l'accomplissement de leurs fonctions régaliennes - Fonctions régaliennes de la Mairie insuffisamment exécutées

Gestion des ressources	Forces	Faiblesses
Gestion du patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> - Patrimoine assez diversifié - Beaucoup de marchés - 01 titre foncier de 129 ha 10a 48ca - Construction de la résidence du maire, de l'office du tourisme et la bibliothèque municipale - Bâtiments communaux propres (mairie, logement du Secrétaire Général, case de passage) - Existence de plusieurs biens immobiliers et mobiliers : 09 bâtiments pour l'enseignement, 04 hangars de marché, structures pour services sociaux(03) en bon état, 1 pirogue à moteur avec équipement de l'équipage. 	<ul style="list-style-type: none"> - Vétusté de certains bâtiments - Absence de magasin à la mairie - Absence de procédure de gestion de la pirogue - Vandalisme sur les infrastructures communales - Certains guichets de quai sont construits en matériaux provisoires et en mauvais état de fonctionnement - Difficultés de recouvrement des taxes dans les marchés des villages

Tableau 7 : Axes de renforcement des capacités de la Commune dans ces domaines

Domaines	Axes de renforcement	Observations
Gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> - Nommer un responsable des Ressources humaines - Tenir régulièrement les réunions hebdomadaires du personnel - Evaluer le personnel - Eviter les cumuls de poste - Etablir un plan de carrière des employés de la commune - Renforcer les capacités des agents dans les domaines où ils interviennent au jour le jour surtout en ce concerne le comptable matière et le receveur municipal 	
Gestion des ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter le quota 40/60% dans l'exécution du budget interne de fonctionnement et d'investissement - Mettre sur pied d'une stratégie efficace de recouvrement des taxes communales - Multiplier les sources de recettes 	
Gestion des relations	<ul style="list-style-type: none"> - Apporter des appuis sporadiques aux sectoriels dans l'exercice de leur fonction régaliennne (appui financier) - Renforcer l'accomplissement des fonctions régaliennes de la Mairie (assainissement de l'espace public, éclairage public, etc.) 	
Gestion du patrimoine communal	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre sur pied un manuel de procédure de gestion des biens meubles et immeubles - Pratiquer les amortissements 	

Concrètement, pour améliorer la performance de la Commune, il faudra développer les actions suivantes :

- Développer une exploitation industrielle de sable avec des appareils et équipements modernes (suceuse à sable, des camions BENN, des sites de stockage de sable même à Edéa et utiliser les exploitants actuels dans cette exploitation communale) ;
- Créer une palmeraie communale ;
- Prélever la taxe sur toute exploitation de sable dans la Commune ;
- Aménager les berges du fleuve Sanaga et du lac Ossa ;
- Améliorer les quais et la gestion des tickets de quai.

4.2 Principaux problèmes et besoins Identifiés et consolidés par secteur

Tableau 8 : Principaux problèmes et besoins Identifiés et consolidés par secteur

N°	Secteurs	Problèmes principaux	Causes	Effets	Besoins / idées de projet
1	Agriculture	Difficultés d'accès à une agriculture rentable dans la commune de Dizangue	<ul style="list-style-type: none"> - Attaque des plantes par les maladies, insectes et rongeurs - Insuffisance d'encadrement technique - Utilisation d'outils rudimentaires de production - Faiblesse des capitaux propres des agriculteurs - Techniques rudimentaires de production - Insuffisance des lieux de commercialisation des produits agricoles - Insuffisance de terres cultivables pour les populations - Difficultés de stockage des produits agricoles - Enclavement des zones de production - Destruction des plantations par les exploitants forestiers - Destruction des plantes par les bêtes en divagation - Faible utilisation des produits phytosanitaires et intrants agricole 	<ul style="list-style-type: none"> - Détérioration des récoltes - Perte des revenus - Baisse de la production - Cherté des produits - Famine - Baisse de la main d'œuvre - Vieillesse précoce de la population - Présence de maladies liées au travail pénible (courbatures et rhumatisme précoces) - Faibles revenus des populations - Rareté des produits vivriers - Baisse de la fertilité des sols 	<ul style="list-style-type: none"> - Descente régulière d'un Agent Vulgarisateur de Zone (AVZ) dans les villages LINDEMA, IRAD, CIE-DOUALA, MBIMBE, V5 SOCAPALM, MBAMBOU V2, 4x4, KOUNGUE LAC OSSA, KM8, MBONGO V3, MBANDA, BIKOUM, MBONGO VILLAGE, KM 11, PITTI-DIBAMBA, MBAMBOU V1, V2 SOCAPALM, KM 6 - Organisation des agriculteurs en GIC à LINDEMA, IRAD, MBIMBE, V5 SOCAPALM, CIE-DOUALA et MOKOLO, KM 8, KOUNGUE LAC OSSA, KOUNGUE LAC OSSA, MBONGO V3, DIKOLA, BIKOUM, KM 11, V2 SOCAPALM, V1 SOCAPALM, MEVIA, SONGUELAND - Octroi d'équipements de travail aux agriculteurs (5 brouettes, 5 pousses, 1 tronçonneuse, 20 paires de gant, 20 paires de bottes, 20 casques de sécurité) à LINDEMA - Aménagement des pistes agricoles de LINDEMA, IRAD, V5 SOCAPALM, KM 8, KOUNGUE LAC OSSA, PITTI-DIBAMBA, SONGUELAND, MEVIA - Organisation de 04 séances de formation des agriculteurs de SONGUELAND et MEVIA par an aux techniques agricoles modernes - Création d'un champ communautaire pour chacun des villages : SONGUELAND, MEVIA - Octroi de 200 plants de palmier à huile au GIC des agriculteurs à LINDEMA

N°	Secteurs	Problèmes principaux	Causes	Effets	Besoins / idées de projet
1	Agriculture		<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'écoulement des produits agricoles - Non respect des limites foncières par les agro-industries (SOCAPALM et SAFACAM) - Insuffisance des moyens financiers - Cherté des intrants agricoles - Ignorance des techniques modernes de production - Baisse de la fertilité des sols - Faible maîtrise des techniques de conservation des produits agricoles - Inertie des GIC des agriculteurs existants 		<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un (01) magasin de stockage à l'IRAD, CIE-DOUALA, V5 SOCAPALM, PITTI DIBAMBA - Respect des marges terriennes par la SAFACAM et SOCAPALM dans les villages IRAD, CIE-DOUALA, MBIMBE, V5 SOCAPALM, MBAMBOU V2, 4x4, KM8, MBONGO V3, BIKOUM, MBONGO VILLAGE, KM 11, MBAMBOU V1, V2 SOCAPALM, KM 6, MBANDA - Organisation des agriculteurs en GIC - Octroi par la SOCAPALM de 10 ha de terres cultivables aux populations des villages MBIMBE, MBAMBOU V2, 4x4, V5 SOCAPALM, KM 11, Village USINE - Octroi par la SAFACAM de 10 ha de terres cultivables aux populations des villages MBIMBE, MBAMBOU V2, 4x4, V5 SOCAPALM, KM 11, V2 SOCAPALM, V1 SOCAPALM, KM 6 - Arrestation des bêtes en divagation à HOLLAND, MBAMBOU V2 et BEACH - Sensibilisation des exploitants forestiers sur la destruction des plantations villageoises de MBAMBOU V2 par la coupe des arbres - Appui financier aux 04 GICs des agriculteurs de MBANDA - Encadrement des 04 GIC des agriculteurs présents à MBANDA - Dotation en matériel, intrants agricoles et produits phytosanitaires aux populations de MBONGO V3, NDIGLE, PITTI DIBAMBA, KM 3, MBAMBOU V1, DIKOLA, V2 SOCAPALM, V1 SOCAPALM, KM 6, SONGUELAND, NDIGLE, MEVIA, KM 3, KOUNGUE SOMSE

N°	Secteurs	Problèmes principaux	Causes	Effets	Besoins / idées de projet
2	Elevage, pêche et industries animales	Difficultés d'accès à un élevage et pêche rentables dans la commune de Dizangue	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de hangars de pêcheurs - Maigres revenus issus de l'élevage - Attaque des espèces élevées par les maladies - Ignorance des techniques modernes de pêche et d'élevage - Difficultés à soigner les animaux - Présence de zoonoses une fois par an - Mauvaise organisation des éleveurs - Empoisonnement des eaux par des pirates - Insuffisance de moyens financiers - Difficultés de conservation des produits de la pêche - Ignorance des techniques de création des étangs piscicoles - Destruction des filets de pêche par les tortues marines et les lamantins - Insuffisance d'espace pour l'élevage - Non respect des principes écologiques par les pêcheurs - Difficultés d'approvisionnement en intrants - Difficultés d'écoulement de produits de l'élevage 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible approvisionnement en intrants - Insécurité des pêcheurs - Faible production - Perte des revenus liés à l'activité - Famine - Perte des espèces - Faible production - Faible épargne - Faible pouvoir d'achat des populations - Disparition de certaines espèces aquatiques - Baisse du cheptel - Vulnérabilité des espèces - Baisse des revenus - Divagation des animaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un (01) hangar de pêcheurs à LINDEMA - Organisation des éleveurs en GIC à LINDEMA, MBIMBE, CIE-DOUALA et MOKOLO, V5 SOCAPALM, MBAMBOU V2, 4X4, KOUNGUE LAC OSSA, KM 8, MBANDA, SONGUELAND, MEVIA, KM 3, NDIGLE, KM 6, MBONGO V3, V1 SOCAPALM, MBONGO VILLAGE, KM 11, V2 SOCAPALM - Encadrement des GICs des éleveurs de LINDEMA, MBIMBE, CIE-DOUALA et MOKOLO, V5 SOCAPALM, MBAMBOU V2, 4X4, KOUNGUE LAC OSSA, KM 8, MBANDA, SONGUELAND, MEVIA, KM 3, NDIGLE, KM 6, MBONGO V3, V1 SOCAPALM, MBONGO VILLAGE, KM11 - Dotation des pêcheurs de chacun des villages LINDEMA, MBIMBE, CIE-DOUALA et MOKOLO, V5 SOCAPALM, MBAMBOU V2, 4X4, KOUNGUE LAC OSSA, KM 8, MBANDA, SONGUELAND, MEVIA, KM 3, NDIGLE, KM 6, MBONGO V3, V1 SOCAPALM, MBONGO VILLAGE, KM11 de 05 filets de trois doigts - Règlementation de la pêche dans la Commune de Dizangue - Création d'un (01) centre vétérinaire dans la Commune de Dizangue - Création d'un (01) centre zootechnique dans la Commune de Dizangue - Sensibilisation des éleveurs des villages quant à l'importance de travailler en groupe - Mise sur pied d'un comité de contrôle des eaux de la DIBAMBA à PITTI-DIBAMBA, la KWA-KWA à NDIGLE - Appui financier et matériel pour les activités de pêche et d'élevage à SONGUELAND et MEVIA, KM 6, PITTI DIBAMBA, MBAMBOU V1, PONGO-PITTI, KOUNGUE SOMSE, MBONGO VILLAGE, KM11, NDIGLE et HOLLAND - Organisation de 04 séances de formation par an des éleveurs et des pêcheurs de SONGUELAND et MEVIA, MBONGO V3, PITTI DIBAMBA, DIKOLA, MBONGO VILLAGE, V2 SOCAPALM et HOLLAND aux techniques modernes d'élevage et de pêche

N°	Secteurs	Problèmes principaux	Causes	Effets	Besoins / idées de projet
2	Elevage, pêche et industries animales				<ul style="list-style-type: none"> - Autorisation de la pratique de l'élevage au V2 par la SOCAPALM - Création d'un (01) centre de formation à la pisciculture et l'élevage dans la Commune de Dizangue - Octroi de 03 ha de terres pour la pratique de l'élevage aux villages KM 6, KM 11 par la SAFACAM - Octroi de 03 Ha de terres par la SOCAPALM pour la pratique de l'élevage aux villages MBONGO V3, Village USINE, BIKOUM - Aménagement des abords du fleuve de la DIBAMBA à PITTI DIBAMBA (construction d'un ponton) - Construction d'un (01) marché à bétail à MBAMBOU V1
3	Santé	Difficultés d'accès à des soins de santé de qualité dans la commune de Dizangue	<ul style="list-style-type: none"> - Eloignement des centres de santé publics et des pharmacies - Approvisionnement difficile en médicaments fiables - Présence de plusieurs personnes atteintes d'onchocercose et du paludisme - Absence d'opportunité d'accès aux soins des centres de santé d'entreprise pour les populations non employées à la SOCAPALM et la SAFACAM - Faible équipement des centres de santé existants - Vétusté des bâtiments des centres sanitaires existants - Insuffisance d'infirmiers dans les centres sanitaires existants - Accueil difficile des patients au centre médical d'arrondissement de Beach - Insuffisance de la prise en charge des malades atteints du VIH/SIDA - Insuffisance des services sanitaires dans les centres de santé existants 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des dépenses liées aux soins de santé - Abandon des malades à eux-mêmes - Automédication - Recours aux tradipraticiens - Intoxication - Précarité des soins - Risque de décès - Augmentation du taux de mortalité - Accouchements difficiles 	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un (01) centre de santé intégré à LINDEMA, IRAD, V5 SOCAPALM, KOUNGUE LAC OSSA, PITTI DIBAMBA, SONGUELAND, DIKOLA, MBONGO VILLAGE, KM 11, V2 SOCAPALM, V3, BIKOUM, NDIGLE, V1 SOCAPALM, KOUNGUE SOMSE, PONGO PITTI et HOLLAND - Création d'une (01) propharmacie à LINDEMA, CIE-DOUALA, V5 SOCAPALM, MBAMBOU V2, KOUNGUE LAC OSSA, IRAD, KM 3, NDIGLE - Organisation d'une campagne de distribution de moustiquaires imprégnées, de dératisation et de désinsectisation à LINDEMA, MBIMBE, CIE-DOUALA, MBAMBOU V2, 4X4, KM8, MBANDA, V5 SOCAPALM et HOLLAND - Réhabilitation du bâtiment et construction de 03 nouveaux bâtiments du centre de santé de MBIMBE - Affectation de 04 infirmiers brevetés dans le centre de santé de MBIMBE et de BEACH - Octroi de 10 lits au centre de santé de MBIMBE et de BEACH - Construction d'un (01) laboratoire au centre de santé de MBIMBE et octroi de matériel de laboratoire au CMA de BEACH

N°	Secteurs	Problèmes principaux	Causes	Effets	Besoins / idées de projet
4	Travaux publics	Difficultés de déplacement des hommes et des biens dans la commune de Dizangue	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de drains pour l'évacuation des eaux de pluie - Présence de plusieurs routes en mauvais état en saison des pluies - Absence de drains pour l'évacuation des eaux de pluie dans certains villages - Insuffisance d'entretien de la route - Excès de poussière en saison sèche - Difficultés de déplacement sur la DIBAMBA - Présence d'une route inondée par la rivière NTCHOUNGOU - Ponts en mauvais états 	<ul style="list-style-type: none"> - Accidents de circulation - Cherté du transport - Stagnation des eaux sur la route - Développement des larves d'insectes - Difficultés d'évacuation des hommes et des biens - Envahissement de certaines routes par les herbes - Evacuation difficile des malades - pollution visuelle - ralentissement des activités agricoles et économiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement des routes des villages : KOUNGUE LAC OSSA : 6,5 km, KM 8 : 1,25 km, MBANDA : 5 km, 4x4 : 1,5 km, CIE-DOUALA et MOKOLO : 3,5 km, V5 SOCAPALM : 2,65 km, IRAD : 0,55 km, MBAMBOU V2 : 0,5 km, MBIMBE : 5,5 km, V2 SOCAPALM : V2-AXE LOURD (24 km), KOUNGUE SOMSE, Village USINE, MBAMBOU V1 - Création d'un comité de gestion de la route à MBIMBE, MBAMBOU V2 - Entretien régulier des routes des villages : V3 MBONGO : V3 MBONGO VILLAGE, V3-Axe lourd, KM 11 : EDEA -DIZANGUE-PITTI DIBAMBA (20 km) - Bitumage de : la route Edéa-Dizangue, l'axe principal (MBONGO VILLAGE, V3 SOCAPALM, MBANDA, DIKOLA (DIZANGUE-DIKOLA (12 KM)), l'axe EKITE-DIZANGUE (14,5 km), l'axe EDEA-KM 3, l'axe KM 6 – EDEA - Installation de 02 barrières de pluie à MBONGO VILLAGE - Réhabilitation de la route menant au site touristique de SONGUELAND (500m), SONGUELAND-LAC OSSA (3 km), SONGUELAND-MALIMBA FARM (2 km), la route centrale-île BONOG (2,5 km) - Création de la route de NKOLBONG - Construction d'un pont sur la DIBAMBA entre PITTI-DIBAMBA et DOUALA 3^{ème} (environ 800 m) - Réfection de la buse drainant la rivière NTCHOUNGOU - Entretien régulier de la route KM6-EDEA : 23 km - Bitumage de la route 4X4 - EDEA : 18 km
5	Education de base	Difficultés d'accès à une éducation de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Transport difficile des élèves - Insuffisance d'équipements (salles de classe, table-bancs) dans les écoles existantes - Insuffisance d'aménagements des écoles primaires existantes (points d'eau, latrines, clôture, logements enseignants, électricité, matériel informatique) - Insuffisance d'écoles maternelles et primaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Abandon scolaire - Emigration des enfants vers la ville - Dépeuplement du village - Insuffisance du confort des élèves - Dérapage des véhicules et motos - Accidents de circulation 	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation des salles de classe des écoles existantes : 12 à l'école primaire de KM 3, 03 à l'école primaire de KM 11, 04 à l'école primaire de km 8, 03 à l'école primaire de 4x4, 06 à l'école primaire francophone du V5 SOCAPALM, 03 à l'école primaire anglophone du V5 SOCAPALM, 02 à l'école maternelle du V5, 05 à l'école maternelle de MBIMBE, 05 à l'école primaire catholique de PITTI-DIBAMBA, 01 à l'école maternelle de PITTI-DIBAMBA

N°	Secteurs	Problèmes principaux	Causes	Effets	Besoins / idées de projet
5	Education de base		<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'enseignants - Vétusté des équipements (table-bancs) existants dans les écoles - Insuffisance du paquet minimum - Eloignement des écoles primaires et maternelles - Présence de salles de classes en mauvais état (toitures arrachées par le vent) - Insuffisance d'écoles primaires anglophones 	<ul style="list-style-type: none"> - Parcours de longues distances par les élèves - Mauvaises conditions de travail des enseignants - Scolarisation tardive des enfants - Epuisement des enfants par la marche - Baisse des taux de réussite - Insécurité des enfants et des équipements scolaires - Accès facile aux salles de classes à toute personne et à tout moment - Absentéisme - Insalubrité - Présence de personnes analphabètes 	<ul style="list-style-type: none"> - Octroi d'une (01) pirogue à moteur de transport pour les enfants de LINDEMA - Construction des salles de classe dans les écoles existantes : 04 à l'école primaire de KOUNGUE SOMSE, 02 à l'école primaire de KM 6, 02 à l'école maternelle de MBONGO V3, 08 à l'école publique de MBONGO V3, 02 à l'école maternelle de MBIMBE, 04 à l'école primaire de KM 11, 01 à l'école primaire de PITTI-DIBAMBA, 02 à l'école primaire de MBANDA, 01 à l'école primaire de 4x4, 06 à l'école primaire de CIE-DOUALA, 02 à l'école publique de HOLLAND, 04 à l'école primaire francophone du V5 SOCAPALM, 03 à l'école primaire anglophone du V5 SOCAPALM, 01 à l'école maternelle du V5, 03 à l'école primaire de l'IRAD, 02 à l'école maternelle de MBIMBE et 04 à l'école maternelle et primaire de HOLLAND - Construction des points d'eau potable dans les écoles existantes : 01 à l'école maternelle de MBONGO V3, 01 à l'école primaire de MBANDA, 01 à l'école primaire de 4x4, 01 à l'école primaire de CIE-DOUALA, 01 à l'école maternelle de MBIMBE, 01 à l'école primaire et maternelle de HOLLAND - Construction des latrines dans les écoles existantes : 02 à l'école primaire de MBONGO V3, 04 à l'école primaire de KM 11, 04 à l'école primaire de km8, 02 à l'école primaire de MBANDA, 01 à l'école primaire de 4x4, 04 à l'école primaire francophone du V5 SOCAPALM, 04 à l'école primaire de PITTI-DIBAMBA, 02 à l'école maternelle de PITTI-DIBAMBA et 02 à l'école maternelle et primaire de HOLLAND - Construction des clôtures dans toutes les écoles existantes dans la Commune - Construction de logements d'astreinte décentes dans toutes les écoles existantes dans la Commune - Augmentation du paquet minimum dans toutes les écoles existantes dans la Commune - Construction des bureaux pour Directeurs dans toutes les écoles existantes dans la Commune - Octroi d'équipements sportif (02 ballons, 04 filets, 14 maillots) aux écoles existantes à l'école primaire francophone du V5 et l'école primaire anglophone du V5 - Construction d'une (01) armoire dans chacune des écoles existantes dans la Commune

N°	Secteurs	Problèmes principaux	Causes	Effets	Besoins / idées de projet
5	Education de base				<ul style="list-style-type: none"> - Création d'une bibliothèque dans les écoles existantes : Ecole primaire du KM 3 ; Ecole primaire de MBANDA ; Ecole primaire de CIE-DOUALA ; Ecole maternelle de MBIMBE ; Ecole primaire de KM 11 ; Ecole primaire du V5 SOCAPALM - Création d'une mini-librairie à V5 SOCAPALM - Création des écoles dans les villages : 01 école primaire bilingue à MBAMBOU V1, 01 école maternelle à MBAMBOU V1, 01 école maternelle bilingue à BIKOUM, 01 école maternelle et primaire au V1 SOCAPALM, 01 école primaire et maternelle à DIKOLA, 01 école maternelle à KM 11, 01 école maternelle au V2 SOCAPALM, 01 école maternelle et primaire bilingue à NDIGLE, 01 école maternelle à KOUNGUE SOMSE - Construction de l'école maternelle de PITTI-DIBAMBA - Octroi de 03 jeux éducatifs pour enfants à l'école maternelle de MBIMBE - Création d'un (01) terrain de football à l'école primaire francophone du V5 - Octroi de table-bancs : 120 à l'école primaire de MBONGO V3, 30 à l'école catholique de PITTI-DIBAMBA, 40 à l'école primaire de KM 11, 60 à l'école primaire du V2 SOCAPALM, 38 à l'école primaire de MBANDA, 66 à l'école primaire de 4x4, 53 à l'école primaire de CIE-DOUALA, 86 à l'école primaire francophone du V5 SOCAPALM, 109 à l'école primaire anglophone du V5 SOCAPALM, 29 à l'école maternelle du V5 SOCAPALM, 150 à l'école primaire de l'IRAD, 45 à l'école maternelle de MBIMBE, 45 à l'EP de BEACH et 50 à l'EP de HOLLAND - Affectation des enseignants : 04 enseignants à l'école primaire de KOUNGUE SOMSE, 03 à l'école primaire de KM 6, 02 à l'école maternelle de MBONGO V3, 05 à l'école publique de MBONGO V3, 03 à l'école primaire de KM 11, 04 à l'école primaire de PITTI-DIBAMBA, 02 à l'école maternelle de PITTI-DIBAMBA, 06 à l'EP de Songueland et 06 à l'EP et maternelle de HOLLAND - Dotation d'une (01) boîte à pharmacie à l'école primaire de KM 11 - Création d'une cantine scolaire dans l'école primaire du V2 SOCAPALM, l'école primaire de KM 8 et KM 6
6	Culture	Difficultés liées à la promotion des cultures existantes dans la commune de Dizangue	<ul style="list-style-type: none"> - Rareté des cérémonies à caractère culturel - Insuffisance de lieux de manifestation - Faible esprit d'initiative des populations en matière culturelle - Instabilité de la population 	<ul style="list-style-type: none"> - Dépravation des mœurs et coutumes - Acculturation - Ignorance des valeurs culturelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation d'un festival culturel une fois par an au niveau de BEACH - Octroi par la SOCAPALM d'un espace pouvant servir à la construction d'un foyer communautaire à V5 SOCAPALM, et à MBAMBOU V2 - Construction d'une (01) salle de cinéma à MBANDA - Création d'un (01) centre de promotion de la culture dans la Commune de Dizangue

N°	Secteurs	Problèmes principaux	Causes	Effets	Besoins / idées de projet
7	Promotion de la femme et de la famille	Difficultés d'épanouissement de la femme et de la famille dans la commune de Dizangue	<ul style="list-style-type: none"> - Ignorance des parents quant à l'importance de l'établissement des actes de naissance à leurs enfants - Présence de plusieurs couples personnes vivants en concubinage - Présence de plusieurs familles vulnérables non assistées - Eloignement des centres d'état civil - Absence d'orientation et désœuvrement de nombreuses jeunes filles après le CEP - Formation insuffisante des femmes dans les petits métiers (teinture, couture broderie, fabrication du savon, de l'eau de javel...) - Ignorances par certaines femmes de leurs droits - Ignorance par certaines femmes de certaines notions d'économie sociale et familiale - Eloignement du centre de promotion de la femme de Beach - Difficulté pour certaines femmes instruites d'accéder aux postes de responsabilité dans les entreprises SAFACAM et SOCAPALM - Absence d'appui aux activités économiques des femmes - Analphabétisme de certaines femmes 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés pour les enfants à présenter les examens officiels - Abandon scolaire - Difficiles conditions de vie des personnes vulnérables - Instabilité des femmes - Absence de couverture sociale de certaines femmes par les entreprises locales (SOCAPALM et SAFACAM) - Insertion précoce de certains enfants dans le milieu du travail - Répudiations fréquentes - Grossesses précoces - Prostitution de la jeune femme - Ignorance des moyens de prévention des IST, MST/SIDA par certaines femmes - Faible diversification des activités économiques des femmes - Suivi scolaire des enfants par les femmes difficile - Perte de revenus - Ignorance par les femmes des TIC - Diminution de l'espérance de vie - Faible taux de scolarisation de la femme - Non assistance de la femme de la part des sociétés SAFACAM et SOCAPALM en cas de décès du concubin - Perte des valeurs familiales- Soumission des femmes aux travaux pénibles - Travail pénible et faible productivité des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des parents quant à l'importance de l'établissement des actes de naissance dans les villages LINDEMA, MBIMBE, CIE-DOUALA, MBAMBOU V2, 4X4, KM8, MBANDA, V5 SOCAPALM, KOUNGUE LAC OSSA, IRAD - Célébration d'un (01) mariage collectif par an à la Mairie de BEACH - Construction d'un (01) centre de formation et d'éducation pour jeunes filles à PITTI DIBAMBA - Organisation de 04 séances par an de formation en faveur des femmes aux petits métiers à DIKOLA, MBONGO VILLAGE, KM11, V2 SOCAPALM, BIKOUM, V3 MBONGO, MBANDA, KM3 - Organisation de 02 séances d'information de la femme sur ses droits à DIKOLA - Extension des activités du centre de promotion de la femme de Beach à MBONGO VILLAGE, KM11, V2 SOCAPALM, PONGO PITTI, KM3, SONGMBENGUE, KM6, NDIGLE, KOUNGUE SOMSE, USINE SOCAPALM, MBAMBOU 1 - Organisation d'au moins 2 séances de formation par trimestre en informatique au V3 MBONGO - Appui technique et matériel aux femmes dans le domaine agricole à KOUNGUE SOMSE

N°	Secteurs	Problèmes principaux	Causes	Effets	Besoins / idées de projet
8	Affaires sociales	Difficultés d'épanouissement des personnes vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'assistance aux personnes vulnérables - Difficultés pour les handicapés à accéder aux infrastructures publiques (écoles et églises) - Sourds-muets de la commune sous-scolarisés - Absence d'encadrement des personnes âgées - Insuffisance d'AGR pour personnes vulnérables - Ignorance par les personnes vulnérables des procédures de prise en charge par les affaires sociales - Difficulté pour la scolarisation des orphelins de V2 SOCAPALM - Insuffisance de moyens financiers pour le fonctionnement de l'orphelinat de V2 SOCAPALM - Orphelinat de V2 SOCAPALM en matériaux provisoires - Eloignement des services des affaires sociales (à Edéa) 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficiles conditions de vie des personnes vulnérables - Marginalisation des personnes âgées - Abandon des personnes vulnérables à elles-mêmes - Baisse de l'espérance de vie 	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un (01) centre social dans la Commune de Dizangue - Assistance des personnes vulnérables des villages : KOUNGUE SOMSE, USINE SOCAPALM, LINDEMA (08 personnes), MBIMBE (06 personnes), MBAMBOU V2 (04 personnes), CIE-DOUALA (22 personnes), V5 SOCAPALM (20 personnes), 4x4 (05 personnes), KM 8 (05 personnes), KOUNGUE LAC OSSA (04 personnes), KM 11 (environ 10 Veuves) - Création d'une (01) école de sourd-muet dans la commune de Dizangue - Construction d'une (01) rampe d'accès pour handicapés à l'école publique anglophone et francophone du V5 SOCAPALM - Aide aux handicapés pour l'obtention des cartes d'invalidité dans les villages : LINDEMA (08 personnes), MBIMBE (06 personnes), MBAMBOU V2 (04 personnes), CIE-DOUALA (22 personnes), V5 SOCAPALM (20 personnes), 4x4 (05 personnes), KM 8 (05 personnes), KOUNGUE LAC OSSA (04 personnes) - Appui financier : à un (01) artiste handicapé pour la sortie de son album à NDIGLE (2 712 000 FCFA), à l'orphelinat de V2 SOCAPALM - Facilitation de la délivrance des cartes de séjour aux étrangers présents à DIZANGUE - Sensibilisation des populations à la prise en compte des personnes vulnérables - Extension par le MINAS de ses activités dans les villages : KM3, KM6, NDIGLE, KOUNGUE SOMSE, MBAMBOU1, PONGO-PITTI, MBANDA, V3 MBONGO, BIKOUM, DIKOLA - Construction d'un point d'eau à l'orphelinat de V2 SOCAPALM, DIKOLA, PITTI DIBAMBA - Construction de bâtiments en matériaux définitifs pour l'orphelinat de V2 SOCAPALM
9	Eau et énergie	Difficultés d'accès à l'eau potable et à l'énergie	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des points d'eau potable - Insuffisance des points de vente de pétrole - Insuffisance d'approvisionnement en énergie électrique - Pollution des cours d'eaux par la SOCAPALM et la SAFACAM 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de maladies hydriques - Faible utilisation d'appareils électriques et électroniques - Insuffisance d'éclairage domestique 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction de forages à motricité humaine dans les villages : 04 à MBONGO VILLAGE, 02 à DIKOLA (01 à entrée vieux village, 01 à Leba), 03 à PITTI DIBAMBA (01 à PITTI 1 ET 02 à PITTI 2), 01 à LINDEMA, 03 à MBIMBE, 03 à MBAMBOU V2, 01 à 4X4, 02 à IRAD, 03 à MBANDA, 04 à KOUNGUE LAC OSSA - Installation des lampadaires dans les villages : 06 pour CIE-DOUALA et MOKOLO, 06 pour V5 SOCAPALM, 06 pour KM 8

N°	Secteurs	Problèmes principaux	Causes	Effets	Besoins / idées de projet
9	Eau et énergie		<ul style="list-style-type: none"> - Cours d'eau non aménagés - Voies menant aux cours d'eaux non aménagées - Coupures fréquentes et intempêtes d'électricité - Existence des adductions d'eau souillées - Coupures intempêtes d'eau - Insuffisance de poteaux électriques de moyenne tension - Présence de forages en panne - Tarissement de certaines rivières en saison sèche - Electrification partielle de certains villages - Absence de forage à l'orphelinat de V2 SOCAPALM 	<ul style="list-style-type: none"> - Rareté des produits pétroliers - Faible pratique des activités économiques - Faibles revenus - Insécurité - Approvisionnement vers les sources d'eau non aménagées - Détérioration des denrées périssables - Conservation difficile des produits de la pêche - Présence de maladies oculaires - Difficulté pour les enfants à étudier dans le noir - Corvées d'eau pour les femmes et les enfants - Consommation d'eau souillée - Accroissement des dépenses des ménages 	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement de 02 sources (source Emmanuel et source Moukoulou) à PITTI DIBAMBA - Octroi de 12 plaques solaires pour les 12 îles habitées de LINDEMA - Création d'un (01) point de vente du pétrole à LINDEMA, IRAD, KM 8, MBIMBE, CIE-DOUALA - Construction d'un (01) château d'eau avec adduction à MBIMBE - Construction de 10 bonnes fontaines à MBIMBE - Entretien régulier du château d'eau de KM 11 et HOLLAND - Electrification des villages MBIMBE, KOUNGUE LAC OSSA, PITTI DIBAMBA, DIKOLA (05 km) - Création d'un point de vente de pétrole dans les villages MBIMBE, V5 SOCAPALM - Construction de forages électriques dans les villages : 01 à MBIMBE - Plaidoyer auprès de la SOCAPALM pour l'entretien des adductions d'eau au V5 SOCAPALM, MBAMBOU V2, HOLLAND - Achat et installation d'un (01) groupe électrogène dans chacun des villages 4x4, CIE-DOUALA - Aménagement des voies d'accès aux sources de 4x4 - Réhabilitation des forages existants dans les villages : MBANDA (02) - Aménagement des cours d'eau des villages : MBANDA : 05 sources, PITTI DIBAMBA : 02 sources (Sources Emmanuel et Moukoulou) - Réhabilitation de 10 poteaux électriques à MBANDA - Installation du réseau CDE à MBONGO VILLAGE - Amélioration du réseau électrique à KM 6, KM 3, PONGO PITTI - Achat d'une pompe pour le forage d'USINE SOCAPALM - Création de points de vente formelle de carburant à MBANDA
10	Enseignement secondaire	Difficultés d'accès à l'enseignement secondaire dans la commune de Dizangue	<ul style="list-style-type: none"> - Transport difficile des élèves - Insuffisance des établissements de l'enseignement secondaire - Eloignement des établissements de l'enseignement secondaire de certains villages - Insuffisance de matériel de bureau et didactique - Salles de classe en mauvais état - Insuffisance de tables bancs - Insuffisance d'enseignants 	<ul style="list-style-type: none"> - Abandon scolaire - Emigration des élèves - Baisse de la main d'œuvre - Faible culture des élèves - Errance des élèves en dehors du lycée pendant les heures de cours - Mauvaises conditions de travail 	<ul style="list-style-type: none"> - Octroi d'une (01) pinasse de transport pour les élèves de LINDEMA, de KM 11(01Car) - Création d'un (01) CES bilingue dans chacun des villages : BEACH, V5 SOCAPALM, IRAD, MBANDA, CIE-DOUALA, PITTI DIBAMBA - Octroi d'un (01) car de transport pour élèves à chacun des villages : 4x4, MBANDA, KOUNGUE LAC OSSA, KM 8 - Demande d'affectation de 13 enseignants pour le lycée de Mbongo village - Construction d'une clôture au lycée de Mbongo village

N°	Secteurs	Problèmes principaux	Causes	Effets	Besoins / idées de projet
10	Enseignement secondaire				<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation de 08 salles de classes au lycée bilingue de Mbongo village - Construction de 10 salles de classes au lycée bilingue de Mbongo village, 04 au lycée et 02 au CETIC de Dizangue - Installation de l'électricité dans les salles de classes du lycée Mbongo village - Construction d'un laboratoire au lycée Mbongo village - Dotation en matériel de bureau et didactique au lycée Mbongo village, au lycée et au CETIC de Dizangue - Construction d'une bibliothèque au lycée Mbongo village - Construction d'une cantine scolaire au lycée de Mbongo village - Construction d'une clôture au collège St GERARD de KM3 - Construction d'un CETIC à KOUNGUE SOMSE - Création d'un CETIC dans les villages V5 SOCAPALM
11	Emploi et formation professionnelle	Difficultés d'accès à l'emploi et à la formation professionnelle dans la Commune de Dizangue	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de plusieurs jeunes sans qualification professionnelle - Insuffisance des infrastructures de formation professionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> - Rareté des PME - Chômage des jeunes - Délinquance juvénile - Exode rural - Oisiveté des populations - Dépendance des jeunes vis-à-vis des parents - Ignorance de l'innovation technologique 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation de 20 jeunes des villages : MBONGO VILLAGE, LINDEMA en menuiserie, maçonnerie et mécanique - Création d'une SAR/SM au V5 SOCAPALM, MBIMBE, MBANDA, KOUNGUE LAC OSSA, CIE-DOUALA - Création d'un (01) centre de formation professionnelle dans la Commune de Dizangue - le recrutement à bon escient des jeunes de MBIMBE, IRAD, CIE-DOUALA, KM 11 - Relance des activités de la SAR/SM DE HOLLAND - Création des AGR à NDIGLE
12	Développement urbain et de l'habitat	Difficultés d'accès à un habitat confortable et à un espace urbain assaini			<ul style="list-style-type: none"> - Assainissement de l'espace à MBAMBOU, V3 SOCAPALM et MBONGO - Plaidoyer auprès des entreprises locales pour la construction des habitations décentes dans les camps dévolus à leurs employés
13	Recherche scientifique et innovation	Difficultés pour les producteurs et les éleveurs à bénéficier des produits de la recherche	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'encadrement sur les thématiques spécifiques (multiplication des variétés améliorées) - Non utilisation des semences améliorées - Eloignement des structures de recherches 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'amélioration des techniques culturales - Rendements agricoles bas - Revenus bas 	<ul style="list-style-type: none"> - Encadrement des populations de l'IRAD, V5, MBONGO VILLAGE, KM 11, V2 SOCAPALM, V3 MBONGO, etc. sur les thématiques spécifiques telle que la multiplication des variétés améliorées - Octroi des semences améliorées (octroi de 300 plants de palmiers à huile) aux populations de LINDEMA, MBONGO VILLAGE, KM 11, V3 MBONGO, MDANDA

N°	Secteurs	Problèmes principaux	Causes	Effets	Besoins / idées de projet
14	Travail et sécurité sociale	Difficultés d'épanouissement des travailleurs de la Commune de Dizangue	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance du matériel de sécurité - Mauvaises conditions de transport des employés (transport dans un même camion des employés et du matériel de travail tranchant) - Insuffisance de la sécurité sociale - Insatisfaction salariale des employés - Insuffisance de mutuelles de santé des travailleurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Accidents de travail récurrents - Découragement des employés - Baisse du rendement - Faible pouvoir d'achat des populations - Déformations physiques des employés - Absence de soutien aux agriculteurs dans la vieillesse 	<ul style="list-style-type: none"> - Octroi du matériel de sécurité aux employés des villages : MBAMBOU V2, CIE-DOUALA, 4x4, V5 SOCAPALM MBONGO VILLAGE, KM 11 - Octroi d'un(01) car de transport pour employés et 01 camion pour le transport du matériel de travail à MBAMBOU V2 - Affiliation du reste de personnes non encore affiliées à la CNPS des villages CIE-DOUALA et KM 8 - Plaidoyer auprès de l'IRAD pour l'augmentation du salaire de base des employés du village IRAD - Plaidoyer auprès de la SAFACAM pour l'augmentation du salaire de base des employés des villages 4x4, KM8, CIE-DOUALA, BEACH - Création d'une (01) mutuelle de santé des travailleurs de l'IRAD - Création des emplois locaux dans la commune
15	Forêts et faune	Difficultés liées à la protection de la forêt et de la faune	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de descente du chef de poste forestier - Action des braconniers - Destruction abusive de la forêt et des marécages par des par la SAFACAM et SOCAPALM - Disparition de certaines essences forestières - Absence d'un comité de vigilance - Absence d'une pépinière forestière - Exploitation anarchique de la Mangrove - Empoisonnement des eaux par les pirates 	<ul style="list-style-type: none"> - Déforestation - Disparition progressive des espèces fauniques et forestières - Déboisement - Pollution de l'environnement - Destruction de la couche d'ozone - Effet de serre - Réchauffement climatique - Exploitation illicites de la forêt et de la faune - Risque de pénurie de poisson 	<ul style="list-style-type: none"> - Descente régulière du chef de poste forestier de BEACH à LINDEMA, MBAMBOU, CIE-DOUALA, KOUNGUE LAC OSSA, KM8, MBANDA, IRAD, 4X4, V5 SOCAPALM, MBIMBE, MBONGO VILLAGE - Création d'un comité de vigilance à IRAD, V5 SOCAPALM, PITTI DIBAMBA - Sensibilisation de la population d'IRAD à lutter contre l'exploitation abusive de la forêt et de la faune - Octroi d'une pépinière forestière au V5 SOCAPALM - Légalisation et appui au comité de vigilance de MBIMBE - Réglementation de l'exploitation des ressources naturelles à DIKOLA - Sensibilisation des populations de SONGUELAND, MEVIA à la protection de la forêt et de la faune
16	Communication	Difficultés d'accès aux services de communication	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'un haut parleur - Absence de radio communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Transmission difficile des informations - Réalisation difficile des annonces au sein du village 	<ul style="list-style-type: none"> - Achat d'un haut parleur à IRAD, V5, KM 11, V2 SOCAPALM, V3 SOCAPALM - Installation d'un émetteur-récepteur dans la Commune - Construction et équipement d'une radio communautaire - Création d'un journal communal - Création d'un site internet au niveau de la Commune

N°	Secteurs	Problèmes principaux	Causes	Effets	Besoins / idées de projet
17	Tourisme	Difficultés liées à la promotion du tourisme dans la commune de Dizangue			<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement du site touristique de DIKOLA (le vieux village) - Viabilisation des sites touristiques - Développement du tourisme durable - Création d'un parc zoologique à Mbanda - Equipement de l'office du tourisme de BEACH - Etude sur le développement durable
18	Environnement et protection de la nature	Difficultés liées à la protection de l'environnement et de la nature	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation abusive du bois de chauffe - Absence de bacs à ordures - Absence de sensibilisation des populations à la protection de l'environnement - Pratique de l'agriculture itinérante sur brûlis - Absence des espaces verts - Changement climatique - Feux de brousse - Agriculture intensive de la SAFACAM - Faible utilisation des foyers améliorés - Pollution des cours d'eau par les rejets SOCAPALM - Pollution de l'air par les fumées issues des activités de la SOCAPALM 	<ul style="list-style-type: none"> - Déforestation - Réchauffement climatique - Destruction de la couche d'ozone - Pollution de l'environnement - Dégradation du sol - Population casanière - Inhalation des mauvaises odeurs - Exposition aux vents violents 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation de la population de LINDEMA, CIE-DOUALA, MBAMBOU V2, MBIMBE sur les techniques d'utilisation et de fabrication des foyers améliorés - Dépôt de quatre (04) bacs à ordures au V5 SOCAPALM, dix (10) bacs à ordures à MBAMBOU V2 - Aménagement d'un (01) espace vert au V5 SOCAPALM, 4X4, MBANDA, KOUNGUE LAC OSSA, KM8, MBIMBE - Sensibilisation de la population du V5 SOCAPALM, 4X4, MBANDA, KOUNGUE LAC OSSA, KLM8, CIE – DOUALA, KM 11, PISTI DIBAMBA à la protection de la nature - Extension des activités du chef de poste forestier de BEACH à LINDEMA, IRAD, 4X4, MBANDA, KOUNGUE LAC OSSA, KM8, CIE –DOUALA - Mise en place d'un comité de l'environnement et de la protection de la nature MBONGO VILLAGE - Sensibilisation de la population des villages KM 6 sur l'entretien des Bacs à ordures - Bonne gestion des ordures versées dans les bacs à ordures
19	Enseignement supérieur	Difficultés d'accès à l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> - Problèmes de logement des bacheliers en ville - Revenus bas - Cherté des minis cités privées 	Abandon des études après le Baccalauréat	<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'une école supérieure dans la Commune - Construction d'un centre d'encadrement et d'orientation des jeunes dans la commune

N°	Secteurs	Problèmes principaux	Causes	Effets	Besoins / idées de projet
20	Domaines et affaires foncières	Difficultés liées à la gestion du potentiel foncier existant	<ul style="list-style-type: none"> - Indisponibilité de terres pour les populations - Absence de plans cadastraux - Refus des autochtones de vendre la terre aux halogènes - Envahissement des villages par SOCAPALM et SAFACAM 	<ul style="list-style-type: none"> - Populations non propriétaire des terres occupées - Ignorance des superficies des villages - Investissement difficile des halogènes - Diminution du patrimoine foncier 	<ul style="list-style-type: none"> - Octroi de terres cultivables par l'IRAD, la SAFACAM et la SOCAPALM aux populations de IRAD, V5, MBONGO V3, BIKOUM, V2 SOCAPALM, KM 11, BEACH, HOLLAND et 4x4 - Elaboration des plans cadastraux des villages : LINDEMA, SONGUELAND, MEVIA - Immatriculation spéciale de MBONGO VILLAGE, de DIKOLA - Entamer des négociations avec les autochtones pour faciliter l'accès des halogènes de V3 à la terre - Etablissement des titres fonciers par les propriétaires terriens n'en disposant pas à MBANDA, PONGO PITTI, KOUNGUE SOMSE
21	Commerce	Difficultés liées à la pratique des activités commerciales	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de marché périodique - Insuffisance de lieux d'approvisionnement en produit de première nécessité - Eloignement des marchés - Coût élevé du transport 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible écoulement des produits - Coût élevé de certains produits de première nécessité - Déplacement vers les marchés de la ville - Augmentation des dépenses - Avarie des produits agricoles - Rupture des stocks 	<ul style="list-style-type: none"> - Octroi par l'IRAD d'un espace devant servir à la construction d'un marché périodique à l'Irad - Octroi par la SOCAPALM d'un espace pouvant servir à la construction d'un marché périodique à V5 et V2 SOCAPALM - Création d'un marché dans chacun des villages suivants : MBONGO VILLAGE, V3 MBONGO - Relance des activités du marché hebdomadaire du KM 6 - Aménagement du marché de Pitti Dibamba - Aménagement du marché de MEVIA - Construction des comptoirs dans le hangar servant de marché à BEACH et à HOLLAND - Création d'un (01) marché à l'IRAD, MBIMBE, MBANDA, MBAMBOU V1, MBONGO VILLAGE, KOUNGUE SOMSE

N°	Secteurs	Problèmes principaux	Causes	Effets	Besoins / idées de projet
22	Jeunesse	Difficulté d'épanouissement des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'un centre de promotion de la jeunesse - Absence d'appui et d'encadrement des jeunes - Aucun membre du CNJC - Absence de stage niveau communal - Interdiction de regroupement des jeunes en association à V2 SOCAPALM 	<ul style="list-style-type: none"> - Délinquance juvénile - Exode rural - Oisiveté des jeunes - Absence de projets bancaables 	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un centre de promotion de la jeunesse dans la Commune - Organisation des stages de vacances par la Commune pour les enfants de l'IRAD - Insertion au CNJC des jeunes de V5, KM 11, MBONGO VILLAGE - Organisation des jeunes en association à MBONGO VILLAGE, V3 MBONGO, MBAMBOU V2 et LINDEMA - Appui du PAJER-U pour les populations de V2 SOCAPALM - Création d'un centre d'alphabétisation des jeunes dans la Commune - Création d'un centre multifonctionnelle dans la Commune
23	Sport et éducation physique	Difficultés liées à la pratique des activités sportives	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de clôture autour des stades - Absence de centre de formation - Absence de tribune au stade Jacquemart - Absence d'encadrement sportif - Distraction des fonds alloués aux joueurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance du bien être du public lors d'un match - Baisse d'intérêt pour le sport - Insuffisance des activités de loisirs - Oisiveté - Perte de talent 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'une clôture au stade jacquemart de l'IRAD, au terrain de V5 - Construction et aménagement d'une tribune au stade jacquemart - Création d'un centre de formation professionnelle dans la commune - Création d'associations sportives à MBONGO VILLAGE, - Aménagement des 02 aires de jeux de V2 SOCAPALM par la commune - Construction d'une aire de jeu à NDIGLE ,02 à SONGUELAND et MEVIA - Construction d'une aire de jeu à MBAMBOU V2 (90m/45m) - Organisation des championnats de vacances à LINDEMA - Dotation des équipes de football de V3 MBONGO en équipements sportifs

N°	Secteurs	Problèmes principaux	Causes	Effets	Besoins / idées de projet
24	PME, économie sociale et artisanat	Difficultés de promotion des PME et de l'artisanat	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de matériel de travail et d'équipement pour menuisier et maçons - Insuffisance de moyens financiers pour les artisans - Absence d'appui et d'encadrement aux promoteurs de PME - Interdiction des activités des PME par la SOCAPALM à V2 SOCAPALM - Points de ventes non aménagés à V3 SOCAPALM 	<ul style="list-style-type: none"> - Oisiveté de certaines personnes - Dépendance - Faibles revenus - Découragement des promoteurs - Exode rural - Exposition des vendeurs aux intempéries - Gestion approximative de l'activité 	<ul style="list-style-type: none"> - Création de GIC de menuisier à IRAD - Octroi de matériel et équipement aux artisans de V5, IRAD, PITTI DIBAMBA - Organisation de séances de formation des prestataires de PME pour les populations de MBONGO, VILLAGE, KM11 - Octroi d'espace par SOCAPALM à V3 SOCAPALM pour la pratique de l'artisanat - Création des AGR à NDIGLE, KM6, KM3, USINE SOCAPALM, BEACH, HOLLAND - Octroi d'une pirogue d'une capacité de 20 tonnes au GIC de creuseur de sable de PONGO PITTI - Sensibilisation de la population de KOUNGUE SOMSE, 4X4 à la promotion des activités artisanales - Formation de 20 jeunes de LINDEMA aux métiers de mécaniciens, menuisiers, maçons - Organisation d'un séminaire de formation en artisanat pour les populations de SONGUELAND et de MEVIA - Subvention de 05 menuisiers à MBAMBOU V2
25	Industrie mines et développement technologique	Difficultés liées à la l'exploitation des ressources minières existantes	<ul style="list-style-type: none"> - Zone de sable mouvant non sécurisé - Faible organisation du secteur - Manque de matériel adéquat 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque d'accident - Perte de revenus liés au secteur 	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurisation de la zone contenant le sable mouvant - Aménagement du site minier (au bord de la rivière Mbongo) de MBONGO VILLAGE - Création d'un GIC d'exploitants des carrières à MBANDA, LINDEMA - Octroi du matériel d'exploitation de sable dans les villages MBAMBOU1, PONGO PITTI (01 Dragueuse de sable) - Extension des services du Ministère des Mines et du Développement Technologique à NDIGLE, KM6, KM3, PONGO PITTI, USINE SOCAPALM, KOUNGUE SOMSE, V5 SOCAPALM, HOLLAND, DIKOLA, 4X4

N°	Secteurs	Problèmes principaux	Causes	Effets	Besoins / idées de projet
26	Transports	Difficultés d'accès à des moyens de transport de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de motos - Absence de voiture - Coût élevé du transport - Absence de syndicat de transporteurs - Enclavement des villages - Coût élevé du transport 	<ul style="list-style-type: none"> - Evacuation difficile des produits - Accès et sortie difficile de l'IRAD - Recours à la marche à pied - Evacuation difficile des malades - Risque de décès - Perte de revenus liés à la commercialisation des produits agricoles - Détérioration des denrées 	<ul style="list-style-type: none"> - sensibilisation des transporteurs dans le but de faciliter le déplacement des populations de l'IRAD, KM 11 - Création d'un syndicat de transporteur du V5 - Plaidoyer auprès de la SOCAPALM pour l'octroi d'un espace nécessaire pour la création d'une aire de stationnement au V5 - Réhabilitation de l'axe V2 – PITTI DIBAMBA (10 km) - Mise en circulation par les populations de V3 d'au moins 01 véhicule de transport - Appui financier pour l'achat de 04 pirogues à moteur pour l'île NDIGLE - Création d'un point de chargement à KOUNGUE SOMSE - Installation d'une agence de voyage à MBAMBOU V2 tronçon DOUALA – MBAMBOU V2 - Octroi d'une pinasse à moteur hors bord sur le lac pour le transport public (ligne DIZANGUE – MEVIA – KOUNGUE LAC OSSA – LINDEMA) - Création d'une gare routière à KM3
27	Postes et télécommunications	Difficultés d'accès aux services de poste et télécommunication de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance du réseau téléphonique (CAMTEL) - Insuffisance de réseau internet - Eloignement de la poste 	<ul style="list-style-type: none"> - Communication téléphonique difficile et limité - Non maîtrise de TIC - Sous information - Capacité de recherche et d'innovation limitée 	<ul style="list-style-type: none"> - Demande d'installation des pylônes à l'IRAD(01), à V5 (01), MBONGO VILLAGE (02 : Orange et Camtel), (01) à KM11, V3 MBONGO (01 antenne Orange) auprès de la délégation départementale des postes et télécommunication - Extension des réseaux MTN, ORANGE, et CAMTEL à MBANDA ,MBAMBOU 1,NDIGLE ,KM6,KM3,PONGO PITTI ,USINE SOCAPALM,V1 SOCAPALM MBONGO,KOUNGUE SOMSE, KOUNGUE LAC OSSA , KM8, MBAMBOU V2, LINDEMA, 4X4 - Construction d'un télécabine communautaire

N°	Secteurs	Problèmes principaux	Causes	Effets	Besoins / idées de projet
28	Administration territoriales, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre	Difficultés liées à l'accès aux services publics de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Eloignement des centres d'état civil - Absence d'un comité de vigilance - Sable mouvant non protégé - Indisponibilité des forces dans les villages de l'ordre du fait de l'éloignement des services de sécurité 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque de mortalité dans le sable mouvant - Présence de plusieurs couples vivants en concubinage - Présence de plusieurs enfants vivant sans actes de naissance - Présence des zones d'insécurité 	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un (01) comité de vigilance à l'IRAD - Construction d'une clôture et implantation des panneaux indicatifs autour du sable mouvant à l'IRAD - Demande d'affectation des forces de l'ordre dans la commune - Extension des services du centre d'état civil de Beach à V2 SOCAPALM - Sécurisation du ravin de MBANDA par l'installation de panneaux indicatifs de danger - Erection de la chefferie de KM6 en un centre d'état civil - Création d'un (01) centre spécial d'état civil au V5, PONGO PITTI, SOCAPALM, à PITTI DIBAMBA

Secteur 29 : Institution communale

Problèmes	Causes	Atouts / Potentialités	Solutions envisagées
<p>Faible capacité d'intervention de l'institution communale</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Formation insuffisante du personnel - Evaluation du personnel inexistante - Etranglement de l'espace pour les bureaux - Tenues des réunions irrégulières voire absente - Inexistence de profil de carrière - Communication interne approximative - Postes de l'organigramme non pourvus. - Effectif pléthorique. - Absence d'un responsable des ressources humaines - Absence de job description - Cumul de postes - Insuffisance de collaboration entre le délégué du personnel et la hiérarchie - Insuffisance du personnel qualifié - Indisponibilité de certains conseillers - Matériel de bureau obsolète - Faible niveau d'implication de certains conseillers dans la gestion communale - Absence d'un dispositif formel de recrutement et de formation du personnel - Faible niveau d'implication du personnel dans la prise de décision - Personnel peu motivé - Absence de formation et recyclage des conseillers et de certains personnels - Faible niveau d'application des mesures de sanction du personnel - Faible dispositif de gestion du personnel communal - Fiche de contribuable inexistante - Faible niveau d'implication des acteurs (adjoints, conseillers, opérateurs économiques, personnel communal, etc.) dans l'élaboration et le suivi du budget - Faible taux de recouvrement des recettes - Faible stratégie de recouvrement des recettes - Evolution taxes communales indirectes en dent de scie - Dépenses de fonctionnement en augmentation et nettement supérieures à l'investissement - Incivisme fiscal des contribuables 	<ul style="list-style-type: none"> - Position stratégique sur l'axe lourd Douala – Yaoundé - Existence de plusieurs sites touristiques - Diversité ethnique - Paix sociale - Bonne relation avec les partenaires (SDE, tutelle, Projet et programme, FEICOM) - Niveau de salaire appréciable - La plupart du personnel a une longue expérience professionnelle - Certains agents et conseillers ont une bonne formation - Commission de passation de marché fonctionnelle - Bonne répartition des tâches entre le maire et ses adjoints - Respect de la grille salariale des employés de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> - Instituer un système de diffusion de l'information autour des activités de la commune (population, opérateurs économiques, partenaires...) - Elaborer un fichier de contribuable - Réorganiser le système de recouvrement (fichier de contribuable etc.) - Réorganiser la gestion des marchés communaux (boutiques, hangars, places...) - Réhabiliter les immeubles communaux - Aménager l'accès à la carrière de Pouzzolane artisanale - Réhabiliter l'abattoir, 5 aires d'abattage y compris l'organisation de la gestion - Renforcer les relations avec les partenaires (plan de gestion) - Elaborer un plan de recrutement du personnel, - Former les conseillers municipaux sur leurs rôles - Mettre en application du tableau de répartition des rôles entre le Maire et des adjoints - Mettre en application du tableau type des emplois communaux (agent de suivi du parc automobile) - Acquérir les nouveaux matériels de bureau - Mettre en place un organigramme, - Former et recycler le personnel, - Instituer les réunions mensuelles au sein de la commune, - Réhabiliter les immeubles communaux et affecter un loyer considérable, - Récupérer et réaffecter les boutiques non fonctionnelles - Créer un service de maintenance mécanique auto, - Former l'exécutif et le personnel à la

	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés de recouvrement des recettes - Absence d'un plan de recouvrement - Vétusté de certains bâtiments - Absence de magasin à la mairie - Absence de procédure de gestion de la pirogue - Vandalisme sur les infrastructures communales - Certains guichets de quai sont construits en matériaux provisoires et en mauvais état de fonctionnement - Difficultés de recouvrement des taxes dans les marchés des villages - Sous exploitation des partenariats - Appui insuffisant des sectoriels dans l'accomplissement de leurs fonctions régaliennes - Fonctions régaliennes de la Mairie insuffisamment exécutées 		<p>maîtrise des procédures de gestion des compétences transférées</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir la coopération décentralisée et le jumelage avec d'autres Communes
--	---	--	---

Source : Diagnostics participatifs réalisés dans l'espace géographique en vue de l'élaboration du PCD de la Commune de Dizangue.

5 PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1 Vision et objectifs du PCD

5.1.1 Vision du PCD

La Commune de Dizangue est devenue la référence en matière de promotion du développement économique et socioculturel de son territoire communal à travers :

- L'amélioration des infrastructures routières sur l'ensemble du territoire de la Commune,
- L'amélioration de l'accès des populations aux infrastructures sociales de base à savoir l'eau potable, l'électrification rurale, les soins de santé de qualité, l'enseignement de base et secondaire de qualité, etc.
- La protection de l'environnement,
- La promotion du développement économique du territoire (création d'une forêt communale, d'une exploitation industrielle du sable et d'une palmeraie communale, développement du partenariat autour de la Commune, financement des activités de production).

Dans une période de trois ans (2013 à 2015), la Commune de Dizangue envisage :

- Une institution communale qui fonctionne bien et qui joue véritablement son rôle d'acteur au centre de la dynamique du développement local du territoire,
- Une institution communale qui dans un partenariat avec le secteur privé et les services déconcentrés de l'Etat sur le territoire et les populations œuvrent ensemble pour l'amélioration du cadre et des conditions de vie des habitants,
- Un espace géographique où les ressources naturelles existantes sont mieux gérées pour bénéficier au développement de toute la collectivité dans une perspective durable,
- Un territoire dans lequel le principe de participation est le maître mot pour tous les acteurs qui interviennent dans le processus de développement.

Et sur une période à l'horizon 2035 :

- Une Commune où les populations ont de moins en moins des difficultés de déplacement, des difficultés d'accès à l'eau potable, des difficultés d'accès à l'énergie électrique, etc.
- Une Commune où les populations ont accès à des emplois décents.

5.1.2 Objectifs du PCD

5.1.2.1 Objectif global

Mettre à la disposition de la Commune de Dizangue un document qui pose clairement la vision de développement dans tous les secteurs de son espace géographique.

5.1.2.2 Objectifs spécifiques

- Faire un état des lieux de la situation de développement de la Commune dans les 28 secteurs de son espace géographique et arrêter les actions à entreprendre ;
- Elaborer et valider un plan d'action stratégique de développement de l'espace géographique de la Commune et un Plan d'Investissement annuel (PIA) pour 2012 ;
- Créer un cadre de concertation entre tous les acteurs de développement sur le territoire de la Commune pour assurer une mise en œuvre concertée des actions envisagées dans le PCD ;
- Elaborer un plan marketing du document de PCD au sein de l'institution communale et une stratégie pour la recherche des financements pour la réalisation des actions envisagées ;
- Renforcer les capacités des acteurs locaux en vue de les rendre plus apte à suivre, à évaluer et à pérenniser la mise en œuvre le processus de planification locale dans l'espace géographique de la Commune au terme de la mission d'accompagnement technique faite par l'OAL IPD/AC.

5.2 Cadres logiques par secteur

Tableau 9 : Cadres logiques par secteur

Cadre logique de l'Institution Communale

	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Renforcer la capacité d'intervention de l'institution communale			
Objectifs spécifiques	Recruter un personnel qualifié	Un chef du personnel et un chargé du développement touristique qualifiés recrutés	Contrat de travail	Les moyens mobilisés sont utilisés à de bonnes fins
	Assurer la formation du personnel et celle des élus	Le personnel maîtrise leurs fonctions	Curriculum vitae du personnel	
	Instaurer une réunion entre l'exécutif communal et le personnel	Nombre de réunions entre le personnel communal et l'exécutif	Certificat de présence effective Liste de présence aux réunions Compte rendu des réunions	
	Achever les travaux de construction des infrastructures en cours	Présence des infrastructures communales	Photos, factures, visite de terrain	
	Viabiliser les guichets de tickets de quai et immeubles communaux	Infrastructures sociales réhabilitées	Photos, factures, visite de terrain	
	Construire des infrastructures sociales et marchandes	Présences des infrastructures sociales et marchandes	Photos, factures, visite de terrain	
	Equiper l'institution communale	Présence des équipements modernes	Factures	
	Assurer le renforcement organisationnel de l'institution communale	Capacité organisationnelle de l'institution communale élevée	- Rapport d'activités - Comptes administratifs de la commune	
	Renforcer la réalisation des fonctions régaliennes de l'institution communale	Fonctions régaliennes bien remplies	Visite de terrain, rapport d'activités, témoignage des populations	
	Mettre en place un plan de promotion de l'économie locale	Essor de l'économie locale	Sondage d'opinion	
Résultats	1. Personnel qualifié recruté	Deux responsables qualifiés en place	Curriculum vitae des deux responsables	Volonté de l'exécutif communal
	2. Personnel form régulièrement	Nombre de formation tenue	Support et attestation de formation	Volonté de l'exécutif communal

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Résultats	3. Réunion entre le personnel communal et l'exécutif instaurée	52 réunions tenues par an			Liste de présence, compte rendu	Volonté de l'exécutif communal
	4. Les travaux de construction des infrastructures achevés	Présence de 02 infrastructures			Photos, visite de terrain	Moyens disponibles
	5. Guichets de ticket de quai viabilisés	Qualité des 02 guichets de quai			Photos, visite de terrain	Moyens disponibles
	6. Infrastructures sociales et marchandes construites	Présence de 03 infrastructures			Photos, visite de terrain	Moyens disponibles
	7. Institution communale équipée	Présence du matériel informatique, des logiciels comptables, etc.			Factures, photos	Moyens disponibles
	8. Capacité organisationnelle de l'institution renforcée	Fichier du contribuable mis à jour, amortissements pratiqués, lobbying et implication des forces vives			Observation	Volonté de l'exécutif communal
	9. Onctions régaliennes bien assurées	Espace urbain assaini et routes de désertes entretenues			Visite de terrain, témoignage des populations	Volonté de l'exécutif communal
	10. Plan de promotion de l'économie locale élaboré	Présence du plan de promotion de l'économie locale			Observation	Volonté de l'exécutif communal
Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	1. Elaboration d'un plan de recrutement du personnel				50 000	Moyens disponibles
	2. Elaboration d'une grille de performances du personnel pour améliorer leur évaluation				50 000	
	3. Définition et instauration des primes de performance des agents des guichets de ticket de quai				5% des recettes	
	4. Mobilisation des fonds nécessaires au développement du tourisme				50 000 000	

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A2	Elaboration d'un plan de renforcement des capacités du personnel et d'un profil de carrière et renforcement effectif des capacités du personnel				15 000 000	
A3	Instauration d'une réunion mensuelle entre l'exécutif et le personnel				50 000	
A4	Réalisation des travaux de finition du logement du Maire				35 000 000	
A5	Viabilisation des guichets de ticket de quai et des immeubles communaux				5 000 000	
A6	Construction des infrastructures sociales et marchandes (boutiques dans le hangar du marché, deux gares routières, une morgue, création d'une palmeraie communale)				300 000 000	Moyens disponibles
A7	1. Acquisition du matériel et des logiciels informatiques				3 000 000	Moyens disponibles
	2. Renouvellement du mobilier vétuste et du petit matériel				1 000 000	
	3. Acquisition d'un matériel roulant pour la descente sur le terrain				60 000 000	
A8	1. Mise à jour du fichier des contribuables et suivi de sa mise en œuvre				200 000	Moyens disponibles
	2. Implication des chefs de village dans l'identification des contribuables et le recouvrement				5% par pôle	
	3. Pratique des amortissements au niveau de la comptabilité (formation du comptable matière)				500 000	
	4. Renforcement du lobbying et implication de toutes les forces vives et élites dans la recherche des partenaires financiers pour la valorisation du potentiel touristique (berges du lac Ossa et du fleuve Sanaga)				5.000 000	
	5. Promotion de la coopération décentralisée et le jumelage avec d'autres communes (Nord – Sud, Sud - Sud)				5 000.000	

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A8	5. Elaboration et mise en application dans chaque service d'un manuel de procédure et en faire une large diffusion				200 000	Moyens disponibles
	6. Mise en place d'une stratégie de communication et un plan marketing pour le PCD				200 000	
	7. Elaboration et mise en application d'un manuel de procédure de gestion des ressources de la Commune				500 000	
	8. Organisation d'une réunion de concertation avec les opérateurs économiques dans la Commune				1 000 000	
	9. Production et diffusion du journal de la Commune				500 000	
A9	1. Elaboration des politiques d'enlèvement des ordures ménagères				500 000	Moyens disponibles
	2. Appui aux personnes vulnérables				1 000 000/an	
A10	Mise en place d'un plan de promotion de l'économie locale				500 000	Moyens disponibles
TOTAL					484 250 000	

Cadre logique du secteur Agriculture

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer la production agricole de la commune de Dizangue			
Objectifs spécifiques	1. Rendre 360 ha de terres disponibles pour les agriculteurs dans les villages : V3 MBONGO SOCAPALM, V2 SOCAPALM, 11 Km, BIKOUM, 4x4, IRAD, CIE-DOUALA, MBIMBE, V5 SOCAPALM, MBAMBOU V2, KM8, MBONGO VILLAGE, MBANDA, MBAMBOU V1, Beach, Village USINE, V1 SOCAPALM, KM 6, HOLLAND d'ici 2015	360 ha de terres cultivables rendues disponibles pour les 19 villages au cours des 3 prochaines années	- Les conventions signées entre la mairie et les sociétés - Les rapports d'activités des sociétés et de la mairie - Enquête auprès des travailleurs	Que l'Etat veille à ce que les conventions soient respectées sur le terrain
	2. Encadrer 80% des agriculteurs de la commune de DIZANGUE sur les techniques agricoles modernes d'ici fin 2015	80% des agriculteurs formés sur les techniques agricoles modernes d'ici 4 ans	- Rapport d'activité de l'AVZ - Enquête auprès des agriculteurs	AVZ présents (06-08 personnes)
	3. Appuyer 16 regroupements d'agriculteurs de la commune de DIZANGUE d'ici 2015	16 GIC recensés appuyés d'ici 2015	- Enquêtes auprès des agriculteurs - Rapport d'activités des GICs	- Bonne gestion de l'appui - Appui approprié
	4. Construire deux(02) unités de transformation des produits agricoles dans la commune de DIZANGUE d'ici fin 2016	- 01 usine construite, capable de transformer 60% de la production de manioc de KOUNGUE SOMSE et des villages environnants d'ici 2016 - 01 magasin de stockage et 01 marché construits dans les villages d'ici 2016	- Enquête auprès des producteurs de manioc (agriculteurs) - Visite des équipements construits	Production de manioc suffisante et régulière
Résultats	1.1 Les conventions à durée indéterminée pour l'octroi de 360 ha de terres cultivables sont signées d'ici 2 ans	02 conventions signées (SOCAPALM, SAFACAM) d'ici 2 ans	Copies des 02 conventions	Volonté des agro industries Volonté de la mairie d'accompagner le processus
	1.2 Les terres cultivables sont disponibles d'ici 3 ans	Les 06 villages disposent chacun de 20 ha de terres cultivables au cours des 3 prochaines années	Les rapports d'activités des sociétés Enquête auprès des travailleurs	Volonté des agro industries Volonté de la mairie d'accompagner le processus
	2.1 Un programme de formation des agriculteurs est établi d'ici 5 ans	01 programme de formation des agriculteurs disponible d'ici 5 ans	Enquêtes auprès des agriculteurs	Implication du MINADER

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Résultats	2.2 Capacité des agriculteurs renforcée en techniques agricoles modernes d'ici 2013	04 séminaires de formation des agriculteurs organisés par an par la Délégation d'ici 2012 120 agriculteurs formés sur les techniques agricoles modernes par an	Procès verbaux au niveau de la DD/MINADER	Agriculteurs formés à temps Coûts des formations abordables
	2.3. 02 postes agricoles sont construits à Dizangue d'ici 2015	02 postes agricoles construits et fonctionnels	Visites de terrains	Volonté politique
	2.4 Des chefs de poste agricole affectés à partir de 2012	01 chef de poste affecté par zone d'ici 1 an	Enquêtes auprès des agriculteurs Attestation de présence effective des chefs de poste	Volonté des agro industries Volonté de la mairie d'accompagner le processus
	3.1 Des crédits sont octroyés aux regroupements d'agriculteurs de la commune de Dizangue d'ici 2 ans	Environ 168.000.000 FCFA alloués aux regroupements des agriculteurs d'ici 2 ans	Rapport d'activité des regroupements et de la DDADER Enquêtes auprès des agriculteurs	Volonté politique
	3.2 Du matériel est donné aux regroupements d'agriculteurs de la commune de Dizangue au cours des 2 prochaines années	Les superficies cultivées augmentent de 30% par an d'ici 2 ans	Rapport d'activité des regroupements et de la DDADER Enquêtes auprès des agriculteurs	Volonté politique
	3.3 Des intrants (engrais, pesticides, plants) agricoles sont donnés aux regroupements d'agriculteurs de la commune de Dizangue au cours des 2 prochaines années	Les rendements agricoles ont augmenté de 40% d'ici 3 ans	Rapport d'activités des regroupements et de la DDADER Rapports annuels des chefs de poste	Volonté politique
	4. Equipements agricoles (des magasins de stockage des produits agricoles) sont construits d'ici 2016	Au moins un magasin de stockage construit dans les villages d'ici 4 ans	Rapport de la structure construite Enquêtes auprès des agriculteurs	Volonté politique

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	1. Intervention de l'Etat auprès de la SOCAPALM et de la SAFACAM pour le respect des marges terriennes dans les villages IRAD, CIE-DOUALA, MBIMBE, V5 SOCAPALM, MBAMBOU V2, 4x4, KM8, MBONGO V3, BIKOUM, MBONGO VILLAGE, KM 11, MBAMBOU V1, V2 SOCAPALM, KM 6, MBANDA				750 000	Disponibilité des agro industries Disponibilité de la mairie de Dizangue
	2. Plaidoyer auprès de la SOCAPALM pour l'octroi de 10 ha de terres cultivables aux populations des villages MBIMBE, MBAMBOU V2, V5 SOCAPALM, Village USINE, V2 SOCAPALM				500 000	Disponibilité des agro industries Esprit citoyen de la SAFACAM
	3. Plaidoyer auprès de la SAFACAM pour l'octroi de 10 ha de terres cultivables aux populations des villages MBIMBE, 4x4, KM 11, KM 6				500 000	Disponibilité des agro industries Esprit citoyen de la SAFACAM
A2	1. Organisation de 02 séminaires de formation des agriculteurs de la Commune de Dizangue par an				1 000 000	Fonds disponibles
	2. Construction de 02 postes agricoles à PITTI – DIBAMBA et à BEACH				40 000 000	Fonds disponibles
	3. Affectation des chefs de poste agricoles					
A3	1. Appui financier aux 04 GICs des agriculteurs de MBANDA				150 000	Fonds disponibles Volonté politique
	2. Octroi des équipements de travail aux agriculteurs de la commune (5 brouettes, 5 poussettes, 1 tronçonneuse, 20 paires de gant, 20 paires de bottes, 20 casques de sécurité) à LINDEMA				13 000 000	Fonds disponibles Volonté politique
	3. Dotation en matériel, intrants agricoles et produits phytosanitaires aux populations de MBONGO V3, NDIGLE, PITTI DIBAMBA, KM 3, MBAMBOU V1, DIKOLA, V2 SOCAPALM, V1 SOCAPALM, KM 6, SONGUELAND, NDIGLE, MEVIA, KM 3, KOUNGUE SOMSE				600 000	Fonds disponibles

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A3	4. Octroi de 200 plants de palmier à huile au GIC des agriculteurs à LINDEMA				700 000	Fonds disponibles
A4	1. Construction d'un (01) magasin de stockage à l'IRAD, CIE-DOUALA, V5 SOCAPALM, PITTI DIBAMBA				40 000 000	Fonds disponibles
	2. Construction d'une usine de transformation du manioc à KOUNGUE SOMSE				30 000 000	Fonds disponibles
A5	Demande à la délégation départementale des eaux et forêts de sensibiliser les exploitants forestiers pour la coupe des arbres sans détruire les plantations villageoises de MBAMBOU V2				13 000 000	Fonds disponibles
TOTAL					140 200 000	

Cadre logique du secteur Santé

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer les conditions d'accès aux soins de santé de qualité pour les populations de la commune de Dizangue			
Objectifs spécifiques	1. Faciliter l'accès aux soins de santé de 10% de la population de la commune de Dizangue, d'ici 2016	- La couverture sanitaire augmente de 10% d'ici 2016 - Taux de mortalité réduit de 5% d'ici 2016	- Enquête auprès des populations - Les registres d'hôpitaux	Volonté politique
	2. Augmenter l'effectif du personnel soignant de Dizangue d'ici 2014	Personnel affecté d'ici 2 ans	- Attestation de présence effective - Enquête auprès des populations	-Disponibilité Mairie
	3. Equiper et approvisionner en médicaments le CMA de BEACH d'ici 2015	- La couverture sanitaire augmente de 10% d'ici 4 ans - Taux de mortalité réduit de 5% d'ici 2015	Enquêtes auprès des populations et du personnel soignant	Volonté politique
	4. Réduire le taux de maladies hydriques, du paludisme et de prévalence du VIH/SIDA dans la commune de DIZANGUE d'ici 2016	Taux de maladie hydrique réduit de 10% d'ici 2016	- Registre hôpitaux - Enquête auprès des populations	Implication du sectoriel santé
	5. Améliorer les conditions de travail et d'hospitalisation au centre de santé de MBIMBE d'ici 2015	- 10 lits disponibles au CS de MBIMBE - 01 laboratoire construit et équipé	Enquêtes auprès du personnel soignant	Volonté politique
	6. Combattre efficacement le VIH/SIDA, le choléra et la rage d'ici 2015	0% des malades pris en charge d'ici 3 ans	Rapport d'activité du DDSAN	Implication du sectoriel
	7. Faire un plaidoyer pour l'accès de toute la population aux centres de santé d'entreprise de SOCAPALM et SAFACAM d'ici 2012	Copie du plaidoyer disponible	Enquêtes auprès des chefs de camps et de village	Volonté et disponibilité des agro industries
Résultats	1.1 04 centres de santé intégrés créés pour couvrir les villages suivants: PITTI – DIBAMBA, MBONGO village, SONGUELAND, KM 11 d'ici 2017	Au moins 04 centres de santé intégrés créés et fonctionnels d'ici 2017	Bâtiments construits et équipés	Politique de santé publique effective
	1.2 01 ambulance disponible au CMA de Beach	01 ambulance disponible	- Visites - Enquêtes auprès du personnel enseignant	Implication de la Mairie
	2.1 Médecins disponibles au centre de santé d'arrondissement de Beach d'ici 2012	Au moins 01 médecin généraliste résident au centre médical d'arrondissement de BEACH dans la commune de Dizangue d'ici 2012	- Attestation de présence effective du personnel soignant - Enquêtes auprès des populations	Disponibilité du MINSANTE

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Résultats	2.2 Personnel soignant (02 infirmiers brevetés) affecté au centre médical d'arrondissement de Beach d'ici 2012	Au moins 02 infirmières brevetés affectées au centre médical d'arrondissement de BEACH d'ici 2012	- Attestation de présence effective du personnel soignant - Enquêtes auprès des populations	Disponibilité du personnel soignant
	2.3 04 Infirmiers brevetés affectés au centre de santé de MBIMBE d'ici 2014	04 infirmiers disponibles au CS de MBIMBE	- Enquêtes auprès du personnel soignant et de la population - Attestation de présence effective du personnel soignant	Disponibilité des infirmières brevetées
	3.1 le Centre médical d'arrondissement de Beach est équipé en matériel de laboratoire et en lits et approvisionné en médicaments essentiels d'ici 2014	Le matériel de laboratoire et 10 lits d'hospitalisation et 01 lit d'accouchement sont disponibles Les médicaments essentiels sont disponibles	- Bordereaux de livraison - Factures - Enquêtes auprès du personnel soignant et de la population	Equipement et médicaments essentiels disponibles
	3.2 01 morgue construite et équipée au CMA de BEACH d'ici 2015	01 morgue construite	- Enquêtes auprès du personnel soignant et de la population	
	4.1 Des séances de sensibilisation sur les maladies hydriques et le VIH/SIDA sont organisées d'ici 2013	03 séances de sensibilisation organisées d'ici 2013	- Registres de l'hôpital - Enquêtes auprès des populations	Disponibilité de la population
	4.2 Forage avec adduction d'eau construit au centre de santé de MBIMBE d'ici 2015	01 point d'eau aménagé au centre de santé de MBIMBE	Enquêtes auprès du personnel soignant	Site disponible
	5.1 Bâtiment du centre de santé de MBIMBE est réhabilité d'ici 2014	01 bâtiment réhabilité au Centre de santé de MBIMBE	- Enquêtes auprès du personnel soignant et de la population - devis - Rapport de réception	Volonté politique Mairie favorable à l'initiative
	5.2 03 nouveaux bâtiments sont construits au centre de santé de MBIMBE d'ici 2015	03 bâtiments construits au Centre de santé de MBIMBE Centre de santé de MBIMBE	Enquêtes auprès du personnel soignant et de la population	Volonté politique Mairie favorable à l'initiative

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Résultats	5.3 04 latrines construites au centre de santé de MBIMBE d'ici 2014	04 latrines construites au CS de MBIMBE	Enquêtes auprès du personnel soignant	Implication de la mairie Volonté de la population Mairie favorable au projet
	5.4 01 clôture est construite au centre de santé de MBIMBE d'ici 5 ans	01 clôture construite au CS de MBIMBE d'ici 5 ans	- Enquêtes auprès du personnel soignant - Devis - Rapport de réception	Volonté politique Mairie favorable au projet
	5.5 Equipement du centre de santé de MBIMBE d'ici 3 ans	Centre de santé de MBIMBE équipé d'ici 3 ans	- Rapport de l'hôpital - Enquêtes auprès du personnel soignant	Volonté politique Mairie favorable au projet
	5.6 Campagnes de désinsectisation et de dératisation organisée avec l'appui technique de la délégation du MINSANTE pour les villages : de à LINDEMA, MBIMBE, CIE-DOUALA, MBAMBOU V2, 4X4, KM8, MBANDA, V5 SOCAPALM d'ici 2014	01 campagne de désinsectisation et de dératisation organisée par an d'ici 2014 ans	Rapport de la DDSA Enquêtes auprès des populations	- Sectoriel disposé à entreprendre l'activité Agro industries disposées à entreprendre l'activité
	6. La prise en charge effective des personnes atteintes du VIH/SIDA est demandée	10% des personnes atteintes connues effectivement prises en charge d'ici 3 ans	Rapport de la DDSA	Implication du sectoriel
	7.1 plaidoyer auprès de la SOCAPALM pour l'accès des populations non employées des villages V5 SOCAPALM, MBAMBOU V2, 4X4, KM 8, NDIGLE, MBONGO V3, V1 SOCAPALM, village USINE aux centres de santé d'entreprise	Copie de la demande disponible	Enquêtes auprès des chefs de village et de camps	Volonté de la SOCAPALM
	7.2 plaidoyer auprès de la SAFACAM pour l'accès des populations non employées des villages CIE-DOUALA et MOKOLO, MBAMBOU V2, 4X4, KM 8, KM 3, KM 6, KM11 aux centres de santé d'entreprise	Copie de la demande disponible	Enquêtes auprès des chefs de village et de camps	Volonté de la SAFACAM

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	1. Création et construction de (04) centres de santé Intégrés PITTI DIBAMBA, KM11, LINDEMA et MBONGO VILLAGE				160 000 000	Fonds disponibles Financement disponible
	Dotation au CMA de DIZANGUE de 01 ambulance				40 000 000	
A2	1. Demande d'affectation d'au moins 01 médecin généraliste au CMA de Beach				50 000	
	2. Demande d'affectation d'un infirmier breveté au CMA de Beach				50 000	
	3. Demande d'affectation de 02 infirmiers brevetés au centre de santé de MBIMBE				50 000	
A3	1. Equipement du CMA de Beach en matériel de laboratoire et en lits d'hospitalisation et d'accouchement				20 000 000	Moyens disponibles
	2. Approvisionnement de la pharmacie du centre médical d'arrondissement de Dizangue (Beach)				10 000 000	
	3. Construction et équipement d'une morgue au CMA de Beach				50 000 000	Financement disponible
A4	Organisation de 02 séances de sensibilisation par an sur les maladies hydriques et le VIH/SIDA				2 000 000	
A5	1. Construction d'01 forage avec 02 bornes fontaine au centre de santé de MBIMBE				20 000 000	
	2. Réhabilitation du bâtiment du centre de santé de MBIMBE				20 000 000	
	3. Construction de 03 nouveaux bâtiments au CSI de MBIMBE (Laboratoire, pharmacie et maternité).				60 000 000	
	4. .Construction d'02 latrines/douche avec puisard au CSI de MBIMBE				20 000 000	

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A5	5. Construction d'01 clôture au CSI de MBIMBE				20 000 000	
	6. Equipement du CSI de MBIMBE				20 000 000	
A6	1. Organisation de 02 campagnes de dératisation et de désinsectisation avec l'appui du District de santé de la Sanaga Maritime à BEACH				2 000 000	Financement disponible
	2. Prise en charge effective des personnes atteintes du VIH/SIDA de la Commune				50 000	
A6	3. Organisation de 02 campagnes par an de lutte contre le VIH/SIDA et la prévention du choléra				2 000 000	Financement disponible
	4. Organisation d'01 campagne de sensibilisation contre la divagation des animaux				2 000 000	
A7	Plaidoyer pour l'accès des populations non employées à SAFACAM et à SOCAPALM aux centres de santé d'entreprise				50 000	Financement disponible
TOTAL					448 250 000	

Cadre logique du secteur Travaux publics

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer les conditions de déplacement des populations et des biens dans la commune de Dizangue			
Objectifs spécifiques	1. Améliorer l'état de 20% du tronçon routier et des ouvrages d'art d'ici 2016	20% des tronçons routiers en bon état d'ici 2016	Enquête auprès des populations	Pluviométrie normale
	2. Faciliter les déplacements des populations de la commune d'ici 2014	- Routes praticables en toute saison - Moyens de transport présents et suffisants	Enquête auprès des populations	Volonté politique
	3. Aménager 50% des pistes agricoles de la commune d'ici 2015	50% des pistes agricoles praticables 12 mois sur 12 d'ici 2015	- Rapport du chef de poste agricole - Visite de terrain	Pluviométrie favorable
	4. Construire un ouvrage d'art de 800 mètres sur la DIBAMBA	01 ouvrage d'art construit sur la DIBAMBA d'ici 2016	- Visite de terrain - Photos - Rapport de l'entrepreneur	Volonté politique
Résultats	1. Tronçons routiers aménagés d'ici 2015	- G20% des routes praticables en toute saison - Moyens de transport présents et suffisants	- Cahier de charge des BTP - Enquêtes auprès des agriculteurs	Pluviométrie normale
	2. Tronçons bitumés et reprofilés d'ici 2016	20% des routes praticables en toute saison	- Enquêtes auprès des populations - Rapport de la mairie	- Pluviométrie normale - Volonté politique
	3. Pistes agricoles aménagées d'ici 2014	- 50% des pistes agricoles aménagées	Enquêtes auprès des agriculteurs	Volonté politique
	4. 01 ouvrage d'art construit sur la DIBAMBA d'ici 2016 01 ouvrage d'art construit sur la DIBAMBA d'ici 2016	- 01 ouvrage d'art construit sur la DIBAMBA d'ici 2016	- Visite de terrain - Photos - Rapport de l'entrepreneur	Volonté politique

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	1. Aménagement des tronçons routiers : MBANDA-MBONGO V3 (6.5KM)				19 500 000	Moyens disponibles Fonds disponibles
	2.MBIMBE-PK 0 + 50 - PK5 + 500 PK 0 + 50 - PK1 + 500				15 000 000	
A2	1. Bitumage du tronçon INTER D58 – 4x4 (4 KM)				100 000 000	Moyens disponibles
A3	1. Reprofilage des tronçons ; DIZANGUE-MBAMBOU				3 000 000	Moyens disponibles
	2. D57 DZANGUE - KM11 et . INTER N3-MBONGO - MBANDA				6 000 000 6 000 000	Moyens disponibles
A4	3) Aménagement des pistes agricoles dans les villages : LINDEMA, SONGUELAND, PITTI DIBAMBA, MEVIA				12 000 000	Moyens disponibles
	4. Construction d'01 ouvrage d'art sur la DIBAMBA				1 000 000 000	Moyens disponibles et volonté politique des deux Communes de Douala III et Dizangue
TOTAL					1 161 500 000	

Cadre logique du secteur Environnement, protection de la nature et développement durable

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer la protection de l'environnement et de la nature dans la commune de Dizangue			
Objectifs spécifiques	1. Sensibiliser les populations locales à l'utilisation des bacs à ordures dans la commune de Dizangue d'ici 2013	02 campagnes de sensibilisation pour l'utilisation et l'entretien des bacs à ordures organisées chaque année dans les villages V5 SOCAPALM, MBAMBOU V2 et KM6 dans la commune de DIZANGUE d'ici 2013 04 et 10 bacs à ordures respectivement installés au V5 SOCAPALM et à MBAMBOU V2. Dans la commune de DIZANGUE d'ici 2013	Procès verbaux des campagnes de sensibilisation Enquêtes auprès des populations Journal d'activité de la SAFACAM et de la SOCAPALM	Volonté des entreprises locales Appui de la Mairie
	2. Former les populations sur les techniques de fabrication et d'utilisation des foyers améliorés dans la commune de DIZANGUE d'ici 2013	01 séance de formation sur les techniques de fabrication et d'utilisation des foyers améliorés organisée dans les villages : LINDEMA, CIE-DOUALA, MBAMBOU V2, MBIMBE dans la commune de DIZANGUE d'ici 2013	Enquêtes auprès des populations	Appui de la Mairie
	3. Accentuer les activités du MINEP/SM dans la commune de DIZANGUE d'ici 2013	02 passages du Délégué du MINEP/SM chaque trois mois pendant 05 ans dans les villages de BEACH LINDEMA, IRAD, 4X4, MBANDA, KOUNGUE LAC OSSA, KM8, CIE-DOUALA d'ici 2013	Journal d'activités de la délégation départementale du MINEP Rapport d'activités du chef de poste forestier Enquêtes auprès des populations locales	Appoint de la Mairie Appoint de la délégation départementale du MINEP
	4. Mettre en place des comités locaux pour l'environnement et la protection de la nature dans la commune de DIZANGUE d'ici 2013	01 comité par village disponible dans la commune de DIZANGUE d'ici 2013	Procès verbaux des réunions de constitution	Volonté de la chefferie de 3 ^{ème} degré Populations organisées
	5. Mettre en place un système de gestion des ordures d'ici 2014	Présence de 02 décharges dans la commune d'ici 2014	Enquêtes auprès des populations	Implication de la mairie et du MINDUH Disponibilité de la société responsable de la gestion des ordures

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Résultats	1. Populations locales sensibilisées sur l'utilisation des bacs à ordures	02 campagnes de sensibilisation pour l'utilisation et l'entretien des bacs à ordures organisées dans les villages V5 SOCAPALM, MBAMBOU V2 et KM6 dans la commune de DIZANGUE d'ici 2013 04 et 10 bacs à ordures respectivement installés et opérationnels au V5 SOCAPALM et à MBAMBOU V2. Dans la commune de DIZANGUE d'ici 2013	Enquêtes dans les villages concernés ; Factures d'achat des bacs à ordures ; Rapports de la mairie Journal d'activité du MINEP	Disponibilité de la délégation départementale du MINEP
	2. Populations formées sur les techniques de fabrication et d'utilisation des foyers améliorés dans la commune de DIZANGUE d'ici 2013.	01 séance de formation sur les techniques de fabrication et d'utilisation des foyers améliorés organisée dans les villages : LINDEMA, CIE-DOUALA, MBAMBOU V2, MBIMBE dans la commune de DIZANGUE d'ici 2013	Journal d'activité du MINEP	Implication du MINEP
	3. Activités du MINEP/SM accentuées dans la commune de DIZANGUE d'ici 2013	02 passages du chef de poste forestier chaque mois pendant 05 ans effective dans les villages de BEACH LINDEMA, IRAD, 4X4, MBANDA, KOUNGUE LAC OSSA, KM8, CIE –DOUALA dans la commune de DIZANGUE d'ici 2013	Enquêtes dans les villages concernés Journal d'activité du MINEP	Disponibilité de la délégation départementale du MINEP
	4. Comités locaux pour l'environnement et la protection de la nature mis en place dans la commune de DIZANGUE d'ici 2013	34 comités locaux pour la l'environnement et la protection de la nature mis en place et fonctionnel dans la commune de DIZANGUE d'ici 2013	Procès verbaux des réunions de constitution	Disponibilité de la délégation départementale du MINEP
	5. 02 décharges aménagées dans la commune	02 décharges créées dans la commune	Visites de terrain	Volonté politique

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	Organisation de 02 campagnes d'éducation environnementale par an des populations des espaces urbains (BEACH, V3 SOCAPALM, MBAMBOU et MBONGO) et dans les 06 établissements secondaires de la Commune				3 000 000	Disponibilité de financements Appui de la Mairie
A2	Formation des populations de LINDEMA, CIE-DOUALA, MBAMBOU V2, MBIMBE sur les techniques de fabrication et d'utilisation des foyers améliorés				4 000 000	Volonté de la SOCAPALM
A3	Accentuation des activités du MINEP/SM dans la commune de DIZANGUE				3 000 000	Appui du MINEP Accompagnement de la mairie Implication des populations locales.
A4	Création des comités locaux pour l'environnement et la protection de la nature				1 000 000	Appui de la délégation départementale du MINFOF et du MINEP
A5	Construction de 02 décharges (01 à MBONGO et 01 à BEACH) dans la commune de DIZANGUE				20 000 000	
Total					31 000 000	

Cadre logique du secteur Développement urbain et habitat

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer l'occupation de l'espace et l'accès à un habitat décent dans la commune de Dizangue .			
Objectifs spécifiques	1. Elaborer un plan sommaire d'urbanisme d'ici juin 2012.	Un (01) Plan sommaire d'urbanisme est disponible dans l'arrondissement de DIZANGUE en 2012.	Exemplaire de la mairie Rapport du MINDUH	Disponibilité de la mairie
	2. Rétrocéder 30% des terres aux populations de la commune de DIZANGUE d'ici 2014	Au moins 30% des terres rétrocédées respectivement au aux populations de MBIMBE et KOUNGUE LAC OSSA dans la commune de DIZANGUE d'ici 2014.	Enquêtes auprès des populations Titres de rétrocession disponibles	Disponibilité de la sous-préfecture Disponibilité du MINEDUH
	3. Faciliter l'acquisition de deux (02) permis de construire dans la commune de DIZANGUE d'ici 2016	Au moins 02 permis de construire octroyés par an pendant 05 ans aux populations de V2 SOCAPLM dans la commune de DIZANGUE d'ici 2016	Enquêtes auprès de la Mairie de DIZANGUE Journal d'activités de la délégation départementale du MINDUH	Disponibilité de la SOCAPALM
	4. Promouvoir le développement des AGR dans la commune de DIZANGUE d'ici 2015	Au moins 05 AGR des populations de MBONGO VILLAGE et DIKOLA dans la commune de DIZANGUE bénéficient des appuis d'ici 2015.	Enquêtes auprès des AGR Enquêtes auprès de la Mairie de DIZANGUE	Fonds disponibles Disponibilité des partenaires financiers
	5. Construire 01 cité communale à Beach d'ici 2013	01 cité communale construite à Beach d'ici 2013	Enquêtes auprès des populations	Fonds disponibles
	6. Aménager des points de stationnement dans les villages d'ici 2016	01 point de stationnement aménagé dans 10 villages d'ici 2 ans	Enquête auprès des transporteurs Visite de terrain	Fonds disponibles

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectifs spécifiques	7. Entretien et réhabiliter régulièrement la voirie urbaine d'ici 2014	Au moins deux axes réguliers sont réhabilités et entretenus à V2 – PITTI DIBAMBA de 10 km et Edéa – km3 dans l'arrondissement de DIZANGUE en 2014.	Enquêtes auprès des usagers	Fonds disponibles
	8. Aménager 01 cimetière municipal dans la commune de Dizangue d'ici 2014	01 cimetière municipal aménagé	Photos Factures	Implication de la mairie et du MINDUH
Résultats	1. Occupation rationnelle de l'espace urbain dans la commune de DIZANGUE en 2012	Un (01) Plan sommaire d'urbanisme élaboré dans la commune de DIZANGUE en 2012.	Enquête auprès des occupants	Disponibilité de la SOCAPALM et de la SAFACAM Disponibilité des populations
	2. Des terres Rétrocédées aux populations de la commune de DIZANGUE en 2014	30% des terres rétrocédées respectivement aux populations de MBIMBE et KOUNGUE LAC OSSA et Beach dans la commune de DIZANGUE en 2014.	Journal d'activité de la délégation départementale du MINDUH	Disponibilité de la Mairie SAFACAM et SOCAPALM favorables au projet
	3. Acquisition des permis de construire facilitée dans la commune de DIZANGUE en 2016	02 permis de construire octroyés par an pendant 05 ans aux populations de V2 SOCAPLM dans la commune de DIZANGUE en 2016	Journal d'activités de la SOCAPALM	Disponibilité de la SOCAPALM
	4. Développement des AGR dans la commune de DIZANGUE promu en 2015	05 AGR des populations de MBONGO VILLAGE et DIKOLA dans la commune de DIZANGUE bénéficient des appuis en 2015.	Enquêtes auprès des populations	Disponibilité des partenaires au Développement
	5. 01 cité communale construite dans la commune d'ici 2013	01 case de passage construite dans 4 villages d'ici 2 ans	Enquêtes auprès des chefs de village	Fonds disponibles
	6. Voirie urbaine entretenue et réhabilitée régulièrement d'ici 2014	Au moins deux axes réguliers sont réhabilités et entretenus à V2 – PITTI DIBAMBA de 10 km et Edéa – km3 dans l'arrondissement de DIZANGUE en 2014.	Enquêtes auprès des usagers	Fonds disponibles

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Résultats	7. Points de stationnement aménagés dans les villages d'ici 2016	01 point de stationnement aménagé dans 10 villages d'ici 2 ans			Enquête auprès des transporteurs Visite de terrain	Fonds disponibles
	8. 01 cimetière municipal aménagé dans la commune	01 cimetière municipal disponible			Photos Visites de terrain	Implication de la mairie et du MINDUH
Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	Elaborer le Plan sommaire d'urbanisme de l'espace urbain				10 000 000	Appui du MINDUH et du PNDP
A2	Plaidoyer pour la rétrocession des terres aux populations de MBIMBE et KOUNGUE LAC OSSA				100 000	Accord des entreprises locales Appui de la Mairie et de la Sous-préfecture de Dizangue
A3	Facilitation de l'octroi des permis de construire				1 500 000	Fonds disponibles Appui des partenaires financiers
A4	Appui aux AGR (activités génératrice de revenu) des populations de MBONGO VILLAGE, DIKOLA				20 000 000	Fonds disponibles Appui des partenaires financiers

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A5	1. Construction d'une cité communale				100 000 000	
	2. Appui à la construction et à la réhabilitation des maisons à LINDEMA, PONGO PITTI, KOUNGUE SOMSE				10 000 000	Fonds disponibles Volonté des entreprises agro industrielles locales Apport de la Mairie
A6	Aménagement de la voirie municipale (50km)				150 000 000	Fonds disponibles
A7	Aménagement des points de stationnement dans les villages				10 000 000	Fonds disponibles
A8	Aménagement d'un cimetière municipal				-	
TOTAL					301 600 000	

Cadre logique du secteur Travail et sécurité sociale

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer les conditions de travail des employés dans les entreprises locales (SOCAPALM MBONGO, SAFACAM et IRAD) dans Commune de Dizangue.			
Objectifs spécifiques	1. Amener les entreprises locales (SOCAPALM MBONGO, SAFACAM et IRAD) à considérer les doléances de leurs employés dans la commune de DIZANGUE d'ici 2017.	01 plaidoyer initié auprès de la SOCAPALM, SAFACAM et IRAD pour l'octroi du matériel de sécurité à leurs employés et l'affectation d'01 camion pour le transport exclusif des matériels et outils de travail	Services courriers des entreprises agroindustrielles	Intervention de la Mairie, du centre de la prévoyance sociale d'Edéa, de la préfecture de la Sanaga Maritime Volonté de l'employeur Appui de la Mairie et du centre de prévoyance sociale d'Edéa Appui des partenaires financiers
	2. Assurer la sécurité sociale des travailleurs dans la commune de DIZANGUE d'ici 2014	01 demande auprès de la SAFACAM pour l'affiliation des travailleurs non encore affiliés à la CNPS dans villages CIE-DOUALA et KM 8 dans la commune de DIZANGUE d'ici 2014	Enquêtes auprès des travailleurs	
	3. Assurer 50 emplois locaux permanents aux populations de la commune de DIZANGUE d'ici 2017	Au moins 50 emplois créés dans la commune de DIZANGUE au Cameroun d'ici 2017.	Bordereaux d'affiliation à la CNPS Journal d'activités de la Mairie	
Résultats	1. Doléances des employés des sociétés en place présentées à ces derniers et acceptées par celles-ci d'ici 2017.	SOCAPALM MBONGO, SAFACAM et IRAD favorables au plaidoyer pour l'octroi du matériel de sécurité aux employés et l'affectation d'01 camion pour le transport exclusif des matériels et outils de travail	Enquête auprès des employés	Volonté de l'employeur
	2. Emplois locaux permanents assurés aux populations de la commune de DIZANGUE en 2017	50 emplois créés et disponibles dans la commune de DIZANGUE au Cameroun en 2017.	Journal d'activités de la Mairie	Appui des partenaires au développement

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Résultats	3. Sécurité sociale des travailleurs assurée dans la commune de DIZANGUE en 2014	SAFACAM favorable à la demande initiée pour l'affiliation des travailleurs des villages CIE DOUALA et KM8 non encore affiliés à la CNPS dans la commune de DIZANGUE en 2014			Enquêtes auprès des employés	Volonté de l'employeur
Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	01 plaidoyer initié auprès de la SOCAPALM, SAFACAM et IRAD pour l'octroi du matériel de sécurité à leurs employés et l'affectation d'01 camion pour le transport exclusif des matériels et outils de travail				2 000 000	Appui de la Mairie de Dizangue, de la sous-préfecture Appui du centre de prévoyance sociale d'Edéa
A2	Demande auprès de la SAFACAM pour l'affiliation du reste des travailleurs non encore affiliés à la CNPS des villages CIE-DOUALA, KM 8				50 000	Accompagnement de l'initiative par la Mairie et le centre de prévoyance sociale d'Edéa
A3	Création de 50 emplois locaux dans la commune de Dizangue				200 000 000	Appui de la Mairie Fonds disponibles Apports des partenaires au développement
Total					202 050 000	

Cadre logique du secteur Domaines et affaires foncières

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer la gestion du potentiel foncier existant dans la commune de Dizangue .			
Objectifs spécifiques	1. Faciliter l'accès des populations aux terres dans la commune de DIZANGUE d'ici 2017	08 demandes initiées auprès de l'IRAD, de la SOCAPALM et de la SAFACAM pour l'octroi des terres aux villages : IRAD, V5, MBONGO V3, BIKOUM, V2 SOCAPALM, KM 11, BEACH, HOLLAND d'ici 2017 04 réunions organisées avec les populations autochtones de V3 en vu de la négociation pour l'accès facile des populations halogènes de V3 aux terres dans la commune de Dizangue d'ici 2017.	Journal d'activité de l'IRAD, SOCAPALM et SAFACAM Journal d'activité de la Sous-préfecture Procès verbaux des réunions	Disponibilité des terres Disponibilité de la sous-préfecture et de la mairie
	2. Immatriculer 02 collectivités en indivision au livre foncier dans la commune de DIZANGUE d'ici 2016	02 collectivités en indivision immatriculées au livre foncier dans la commune de DIZANGUE d'ici 2016	Journal d'activité du cadastre Journal d'activité de la Sous-préfecture Chefs de 3 ^{ème} degré des villages concernés	Disponibilité des services du cadastre Disponibilité de la Sous-préfecture Chefferie de 3 ^{ème} degré des villages concernés
Résultats	1. Accès des populations aux terres dans la commune de DIZANGUE facilité en 2017	IRAD, SOCAPALM et de la SAFACAM favorables aux 08 demandes initiées pour l'octroi des terres aux villages : IRAD, V5, MBONGO V3, BIKOUM, V2 SOCAPALM, KM 11, BEACH, HOLLAND en 2017 90% des populations allogènes possèdent des terres au V3	Enquêtes auprès des populations locales ; Chefferies Titres fonciers disponibles auprès des allogènes	Disponibilité de la chefferie Disponibilité de la Sous-préfecture
	2. Deux collectivités immatriculées en indivision au livre foncier d'ici 2016	02 villages (MBONGO VILLAGE et DIKOLA) dans la commune de DIZANGUE immatriculés au registre du cadastre en 2016	Journal d'activités du cadastre Chefferie de 3 ^{ème} degré des villages concernés	Journal d'activités du cadastre Disponibilité du MINDAF

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	Plaidoyer pour l'accès des populations aux terres dans la commune d'ici 2017				2 000 000	
A2	Immatriculation des terres de 02 collectivités dans la commune de Dizangue				2 000 000	Disponibilité du MINDAF Disponibilité des chefs de 3 ^{ème} degré de MBONGO VILLAGE et de DIKOLA Disponibilité des services du Cadastre Disponibilité de la Sous-préfecture
Total					4 000 000	

Cadre logique du secteur Administration territoriale, décentralisation, sécurité, maintien de l'ordre

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer la qualité du service administratif et de la sécurité des populations de la Commune de Dizangue.			
Objectifs spécifiques	1. Créer trois (03) centres d'état civil dans les villages de la Commune de DIZANGUE d'ici fin 2012.	03 centres d'Etat Civil créés et fonctionnels dans les villages : Pitti Dibamba, Ndigle, Km 11	Rapport des activités de la Mairie Archive des chefferies Décisions de création des centres d'Etat Civil du MINATD Rapport des activités du sectoriel du MINATD	Disponibilité du MINATD Accompagnement de la Mairie Implication des populations locales Implication des chefferies concernées
	2. Affecter 25 gendarmes supplémentaires et créer un commissariat de sécurité public dans l'arrondissement de DIZANGUE d'ici fin 2012	15 et 10 gendarmes respectivement affectés dans les gendarmeries de BEACH et de MBONGO village dans la Commune de DIZANGUE d'ici fin octobre 2012	Rapport des activités de la gendarmerie de Beach et de MBONGO village Rapport des activités de la Mairie Rapport des activités de la légion de gendarmerie d'Edéa Archive des chefferies	Accords favorables du SEGN Implication de la préfecture et de la Sous préfecture Implication de la Mairie Implication des populations locales
	3. Sécuriser les zones à risques dans la commune d'ici 214	02 zones à risques sécurisées	Enquêtes auprès des populations	Implication de la Mairie Implication de l'IRAD
	4. Construire et équipé l'hôtel de ville à Beach d'ici 2014	01 hôtel de ville construit et équipé	Visite de terrain	Implication de la Mairie
	5. Créer et construire 01 commissariat à Beach d'ici 2015	01 commissariat construit et opérationnel	Visites de terrain	Implication de la Mairie

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectifs spécifiques	6. Construire 30 logements communaux à Beach, Mbongo et Mbambou d'ici 2015	30 logements communaux disponibles	Cahier de charge des entrepreneurs Rapport d'activité de la Mairie Rapport d'activité de la Sous-préfecture de Dizangue Photos des cases de passage construites	Implication de la Mairie, de toutes les chefferies de la commune et de la Sous-préfecture Implication des populations locales
Résultats	1. Populations plus rapprochées de l'Administration en 2012.	03 centres d'état civil créés dans les villages : Pitti Dibamba, Ndigle, Km 11 de l'arrondissement de DIZANGUE entre Mai et Octobre 2012.	Procès verbaux des missions de contrôles Enquêtes auprès des populations	Disponibilité du MINATD Accompagnement de la Mairie Implication des populations locales
	2. 25 gendarmes nouvellement affectés dans les 02 brigades de l'arrondissement de DIZANGUE en 2013.	Population de l'arrondissement de DIZANGUE plus rapprochée de l'administration en 2013.	Apport des activités de la Mairie Archive des chefferies Descente sur le terrain Rapport de l'IRAD Rapport des brigades de gendarmerie	Décision du SEGN Implication des populations locales et de la préfecture d'Edéa et de la Sous-préfecture de DIZANGUE Mairie impliquée
	3.1 Construction d'une clôture et implantation des panneaux indicatifs autour du sable mouvant à l'IRAD	01 clôture de sécurisation construite autour du sable mouvant à IRAD	Visite de terrain Photos	implication de la Mairie
	3.2 Sécurisation du ravin de MBANDA par l'installation de 06 panneaux indicatifs de danger	06 Panneaux indicatifs de danger installés autour du ravin de Mbanda	Visite de terrain Photos	Implication de la Mairie
	4. 01 hôtel de ville créé, construit et équipé d'ici 2013	01 commissariat construit et opérationnel	Visites de terrain	Implication de la Mairie
	5. 30 logements communaux construits à Beach, Mbongo et Mbambou d'ici 2015	30 logements communaux construits	Visite de terrain Photos	Fonds disponibles
	6. 01 commissariat créé et construit à Beach	01 hôtel de ville construit et fonctionnel à Beach	Visite de terrain Enquêtes auprès des populations	Implication de la mairie

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	Création de 03 centres d'état civil à 11 Km, NDIGLE et PITTI DIBAMBA				50 000	Disponibilité du MINATD Implication de la Mairie
A2	Demande d'affectation de 25 gendarmes soit 15 à BEACH et 10 à MBONGO dans la commune				20 000	Implication du SEGN Implication de la préfecture
A3	1. Construction d'une clôture et implantation des panneaux indicatifs autour du sable mouvant à l'IRAD				5 000 000	Implication du MINRE Implication de la mairie
	2. Sécurisation du ravin de MBANDA par l'installation de panneaux indicatifs de danger				2 000 000	Implication du MINRER Implication de la mairie
A5	1. Construction d'un hôtel de ville à Beach				199 965 267	Fonds disponibles
	2. Equipement de l'hôtel de ville de Beach				90.000.000	Fonds disponibles
A5	Construction de 30 logements communaux (10 à BEACH, 10 à MBONGO et 10 à MBAMBOU)				300 000 000	Fonds disponibles
A6	Création d' 01 commissariat de sécurité public à BEACH				45 000 000	Implication de la Mairie Implication du MINATD
Total					642.035.267	

Cadre logique du secteur Culture

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Favoriser l'épanouissement culturel des populations de la commune de Dizangue.					
Objectifs spécifiques	1. Doter chaque canton Yakalag et Ndonga de 01 lieu de culture chacun d'ici 2016	02 foyers communautaires construits et équipés d'ici 4 ans			Bâtiments construits et équipés Rapport d'activités de la DDCULT Enquêtes auprès des populations	Volonté politique dans le domaine
	2. Apporter un appui aux artistes handicapés d'ici 2015	1 artiste handicapé de Ndigle financé pour produire son album			Rapport d'activités de la DDCULT	Volonté politique
	3. Organiser un festival culturel annuel	01 festival culturel annuel organisé			photos	Volonté politique
Résultats	1. Foyers communautaires construits et équipés d'ici 2016	02 foyers communautaires construits et équipés d'ici 4 ans			Bâtiments construits et équipés	Volonté politique dans le domaine
	2. Artiste handicapé appuyé d'ici 2015	1 artiste handicapé appuyé à Ndigle			Enquête auprès des artistes	Volonté politique
	3. 01 festival culturel annuel organisé	01 festival culturel annuel organisé			photos	Volonté politique
Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	1. Construction d'un (01) foyer communautaire dans les cantons Yakalag et Ndonga				60 000 000	Moyens disponibles
A2	2. Financement de la production de l'album de l'artiste handicapé de Ndigle				10 000 000	Moyens disponibles
A3	3. Organisation d'un festival culturel annuel à BEACH				5 000 000	
Total					75 000 000	

Cadre logique du secteur Promotion de la femme et de la famille

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Promouvoir le dynamisme de la femme et de la famille dans la commune de Dizangue.			
Objectifs spécifiques	1. Former et encadrer 50% des femmes aux petits métiers d'ici 2015	50% des femmes formées et encadrer aux petits métiers d'ici 2015	Rapport d'activité de la DDPFF/SM Enquête auprès des femmes	Implication du sectoriel
	2. Encourager l'établissement des actes d'état civil à 90% des enfants d'ici 2014	90% d'enfants ont des actes de naissance d'ici 2014	Enquête auprès des femmes	Volonté des populations
	3. Organiser 04 célébrations collectives et 06 journées commémoratives d'ici 2015	100 couples dans la commune unis légalement d'ici 2015	Enquête auprès des femmes Photos de la cérémonie	Volonté des populations
	4. Organiser 06 journées commémoratives d'ici 2015	06 journées commémoratives organisées d'ici 2015	Photos des cérémonies	Implication du sectoriel
	5. Appuyer 10% des AGR des femmes d'ici 2013	10% des femmes appuyées d'ici 2013	Enquête auprès des femmes	Implication du sectoriel
Résultats	1. 50 % de Femmes formées aux petits métiers d'ici 2014	04 séances de formation des femmes aux petits métiers organisées par an d'ici 2014	Rapport d'activité de la centre de promotion de la femme de BEACH Enquêtes auprès des femmes	Volonté et implication du sectoriel
	2. Etablissement des actes d'état civil facilité d'ici 2014	90% d'enfants ont des actes de naissance d'ici 2014	Enquêtes auprès des populations Registres	Volonté politique
	3. 04 Célébrations collectives de mariage organisées d'ici 2013	100 Actes de mariages disponibles	Enquêtes auprès des populations Photos des cérémonies	Volonté politique Volonté des populations
	4. 06 Journées commémoratives organisées d'ici 2015	06 journées commémoratives organisées dans la commune d'ici 2015	Enquêtes auprès des populations Photos des cérémonies	Volonté et implication du sectoriel
	5. 10% des femmes appuyées dans leurs AGR d'ici 2013	10% des femmes appuyées d'ici 2013	Enquête auprès des femmes	Volonté politique

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	1. Organisation de 04 séances de formation par an en faveur des femmes aux petits métiers à DIKOLA, MBONGO village, Km11, V2 SOCAPALM, BIKOUM, V3 MBONGO, MBANDA, Km3				1 000 000	Moyens disponibles
	2. Construction d'un (01) centre de formation et d'éducation pour jeunes filles à PITTI DIBAMBA				20 000 000	Moyens disponibles
	3. Demande d'extension des activités du centre de promotion de la femme de Beach dans les villages suivants : MBONGO Village, Km11, V2 SOCAPALM, Pongo Pitti, Km3, SONGMBENGUE, Km6, NDIGLE, KOUNGUE SOMSE, USINE SOCAPALM, MBAMBOU 1				1 000 000	Volonté du sectoriel
	4. Organisation de 2 séances de formation par trimestre en informatique au V3 MBONGO en faveur des femmes				1 000 000	Moyens disponibles
	5. Organisation de 02 séances d'information de la femme sur ses droits à DIKOLA					Moyens disponibles
A2	1. Organisation des séances de sensibilisation des parents sur l'importance des actes de naissance dans les villages LINDEMA, MBIMBE, CIE-DOUALA, MBAMBOU V2, 4X4, Km8, MBANDA, V5 SOCAPALM, KOUNGUE lac OSSA, IRAD				1 000 000	Disponibilité des femmes
	2. Sensibilisation des couples sur l'importance de l'établissement d'un acte de mariage dans les villages				1 000 000	Disponibilité des populations
A3	1. Organisation d'une (01) célébration collective de mariage par an à la Mairie de Beach				6 000 000	Fonds disponibles
A4	Célébration des journées commémoratives (06)				2 000 000	Fonds disponibles
A5	Appuis technique et matériel aux femmes dans le domaine agricole à KOUNGUE SOMSE				2 000 000	Fonds disponibles
Total					35 000 000	

Cadre logique du secteur Eau et énergie
Eau

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer les conditions d'accès des populations à l'eau potable dans la commune de Dizangue.			
Objectifs spécifiques	1. Construire une mini adduction d'eau à SONGUELAND et MEVIA d'ici 2015	une mini adduction d'eau construite à Songueland et à Mévia	-photos -visite de terrain	Volonté politique
	2. Contruire les forages dans les villages : DIKOLA, MBONGO Village, KOUNGUE SOMSE, Pongo Pitti, NDIGLE, MBANDA, Km3, KOUNGUE Lac Ossa, à l'orphelinat de V2 SOCAPALM, 4x4, LINDEMA, Orphélinat de V2 SOCAPALM, V5 SOCAPALM, MBIMBE d'ici 2015	27 forages construits d'ici 2014	-photos -visite de terrain	Volonté politique et des agro industries
	3. Aménager 10 source et leur voie d'accès des villages PITTI-DIBAMBA, 4x4, KM6, NDIGLE et MBANDA d'ici 2014	10 sources et leur voie d'accès aménagés d'ici 2014	-photos -visite de terrain	Volonté politique et des agro industries
	4. Installer le réseau CDE à MBONGO village d'ici 2013	01 réseau d'adduction d'eau CDE installé et fonctionnel à MBONGO	-photos -visite de terrain	Volonté politique et des agro industries
	5. Entretenir régulièrement les châteaux d'eau et la tuyauterie de 11km et de Holland par la SAFACAM et de Cie douala, de V3 par la SOCAPALM d'ici 2012	Entretien régulier du château d'eau et de la tuyauterie de 11km et de Holland par la SAFACAM et de Cie douala, de V3 par la SOCAPALM d'ici 2012	Enquête auprès des populations	Volonté politique et des agro industries
	6. Acheter une nouvelle pompe pour V Usine par la SOCAPALM d'ici 2013	Une pompe disponible à Vusine	- Facture - Photo	Volonté de la SOCAPALM
	7. Construire un château d'eau et 06 bornes fontaine à MBIMBE d'ici 2014	01 château d'eau et 06 bornes fontaine construits	- Facture - Photo	Volonté politique et des agro industries

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Résultats	1. Mini adduction d'eau construite à SONGUELAND et à MEVIA d'ici 2013	01 adduction d'eau réalisée à SONGUELAND et à MEVIA d'ici 2013	Enquêtes auprès des populations Factures Visites de terrain	Volonté politique
	1. Forages construits dans les villages DIKOLA, MBONGO Village, KOUNGUE SOMSE, Pongo Pitti, NDIGLE, MBANDA, Km3, KOUNGUE Lac Ossa, à l'orphelinat de V2 SOCAPALM, 4x4, LINDEMA, Orphelinat de V2 SOCAPALM, V5 SOCAPALM, MBIMBE d'ici 2015	Au moins 01 forage construit par village d'ici 2015	Enquêtes auprès des populations Photos Factures	Volonté politique
	2. 10 Sources et voies d'accès y accédant aménagées d'ici 2014	10 Sources et voies d'accès aménagées à Pitti – DIBAMBA, 4x4, Km6, NDIGLE, MBANDA	Enquêtes auprès des populations	Volonté politique
	3. Réseau CDE installé et fonctionnel à MBONGO Village d'ici 2013	01 réseau d'adduction d'eau installé et fonctionnel à MBONGO	Enquêtes auprès des populations	Implication et volonté de la CDE
	4. Entretien régulier du château d'eau et de la tuyauterie de 11km et de Holland par la SAFACAM et de Cie douala, de V3 par la SOCAPALM d'ici 2012	Châteaux entretenus régulièrement par les sociétés	Enquêtes auprès des populations	Volonté des agro industries
	5. Achat d'une nouvelle pompe par la SOCAPALM pour V usine d'ici 2013	Une pompe disponible à V usine	Enquête auprès des populations	Volonté de la SOCAPALM
	6. Château d'eau et bornes fontaine construits à MBIMBE d'ici 2014	01 château d'eau et des fontaines	Enquêtes auprès des populations	Volonté politique

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	Construction de 01 mini adduction d'eau : à SONGUELAND et à MEVIA				10 000 000	Moyens disponibles
A2	Construction des forages à motricité humaine :					Moyens disponibles
	01 à DIKOLA (à entrée ancien village)				8 000 000	
	02 à MBONGO Village (01 aux environs d'EDOA Delphine, 01 au Carrefour gendarmerie)				16 000 000	
	03 à Pitti DIBAMBA (01 à PITTI 1 et 02 à PITTI 2)				24 000 000	
	01 à LINDEMA				8 000 000	
	02 à MBIMBE				16 000 000	
	03 à MBAMBOU V2				24 000 000	
	02 à 4x4				16 000 000	
	02 forages à MBANDA				16 000 000	
	02 forages à KOUNGUE Lac Ossa				16 000 000	
	02 à V5 SOCAPALM				16 000 000	
	02 à KOUNGUE SOMSE				16 000 000	
	01 à PONGO PITTI				8 000 000	
	01 à NDIGLE				8 000 000	
	01 à l'orphelinat de V2 SOCAPALM				8 000 000	

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A3	Aménagement des sources : 01 à NDIGLE 02 à Km6 02 sources à 4x4 02 à Pitti DIBAMBA (source Emmanuel et source MOUKOULOU) 05 à MBANDA				100 000 200 000 200 000 200 000 500 000	Moyens disponibles
A4	Installation du réseau CDE à MBONGO village				25 000 000	Moyens disponibles
A5	Plaidoyer auprès de la SOCAPALM pour l'entretien des adductions d'eau au V5, V3 SOCAPALM, CIE DOUALA et de la SAFACAM pour l'entretien du château d'eau de 11km et de la tuyauterie de Holland				1 500 000	Volonté des agro industries Implication de la Mairie
A6	Achat d'une pompe pour le forage d'USINE SOCAPALM (2 cv)				3 000 000	Volonté de SOCAPALM
A7	Construction d'un (01) château d'eau avec adduction et 10 bornes fontaines à MBIMBE				30 000 000	Moyens disponibles
Total					270 700 000	

Energie

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer les conditions d'accès des populations à l'énergie électrique dans la commune de Dizangue .			
Objectifs spécifiques	1. Electrifier les villages DIKOLA, PITTI – DIBAMBA, PONGO PITTI, Km6, axe EDEA – DIZANGUE, KOUNGUE Lac Ossa d'ici 2015	05 villages électrifiés d'ici 02 ans	Enquêtes auprès des populations	Disponibilité du budget de l'électrification rurale
	2. Etendre le réseau électrique à MEVIA, MBONGO village d'ici 2014	Villages MEVIA et MBONGO électrifiés d'ici 3 ans	Enquêtes auprès des populations	Disponibilité du budget de l'électrification rurale
	3. Réhabiliter 10 Poteaux électriques à MBANDA d'ici 2013 ans	Aucun poteau en panne d'ici 2013	Enquêtes auprès des populations	Disponibilité du budget de l'électrification rurale
	4. Installer 100 Lampadaires à Km8, CIE DOUALA, V5 SOCAPALM et BEACH d'ici 2014 ans	100 Lampadaires installés d'ici 2014	Enquêtes auprès des populations	Disponibilité du budget de l'électrification rurale
	5. Octroyer 02 Groupes électrogènes à Cie Douala et 4x4 par la SAFACAM d'ici 2013	02 Groupes électrogène disponibles d'ici 2013	Enquêtes auprès des populations	
	6. Octroyer 02 Plaques solaires aux îles de NDIGLE et LINDEMA d'ici 2015	02 plaques solaires disponibles d'ici 2015	Enquêtes auprès des populations	
	7. Electrifier 02 écoles (EP de Songueland et de KM3) et 02 lycées (Lycée de Mbongo et CES de Mbambou) d'ici 2015	02 Lycées de Mbongo et CES de Mbambou et 02 écoles électrifiés d'ici 2015	Enquêtes auprès des populations	Disponibilité du budget de l'électrification rurale
	8. Faire le Lobbying pour la construction de 02 stations service à BEACH et à MBONGOSé d'ici 2013	02 stations services construites d'ici 2016	Enquêtes auprès des populations	Elites favorables

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Résultats	1. les villages DIKOLA, PITTI – DIBAMBA, PONGO PITTI, Km6, axe EDEA – DIZANGUE, KOUNGUE Lac Ossa électrifiés d'ici 2015	05 villages électrifiés d'ici 02 ans	Enquêtes auprès des populations	Disponibilité du budget de l'électrification rurale
	2. Réseau électrique étendu à MEVIA, MBONGO village d'ici 2014	Villages MEVIA et MBONGO électrifiés d'ici 2014	- Enquêtes auprès des populations - visite de terrain	Disponibilité du budget de l'électrification rurale
	3. 10 Poteaux électriques réhabilités à MBANDA d'ici 2013	Aucun poteau en panne d'ici 2013	Enquêtes auprès des populations	Volonté de la marie
	4. 100 Lampadaires installés à Km8, CIE DOUALA, V5 SOCAPALM et BEACH d'ici 2014	Lampadaires installés d'ici 2014	Enquêtes auprès des populations	Volonté des agro industries et de la Mairie
	5. 02 Groupes électrogènes octroyés à Cie Douala et 4x4 par la SAFACAM d'ici 2013	02 Groupes électrogènes disponibles d'ici 2013	Enquêtes auprès des populations	Volonté de la SAFACAM
	6. 02 Plaques solaires octroyées aux îles de NDIGLE et LINDEMA d'ici 2015	02 plaques solaires disponibles d'ici 2015	Enquêtes auprès des populations	Volonté politique
	7. 02 écoles (EP de Songueland et de KM3) et 02 lycées (lycée de Mbongo et CES de Mbambou) électrifiés d'ici 2015	Lycées de Mbongo, CES de Mbambou et 02 écoles (EP de Songueland et KM3) électrifiés d'ici 2015		
	8. Lobbying pour la construction de 02 stations service réalisé d'ici 2013	02 stations services construites d'ici 2013	Enquêtes auprès des populations	Présence d'esprit d'initiative de la population

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	1. Electrification de : DIKOLA sur 05 km PITTI – DIBAMBA sur 10 km MBIMBE sur 05 km KOUNGUE Lac Ossa sur 05 km L'axe EDEA – DIZANGUE (éclairage public) sur 14 km				100 000 000	Moyens disponibles
	2. Extension du réseau électrique à : MEVIA (05 k) MBONGO village sur 05 km PONGO PITTI (05 km)				20 000 000 20 000 000 20 000 000	Moyens disponibles
	3. Réhabilitation de 10 poteaux électriques à MBANDA				2 000 000	Moyens disponibles
	A2	Installation de 100 lampadaires publics à km8, CIE DOUALA et MOKOLO, V5 SOCAPALM, Km6 et Beach				1 500 000
A3	Plaidoyer auprès de la SAFACAM pour achat et installation de 02 groupes électrogènes (25 Kwa) à Cie douala et 4x4				30 000 000	

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A4	Octroi de 02 plaques solaires pour les 02 îles habitées de LINDEMA				60 000 000	
A5	1. Installation de l'électricité dans les salles de classe du lycée de Mbongo				15 000 000	Moyens disponibles
	2. Installation de l'électricité au CES de Mbambou				20 000 000	Moyens disponibles
	3. Electrification des EP de Songueland et de Km3				5 000 000	Moyens disponibles
A6	Lobbying pour la construction de 02 stations service dans la commune				50 000	Implication de la Mairie
Total					293 550 000	

Cadre logique du secteur Enseignements secondaires

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Promouvoir l'enseignement secondaire dans la Commune de Dizangue.			
Objectifs spécifiques	1. Augmenter le nombre (06) d'établissements d'enseignement secondaire général bilingue et CETIC dans la commune de DIZANGUE entre d'ici 2014.	06 décrets de création de 06 CES bilingue dans les villages : BEACH, V5 SOCAPALM, IRAD, MBANDA, CIE-DOUALA, PISTI DIBAMBA et de 01 CETIC obtenus et disponibles dans la commune de DIZANGUE d'ici 2014	Mairie de DIZANGUE MINESEC Chronogramme de la DD/MINESEC	-Volonté de la Mairie Volonté du sectoriel du MINESEC
	2. Augmenter de 13 l'effectif des enseignants au lycée de MBONGO de 06 au lycée de Dizangue, de 4 à 08 au CETIC de Dizangue d'ici 2013.	13 enseignants affectés au lycée de MBONGO, de 06 au lycée de Dizangue et de 04 au CETIC de Dizangue d'ici 2013.	Interview auprès des responsables des établissements Enquêtes auprès du corps enseignant et des élèves Journal d'activités de la DD/MINESEC Enquête auprès de l'APEE	Volonté du sectoriel du MINESEC Forte Impulsion du chef d'établissement
	3. Assurer une formation, une sécurité et une hygiène de qualité aux élèves dans la commune de Dizangue d'ici 2016	02 clôtures construites respectivement au lycée de MBONGO et au collège Saint GERARD de KM3 dans la commune de DIZANGUE d'ici 2014 10 salles de classe, 01 laboratoire, 01 bibliothèque et 01 cantine construits au lycée de MBONGO, 04 salles au lycée de Dizangue et 02 salles au CETIC de Dizangue d'ici 2016. 08 salles de classe réhabilitées au lycée de MBONGO d'ici 2016. Matériel de bureau et didactique disponible au lycée de MBONGO, de Dizangue, au CETIC de Dizangue et au CES de Mbambou d'ici 2013.	Interview auprès du proviseur Enquêtes auprès du corps enseignant Journal d'activités de la DD/MINESEC Enquête auprès des APE	Volonté du sectoriel du MINESEC Forte Impulsion des chefs d'établissement Volonté du MINESEC

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Résultats	1. Nombre d'établissements d'enseignement secondaire général bilingue et CETIC augmenté dans la commune de Dizangue d'ici 2014.	06 décrets de création de 06 CES bilingue dans les villages : BEACH, V5 SOCAPALM, IRAD, MBANDA, CIE-DOUALA, PITTI DIBAMBA et de 01 CETIC à KOUNGUE SOMSE disponibles dans la commune de DIZANGUE d'ici 2014.			Rapports de la Mairie Délégation départementale du MINESEC	Forte impulsion de la Mairie et des élites internes et externes de l'arrondissement de DIZANGUE.
	2. Effectif des enseignants augmenté au lycée de MBONGO, de Dizangue, au CETIC de Dizangue d'ici 2013.	13 enseignants qualifiés affectés au lycée de MBONGO, 06 au lycée de Dizangue et 04 au CETIC de Dizangue d'ici 2013.			Rapports de la Mairie Rapports de la DD/MINESEC	Contribution du chef d'établissement Volonté de l'APEE
	3. Une formation, une sécurité, et une hygiène de qualité assurée aux élèves dans la commune de Dizangue en 2016.	Construction effective d'une(01) clôture de 1.7m de hauteur au lycée de MBONGO et au Collège Saint GERARD de KM3 en 2014. 10 salles de classe, 01 laboratoire, 01 bibliothèque et 01 cantine construits équipés et fonctionnels au lycée de MBONGO, 04 au lycée de Dizangue et 02 au CETIC de Dizangue d'ici 2016. 08 salles de classe réhabilitées et fonctionnelles au lycée de MBONGO, en 2016. Matériel de bureau et didactique acquis aux lycées de MBONGO, de Dizangue et au CETIC de Dizangue en 2013.			Observation Enquête auprès de l'APE et des élèves Mairie de Dizangue	Forte impulsion de la Mairie et des élites internes et externes de l'arrondissement de DIZANGUE
Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	1. Création et construction d'un (01) CES bilingue à l'épicentre des villages : BEACH, V5 SOCAPALM, IRAD, MBANDA, CIE-DOUALA, PITTI DIBAMBA				216 000 000	Disponibilité de la Mairie Volonté du MINESEC Fonds disponibles
	2. Construction de 04 salles de classe au CES de MBAMBOU				36 000 000	

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	3. Construction et équipement d'un établissement secondaire technique à KOUNGUE SOMSE zone MBONGO (04 salles de classe, 02 ateliers, équipement électrique, maçonnerie, ESF				121 000 000	Disponibilité de la Mairie Volonté du MINESEC Fonds disponibles Volonté des autorités locales et de l'APEE
	4. Construction de 08 salles de classes au lycée bilingue de MBONGO VILLAGE,				72 000 000	Disponibilité de la Mairie Volonté du MINESEC Fonds disponibles Volonté des autorités locales et de l'APEE
A2	Demande d'affectation de 13 enseignants pour le lycée bilingue de MBONGO VILLAGE				50 000	Disponibilité de la Mairie Volonté du MINESEC Fonds disponibles
A3	1. Construction d'une clôture : au lycée de MBONGO VILLAGE et au CETIC de Dizangue				60 000 000	Disponibilité de la Mairie Volonté du MINESEC Fonds disponibles Volonté des autorités locales et de l'APE
	2. Réhabilitation de 08 salles de classes au lycée bilingue de MBONGOVILLAGE				40 000 000	Disponibilité de la Mairie Volonté du MINESEC Fonds disponibles Volonté des autorités locales et de l'APE

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A3	3. Construction de 02 salles de classe au CETIC de DIZANGUE				18 000 000	Fonds disponibles
	4. Construction de 04 salles de classe au lycée de DIZANGUE				36 000 000	Fonds disponibles
	5. Construction et équipement d'un laboratoire au lycée MBONGO VILLAGE				9 000 000	Disponibilité de la Mairie Volonté du MINESEC Fonds disponibles Volonté des autorités locales et de l'APE
	6. Construction et équipement d'une bibliothèque au lycée bilingue de MBONGO VILLAGE et au CES bilingue de MBAMBOU				90 000 000	Disponibilité de la Mairie Volonté du MINESEC Fonds disponibles Volonté des autorités locales et de l'APEE
	7. Construction d'un centre multimédia au CES bilingue de MBAMBOU				90 000 000	Fonds disponibles

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A3	8. Equipement de 04 salles de classe en table bancs (180) et en mobilier de bureau au CES bilingue de MBAMBOU				1 540 000	Disponibilité de la Mairie Volonté du MINESEC Fonds disponibles Volonté des autorités locales et de l'APE
	9. Construction d'une cantine scolaire au lycée de MBONGO VILLAGE				3 000 000	Disponibilité de la Mairie Volonté du MINESEC Volonté de la délégation départementale des enseignements privés confessionnels Fonds disponibles Volonté des autorités locales et de l'APEE
	10. Construction d'une clôture au collège St GERARD de KM3				30 000 000	Fonds disponibles Volonté de l'APEE
	11. Construction d'un bloc de latrines au CES de MBAMBOU				1 500 000	
Total					824 090 000	

Cadre logique du secteur Emploi et formation professionnelle

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer l'accès à l'emploi et à la formation professionnelle dans la commune de Dizangue.			
Objectifs spécifiques	1. Faciliter l'insertion des jeunes à l'emploi et à la formation professionnelle dans la commune de DIZANGUE d'ici 2013.	01 demande initiée auprès des entreprises locales pour le recrutement à bon escient des jeunes des villages : MBIMBE, IRAD, CIE DOUALA et 11KM dans la commune de DIZANGUE d'ici 2013.	Liste des jeunes recrutés dans les entreprises locales Journal d'activités des entreprises locales	Volonté du MINEFOP et du FNE Volonté des entreprises locales
	2. Augmenter le nombre d'établissement de formation professionnelle dans la commune de DIZANGUE d'ici 2016	01 SAR/SM créée respectivement à MBIMBE dans la commune de DIZANGUE entre 2014 et 2016 Au moins 10 AGR créées à NDIGLE et suite dans la commune de DIZANGUE au Cameroun entre 2012 et 2016. Réouverture et lancement des activités de la SAR/SM de HOLLAND dans la commune de DIZANGUE au Cameroun entre 2012 et 2016	Décrets de création disponibles à la Mairie et à la délégation départementale du MINEFOP Procès verbaux des réunions de constitution des dossiers de création Photos de la réouverture de la SAR/SM de HOLLAND	Disponibilité de la Mairie Volonté du MINEFOP Fonds disponibles Volonté des autorités locales et des élites externes et internes
Résultats	1. Insertion des jeunes à l'emploi et à la formation professionnelle facilitée dans la commune de DIZANGUE d'ici 2013.	Entreprises locales favorables au recrutement à bon escient des jeunes des villages : MBIMBE, IRAD, CIE DOUALA et 11KM dans la commune de DIZANGUE au Cameroun en 2013.	Journal d'activités des entreprises locales Journal d'activités de la délégation départementale du MINEFOP	Volonté du MINEFOP Volonté des entreprises locales
	2. Nombre d'établissements de formation professionnelle augmenté dans la commune de DIZANGUE d'ici 2016	01 SAR/SM créée, construite, équipée et fonctionnelle à MBIMBE dans la commune de DIZANGUE au Cameroun en 2016. 10 AGR créées, construites, équipées et opérationnelles à NDIGLE et suite dans la commune de DIZANGUE au Cameroun en 2016. SAR/SM de HOLLAND ouverte et fonctionnelle dans la commune de DIZANGUE au Cameroun en 2016.	Journal d'activités de la délégation départementale du MINEFOP Cahier de charge l'entreprise constructeur Journal d'activités de la Mairie Comité de concertation des villages concernés Procès verbaux de réception des ouvrages Photos de remise de clés	Disponibilité de la Mairie Volonté du MINEFOP Fonds disponibles Volonté des autorités locales et des élites externes et internes

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	Plaidoyer auprès des entreprises locales pour favoriser le recrutement des jeunes de MBIMBE, IRAD, CIE-DOUALA et KM 11				50 000	Entente entre les populations des différents villages concernés. Accompagnement de la Mairie
A2	1. Création d'une SAR/SM à MBIMBE				50 000 000	Accompagnement de la Mairie Soutien des autorités locales
	2. Relance des activités de la SAR/SM DE HOLLAND				10 000 000	Accompagnement de la Mairie Soutien des autorités locales
Total					60 050 000	

Cadre logique du secteur Tourisme

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Promouvoir le tourisme dans l'espace géographique de la commune de Dizangue.			
Objectifs spécifiques	1. Viabiliser tous les sites touristiques existants dans les villages de la commune de DIZANGUE ainsi que les berges du fleuve Sanaga et du Lac Ossa d'ici 2017.	Au moins 02 sites touristiques aménagés dans chacun des villages LINDEMA, MBAMBOU V2, MBONGO VILLAGE, KOUNGUE LAC OSSA, MBANDA, NDIGLE et les berges de la Sanaga et du Lac Ossa aménagées dans la commune de DIZANGUE d'ici 2017	Journal des activités de la Mairie Archives de la délégation départementale du tourisme de la Sanaga Maritime Enquête auprès des populations locales Observations Photos des sites touristiques créés et aménagés	Volonté politique de la Mairie Implication du sectoriel du tourisme Participation des populations locales
	2. Valoriser le potentiel touristique des îles de NDIGLE et LINDEMA dans la commune de Dizangue d'ici 2017	Au moins deux(02) structures d'accueil construites dans chacune des îles de NDIGLE et LINDEMA d'ici 2017	Journal des activités de la Mairie Enquêtes	Volonté politique de la Mairie Participation des populations locales Rapport des élites internes et externes
	3. Promouvoir le tourisme dans la commune de Dizangue d'ici 2017	01 parc zoologique crée au village MBANDA dans la commune de DIZANGUE au Cameroun en 2017. L'office du tourisme équipé et fonctionnel d'ici 2014 Etude sur le tourisme durable réalisée dans la commune	Enquêtes auprès des populations Journal d'activité de la Mairie Factures Rapport de l'étude	Volonté politique de la Mairie Apport des partenaires financiers

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Résultats	1. Sites touristiques existants dans les villages de la commune de DIZANGUE ainsi que les berges du fleuve Sanaga et du Lac Ossa viabilisés en 2017.	02 sites touristiques aménagés et fonctionnels dans chacun des villages LINDEMA, MBAMBOU V2, MBONGO VILLAGE, KOUNGUE LAC OSSA, MBANDA et NDIGLE dans la commune de DIZANGUE en 2017	Photos PV de la cérémonie d'ouverture officielle des sites	Disponibilité des fonds Volonté politique de la Mairie
	2. 02 infrastructures touristiques construites dans les îles NDIGLE et LINDEMA dans la commune de Dizangue en 2017	02 structures d'accueil touristiques respectivement construites dans des îles de NDIGLE et LINDEMA dans la commune de DIZANGUE en 2017	Journal des activités de la Mairie Enquêtes auprès des populations Photos des structures d'accueil	Volonté politique de la Mairie Participation des populations locales Appui des partenaires au développement
	3. Tourisme en plein essor dans la commune de Dizangue en 2017	01 Parc zoologique créé, équipé et fonctionnel au village MBANDA dans la commune de DIZANGUE au Cameroun en 2017 Office du tourisme équipé et fonctionnel d'ici 2014 Etude sur le tourisme durable dans la commune réalisée d'ici 2015	Photos du parc Enquêtes auprès des populations Rapports d'activités	Volonté politique de la Mairie Participation des populations locales Disponibilité des fonds

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	2. Aménagement des sites touristiques des villages : Lindema : 12 îles, Bancs de sable, MBAMBOU V2: 01 marée (KOUAKOUA), 01 rivière POUMLEP, MBONGO VILLAGE ; KOUNGUE LAC OSSA ; MBANDA : 01 grande forêt primaire				180 000 000	Fonds disponibles
	2. Aménagement des berges du lac OSSA et du fleuve Sanaga				50 000 000	Apport de la Mairie assuré
					20 000 000	Appui du MINTOURISME
					10 000 000	Apport d'autres partenaires financiers certains
					360 000 000	Apport des partenaires au développement
A2	Construction et équipement des structures d'accueil dans les îles de NDIGLE (auberges, restaurant)				75 000 000	Fonds disponibles
						Apport de la Mairie
						Appui du MINTOURISME
						Apport d'autres partenaires financiers
						Apport des partenaires au développement
A3	1. Création d'un parc zoologique à MBANDA (aménagement et sécurisation de 500 ha)				150 000 000	Fonds disponibles
						Apport de la Mairie
						Appui du MINTOURISME
						Apport d'autres partenaires financiers
						Apport des partenaires au développement

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A3	2. Promotion du tourisme dans la commune (réunion de sensibilisation et d'information des populations, séminaires de formation sur la gestion et la préservation du patrimoine touristique)				25 000 000	Fonds disponibles Apport de la Mairie Appui du MINTOURISME Apport d'autres partenaires financiers Apport des partenaires au développement
	3. Equipement de l'office du tourisme de Beach				15 000 000	Fonds disponibles
	4. Réalisation d'une étude sur le tourisme durable dans la commune				50 000 000	
Total					935 000 000	

Cadre logique du secteur Recherche scientifique et innovation

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer l'accès aux produits de la recherche scientifique et de l'innovation dans la commune de Dizangue.			
Objectifs spécifiques	1. Amener la Délégation Régionale de la Recherche Scientifique et de l'Innovation à encadrer les populations de la commune de DIZANGUE sur des thématiques spécifiques d'ici 2016.	-01 demande initiée et adressée à la délégation de la recherche scientifique pour l'encadrement des populations de l'IRAD, V5, MBONGO VILLAGE, KM 11, V2 SOCAPALM, V3 MBONGO, etc. sur les thématiques spécifiques d'ici 2016	Décharge de la demande disponible au niveau de la Mairie Demande disponible au niveau de la délégation régionale du MINRESI	Disponibilité de la délégation départementale du MINRESI
	2. Faciliter l'acquisition des semences améliorées aux populations de la commune de DIZANGUE d'ici 2016	300 plants de palmiers à huile octroyés aux populations de LINDEMA, MBONGO VILLAGE, KM 11, V3 MBONGO, MDANDA dans la commune de DIZANGUE Cameroun d'ici 2016.	Enquêtes auprès des populations concernées	Disponibilité de la délégation régionale du MINRESI
Résultats	1. Délégation Régionale de la Recherche Scientifique et de l'Innovation favorable à l'encadrement des populations de la commune de DIZANGUE sur des thématiques spécifiques en 2016	80% des populations de l'IRAD, V5, MBONGO VILLAGE, KM 11, V2 SOCAPALM, V3 MBONGO, etc. encadré par la Délégation départementale de la Recherche Scientifique et de l'Innovation sur des thématiques spécifiques en 2016.	Journal d'activités de la délégation régionale du MINRESI Enquêtes auprès des populations	Disponibilité de la délégation régionale du MINRESI
	2. Acquisition des semences améliorées facilitée aux populations de la commune de DIZANGUE en 2016.	300 plants de palmiers à huile effectivement octroyés, acquis et disponibles à LINDEMA, MBONGO VILLAGE, KM 11, V3 MBONGO, MDANDA dans la commune de DIZANGUE Cameroun en 2016	Journal d'activités de la délégation régionale du MINRESI Enquêtes auprès des populations	Disponibilité de la délégation régionale du MINRESI

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	Demande auprès de la délégation de la recherche scientifique pour l'encadrement des populations de l'IRAD, V5, MBONGO VILLAGE, KM 11, V2 SOCAPALM, V3 MBONGO, etc. sur les thématiques spécifiques				15 000	Appui de la Mairie Appui du MINRESI Appui de l'IRAD
A2	Octroi des semences améliorées (octroi de 300 plants de palmiers à huile) aux populations de LINDEMA, MBONGO VILLAGE, KM 11, V3 MBONGO, MDANDA				4 000 000	Appui de la Mairie Appui du MINRESI Appui de l'IRAD
Total					4 015 000	

Cadre logique du secteur Commerce

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation		
Objectif global	Améliorer la commercialisation des produits vivriers et l'approvisionnement en produits de consommation courante dans la Commune.					
Objectif spécifique	Créer et construire des espace pour marché dans la commune de DIZANGUE d'ici fin 2015.	01 marché crée, construit d'ici fin 2015	Rapport des activités de la Mairie Archives des chefferies supérieures et des chefferies de 3 ^{ème} degré Visites des marchés construits	Disponibilité de la Mairie à accompagner l'initiative Implication du MINCOMMERCE, MINEPAT et FEICOM Sources de financement acquis		
Résultats	01 marché crée, construit et fonctionnel au carrefour Djangu d'ici fin 2015.	01 marché crée, construit et fonctionnel au carrefour Djangu d'ici fin 2015	Facture des travaux Archives de la Mairie et chefferies Descentes sur le terrain	Implication de la Mairie Populations sensibilisées Financements suffisants		
	Espaces aménagées pour le marché de Beach	Espace aménagés pour le marché de Beach	Visites de terrain Rapport de la Mairie			
Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	Création et construction d'un grand marché au carrefour Djangu				100 000 000	Clémence du temps Moyens financiers utilisés à bon escient
A2	Animer le marché de MEVIA					Désir exprimé des commerçants des marchés concernés
A3	Aménagement des espaces pour marché à Beach				50 000 000	Désir exprimé des commerçants des marchés concernés
Total					150 000 000	

Cadre logique du secteur Jeunesse

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer l'épanouissement et l'insertion des jeunes dans les villages de l'arrondissement de Dizangue.			
Objectifs spécifiques	1. Accorder aux jeunes 100 stages de vacances à la commune d'ici fin 2016.	100 jeunes de l'arrondissement de DIZANGUE sont stagiaires à la commune chaque année à partir du début juillet 2012.	Projets de création des AGR intégrateurs des jeunes	Intéressement des jeunes à la législature Informations de la Mairie
	2. Créer 02 centres d'encadrement, d'alphabétisation et d'orientation des jeunes dans l'arrondissement de Dizangue d'ici fin 2015.	02 centres d'encadrement et d'alphabétisation et d'orientation des jeunes effectifs et actifs dans l'arrondissement de DIZANGUE d'ici fin 2015.	Actes, décrets ou textes de création des centres de jeunesse	Demande des populations Capacité de la DMINJEUN/SM
	3. Sensibiliser et informer les jeunes de l'arrondissement de Dizangue sur l'insertion des jeunes au PAJER - U d'ici fin 2015.	Au moins 05 AGRs de jeunes de l'arrondissement de DIZANGUE trouvent un appui en fin 2015.	Projets de création des centres de loisirs et de divertissement dans les villages	Impulsion des parents Capacité des structures de financement du DMINJEUN/SM
	4. Construire et équiper un centre multifonctionnel dans l'arrondissement de Dizangue d'ici fin 2015.	01 centre multifonctionnel construit et fonctionnel à Beach d'ici fin 2015.	Visite du centre Photo	Implication de la sous préfecture et de la Mairie
Résultats	1. 100 Jeunes de l'arrondissement de Dizangue plus responsabilisée d'ici fin 2015	100 jeunes de l'arrondissement de DIZANGUE obtiennent un stage de vacances chaque année à la commune de Dizangue à partir de juillet 2012.	Certificats de fin de stage aux récipiendaires Photos	Implication de l'exécutif communal
	2. 02 centres d'alphabétisation, d'encadrement et d'orientation des jeunes crée dans la commune de Dizangue d'ici fin 2015	Au moins 100 Jeunes de l'arrondissement de Dizangue encadrés et orientés d'ici fin 2015.	Rapports d'activité du centre Rapport de la Mairie Enquêtes auprès des jeunes Décision du superviseur Taux de fréquentation	Jeunesse demanderesse d'un encadrement Implication de la DMINJEUN

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Résultats	3. Au moins 05 AGRs bénéficient d'un appui du PAJER-U ou le PIFMAS dans l'arrondissement de Dizangue en fin 2015	500 Jeunes de la commune de DIZANGUE plus entrepreneurs et moins oisifs en fin 2015.			Factures des travaux d'aménagement, photos et vidéos	Demande des jeunes Implication de la Mairie et du FNE. Implication de la DMINJEUN à travers le PAJER U et le PIFMAS
	4. 01 centre multifonctionnel construit et équipé dans l'arrondissement de Dizangue d'ici fin 2015.	01 centre construit à Beach d'ici fin 2015.			Photos Factures Visites du centre	Jeunesse sensibilisée Implication de la DMINJEUN
Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	Octroi par la commune de DIZANGUE de plus de stages de vacances chaque année aux enfants de la commune				2 500 000	Demande des jeunes Accompagnement de la Mairie
A2	Création de 02 centres d'alphabétisation, d'encadrement et d'orientation des jeunes dans la commune				1 000 000/an	Moyens financiers rationnellement utilisés
A3	Organisation des campagnes d'information des jeunes de la commune sur les activités du MINJEUN				1 000 000	Capacité de financement des structures du MINJEUN
A4	Construction et équipement d'un centre multifonctionnel dans la commune				150 000 000	Moyens financiers rationnellement utilisés
Total					154 500 000	

Cadre logique du secteur Sports et éducation physique

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer la pratique des sports pour l'accès aux infrastructures de qualité dans les villages de l'arrondissement de Dizangue.			
Objectifs spécifiques	1. Aménager les aires de jeux existantes dans la commune d'ici fin 2013	Stade Jacquemart de l'IRAD aménagé d'ici fin 2013	Archives de la chefferie Procès verbaux des réunions de lancement des travaux Visite de terrain	
	2. Construire une plate forme sportive dans la commune de Dizangue d'ici fin 2015.	01 plate forme sportive construite dans la commune de DIZANGUE au Cameroun en 2015	Archives de la délégation du MINESEP/SM Procès verbaux des prestataires Visites de la plate forme Enquêtes auprès des sportifs usagers	Disponibilité de la Délégation du MINESEP/SM à accompagner l'initiative Mairie impliquée
	3. Construire 01 stade municipal dans la commune de Dizangue d'ici fin 2015.	01 stade municipal construit pour vulgariser la pratique du sport et de l'éducation physique dans la commune de DIZANGUE d'ici fin 2015	Visite de terrain	Disponibilité d'espaces Implication de la Délégation du MINESEP/SM, de la Délégation MINEPAT/SM et du FEICOM
	4. Créer et construire 01 centre de formation en disciplines sportives dans la commune d'ici fin 2016.	01 centre de formation construit dans la commune d'ici 2016	Photos Factures	Mairie impliquée Sportifs sensibilisés
	5. Doter les écoles d'équipements sportifs d'ici 2014	Les écoles disposent d'équipements sportifs	Enquête auprès des responsables d'écoles Photos	Implication de la mairie
	6. Doter 03 équipes de football de V3 MBONGO d'équipements sportifs d'ici 2013	03 équipes de football au V3 MBONGO dotées d'équipements adaptés	Enquêtes auprès des sportifs Photos Factures	Implication de la mairie

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Résultats	1. Aires de jeux aménagées	Clôture au stade jacquemart de l'IRAD réalisée Tribune aménagée au stade Jacquemart	Observations directes Enquête auprès du sectoriel MINESEP/SM Facture des travaux Enquêtes auprès des jeunes sportifs.	Implication d'un expert de la DMINESEP/SM Disponibilité de la Mairie à accompagner le processus
	2. Plate forme sportive construite dans la commune d'ici fin 2015.	01 plate forme sportive construite	Observations directes Enquête auprès du sectoriel MINESEP/SM Facture des travaux Enquêtes auprès des jeunes sportifs.	Implication de la DMINESEP Disponibilité de la Mairie à accompagner le processus Jeunes sportifs mobilisés
	3. 01 stade municipal construit	Stade municipal construit	Rapport de réception Visite de terrain	Implication de la mairie
	4. 01 centre de formation professionnelle en disciplines sportives créé et construit dans la Commune de Dizangue d'ici 2016.	202 jeunes de la commune de DIZANGUE mieux formés en disciplines sportives d'ici 2018.	Factures des travaux de construction du centre Cahier de charge de l'entrepreneur Photos Visite de terrain	Clémence du temps Disponibilité de l'espace
	5. Les équipements sportifs sont disponibles dans les écoles d'ici 2014	02 ballons, 04 filets, 14 maillots disponibles dans les écoles	Enquêtes auprès du personnel enseignant	Volonté politique
	6. 03 équipes de football de V3 MBONGO dotées d'équipements sportifs d'ici 2013	Les 3 équipes de football de V3 MBONGO disposent d'équipements adaptés en fin 2013	Enquêtes auprès des équipes concernées Procès verbaux de réception des équipements	Elites du village concernées Sectoriel MINESEP impliqué

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	1. Construction d'une clôture au stade jacquemart de l'IRAD, au terrain de V5				50 000 000	Disponibilité des fonds
	2. Construction et aménagement d'une tribune au stade jacquemart				25 000 000	Clémence du temps Disponibilité de l'espace
A2	Elaboration d'une plate forme entre la Mairie et les sociétés pour le développement des activités sportives				2 500 000	Demande des sportifs Accompagnement de la mairie
A3	Création d'un stade municipal				100 000 000	Volonté politique
A4	1. Création d'un centre de formation professionnelle en disciplines sportives dans la commune				50 000 000	Accompagnement de la Mairie
	2. Octroi des équipements sportifs (02 ballons, 04 filets, 14 maillots) aux écoles existantes				630 000	Demande des sportifs Implication de l'élite locale
	3. Fournitures des équipements sportifs aux équipes de football de V3 MBONGO.				1 500 000	Demande des sportifs Implication de l'élite locale
Total					229 630 000	

Cadre logique du secteur Postes et télécommunications

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer l'accès des populations aux services des Postes et Télécommunications dans l'arrondissement de Dizangue.			
Objectifs spécifiques	1. Plaidoyer auprès des opérateurs de la téléphonie mobile pour l'installation de six (06) pylônes de télécommunication dans les villages de l'arrondissement de DIZANGUE d'ici fin 2014.	Six (06) nouveaux pylônes de télécommunication installés dans 05 villages de l'arrondissement de DIZANGUE par les opérateurs MTN, ORANGE et CAMTEL en 2014. Réseau étendu dans les villages	Archives du MINPOSTEL Cahier de charge des entrepreneurs	Disponibilité des opérateurs de téléphonie Implication du MINPOSTEL
	2. Créer et construire 02 centres multimédia dans la commune d'ici 2016	02 centres multimédia construits d'ici 2016	Visite de terrain	Implication du MINPOSTEL
Résultats	1. 14 villages de l'arrondissement de DIZANGUE sont couverts par les réseaux de communication de téléphonie d'ici 2016	Réseaux de téléphonie mobile disponibles dans 14 villages de l'arrondissement de DIZANGUE au Cameroun d'ici Novembre 2016	Observation directe sur les téléphones portables Effectivité des appels et réceptions	Implication du MINPOSTEL Disponibilité de la Mairie à accompagner le processus Disponibilité des opérateurs de téléphonie
	2. 02 centres multimédia construits et équipés d'ici 2016	02 centres multimédia construits d'ici 2016	Visite de terrain	Implication de la mairie Implication du MINPOSTEL

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	Lobbying pour l'installation des pylônes MTN, ORANGE et CAMTEL à l'IRAD(01), à V5 (01), MBONGO VILLAGE (02 : Orange et CAMTEL), (01) à KM11, V3 MBONGO (01 antenne Orange) MTN ORANGE, CAMTEL à MBANDA, MBAMBOU 1, NDIGLE ,KM6,KM3,PONGO PITTI ,USINE SOCAPALM,V1 SOCAPALM MBONGO,KOUNGUE SOMSE, KOUNGUE LAC OSSA, KM8, MBAMBOU V2, LINDEMA, 4X4, PITTI DIBAMBA, DIKOLA auprès de la délégation départementale des postes et télécommunication				50 000	Disponibilité des opérateurs de téléphonie mobile Implication de la Mairie Disponibilité des espaces Implication du MINPOSTEL
A2	Construction et équipement de 02 centres multimédia dans la commune de Dizangue				80 000 000	Implication de la Mairie Disponibilité des espaces Implication du MINPOSTEL
Total					80 050 000	

Cadre logique du secteur Communication

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer les services de la communication dans la Commune de Dizangue en 2012.					
Objectifs spécifiques	1. Créer et construire une radio communautaire dans la commune de Dizangue d'ici fin 2013	La circulation de l'information est améliorée dans au moins 05 villages de l'arrondissement de DIZANGUE au Cameroun d'ici Décembre 2013.			Journal des activités de la Mairie Rapport du MINCOM	Disponibilité de la Mairie Implication du MINCOM
	2. créer un journal communal d'ici 2013	Un journal communal produit tous les mois			Un exemplaire de ce journal	Volonté politique
	3. créer un site internet communal	un site internet communal fonctionnel			La boîte électronique	Volonté politique
Résultats	1. Radio communautaire construite et équipée dans la commune en 2013.	Les populations de la commune de DIZANGUE sont mieux informées en 2013.			Journal des activités de la Mairie Enquête auprès des populations ciblées	Implication de la SOCAPALM Implication de la Mairie et du MINCOM
	2. un journal communal créé d'ici 2013	Un journal communal produit tous les mois			Un exemplaire de ce journal	Volonté politique
	3. un site internet communal créé et fonctionnel d'ici 2013	un site internet communal fonctionnel			La boîte électronique	Volonté politique
Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	Création et construction d'une radio communautaire				50 000 000	Implication du MINCOM Implication de la Mairie de Dizangue
A2	Création et production d'un journal communal				1 000 000	Financement disponible
A3	Création d'un site internet communal				500 000	Financement disponible
Total					51 500 000	

Cadre logique du secteur Elevage, pêches et industries animales

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer la production animale des éleveurs et des pêcheurs de la commune de Dizangue.			
Objectifs spécifiques	1. Rendre disponible 100 ha de terres pour les éleveurs dans les villages : 11 Km, BIKOUM, V2 MBONGO SOCAPALM, V3 SOCAPALM, 4x4, Beach, Km 6, V Usine, Holland d'ici 2014	100 ha d'espaces rendus disponibles et accessibles pour les éleveurs au cours des 2 prochaines années	Les conventions signées Les rapports d'activités des sociétés Enquête auprès des éleveurs	L'Etat veille à ce que les conventions soient respectées sur le terrain Forte implication du sectoriel
	2. Encadrer 80% des éleveurs et 50% des pêcheurs de la commune de DIZANGUE sur les techniques modernes d'élevage et de pêche d'ici 2014	80% des éleveurs formés sur les techniques d'élevage modernes d'ici 3 ans 50% des pêcheurs formés sur les techniques modernes de pêche et de conservation des produits de la pêche d'ici 2 ans	Rapports d'activités de la DD/MINEPIA Enquête auprès des éleveurs et des pêcheurs	Chefs de poste zootechnique présents Séminaires de formation organisés
	3. Appuyer 01 regroupement d'éleveurs et de pêcheurs de la commune de DIZANGUE d'ici 2014	01 GIC d'éleveurs et de pêcheurs par villages appuyés d'ici 2 ans	Rapports d'activités de la DD/MINEPIA Enquêtes auprès des éleveurs et des pêcheurs	Disponibilité de la DD/MINEPIA
	4. Aménager les abords de la rivière de Pitti DIBAMBA d'ici 2013	Abords de la DIBAMBA sont aménagés pour les activités de pêche à PITTI – DIBAMBA d'ici 2013	Enquêtes auprès de pêcheurs Visites et photos des zones aménagées	Disponibilité de la DD/MINEPIA
	5. Construire trois (03) infrastructures de pêche dans 03 villages d'ici 2014	01 pêcherie construite à Pitti - DIBAMBA et 01 à LINDEMA d'ici 2014 01 marché à bétail construit à MBAMBOU V1	Enquêtes auprès de pêcheurs et des éleveurs Visites et photos	Disponibilité de la DD/MINEPIA
	6. Créer une organisation des activités de pêche de manière à les rendre pérennes dans les villages d'ici 2 ans	Comité de gestion créée à Pitti – DIBAMBA et NDIGLE d'ici 2 ans	Enquêtes auprès des pêcheurs	Volonté des pêcheurs de créer un comité
Résultats	1.1 Les conventions à durée indéterminée sont signées d'ici 2 ans	02 conventions signées (SOCAPALM, SAFACAM)	02 conventions	Volonté des agro industries
	1.2 Les terres destinées à l'élevage sont disponibles d'ici 2013	05 réunions avec les agro industries organisées d'ici 1 an Les éleveurs disposent de 100 ha d'ici 2 ans	Accords signés avec les agro industries Rapports d'activité des agro industries et de la mairie Enquêtes auprès des éleveurs et des pêcheurs	Volonté des agro industries Volonté de la mairie d'accompagner le processus

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
	2.1 Une école d'élevage est créée et fonctionnelle d'ici 2013	01 école avicole construite et fonctionnelle à Beach d'ici 2 ans	Enquêtes auprès des éleveurs et des pêcheurs	Volonté politique
	2.2 Un centre vétérinaire et zootechnique est créé dans la commune d'ici 2016	01 centre créé et fonctionnel	Enquêtes auprès des éleveurs et des pêcheurs	Volonté politique
	2.3 Les séminaires de formation des éleveurs et des pêcheurs sont organisés trois fois par an à partir de 2012	Au moins 01 séance de formation des éleveurs et des pêcheurs organisée par trimestre par la Délégation d'ici 2 ans Au moins 01 séance de recyclage des éleveurs et des pêcheurs organisée après 02 trimestres 80% des éleveurs formés sur les techniques modernes d'élevage d'ici 2 ans	Procès verbaux au niveau de la DD/MINEPIA Enquêtes auprès des éleveurs et des pêcheurs	Besoins en formation identifiés
	2.4 Des chefs de poste zootechnique sont affectés à partir de 2012	01 chef de poste affecté par zone d'ici 1 an	Enquêtes auprès des éleveurs Attestation de présence effective des chefs de poste	
	3.1 Des crédits sont octroyés aux regroupements d'éleveurs et de pêcheurs de la commune de Dizangue à partir de 2012	Environ 50.000.000 FCFA alloués aux regroupements des éleveurs et des pêcheurs d'ici 2 ans	Rapport d'activité des regroupements Enquêtes auprès des éleveurs et des pêcheurs	Volonté politique
	3.2 Des intrants et du matériel sont mis à la disposition des regroupements d'éleveurs et de pêcheurs de la commune de DIZANGUE à partir de 2012	La production animale augmente d'au moins 20% chaque année	Rapport d'activité des regroupements Enquêtes auprès des éleveurs et des pêcheurs	Volonté politique
	4. Les abords de la DIBAMBA sont aménagés d'ici 2 ans		Enquêtes auprès des pêcheurs	Volonté politique
	5. Les pêcheries sont construites à Pitti - DIBAMBA et à LINDEMA d'ici 2 ans	01 pêcherie construite et fonctionnelle dans chacun de ces deux villages	Enquêtes auprès des pêcheurs	Volonté politique

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Résultats	6.1 Le marché à bétail est construit à MBAMBOU V1 d'ici 2013	Un hangar construit et fonctionnel			Rapport de la mairie Enquêtes auprès des populations	Volonté politique
	6.2 Des comités de gestion sont créés dans les villages d'ici 2013	01 comité de gestion créé dans chaque village			Procès verbaux de l'assemblée constitutive	Volonté de la population
Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	1. Plaidoyer auprès de la SOCAPALM pour l'octroi de 03 Ha de terres pour la pratique de l'élevage aux villages : MBONGO V3, Village USINE, V2 SOCAPALM				500 000	Disponibilité des agro industries Disponibilité de la mairie de DIZANGUE
	2. Plaidoyer auprès de la SAFACAM pour l'octroi de 03 ha de terres pour la pratique de l'élevage aux villages : KM 6, BIKOUM, KM 11, 4x4, Beach et Holland				500 000	Disponibilité des agro industries Disponibilité de la mairie de DIZANGUE
	3. Autorisation de la pratique de l'élevage au V2 SOCAPALM				50 000	
A2	Création d'un (01) centre de formation à la pisciculture et l'élevage dans la commune de DIZANGUE				60 000 000	Pertinence du projet Moyens disponibles
A3	1. Organisation de 04 séminaires de formation par an des éleveurs et des pêcheurs de SONGUELAND et MEVIA, MBONGO V3, PITTI DIBAMBA, DIKOLA, MBONGO VILLAGE, V2 SOCAPALM				4 000 000	Besoin en formation des éleveurs identifié

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A3	2. Demande à la délégation départementale du MINEPIA l'encadrement des GIC des éleveurs de LINDEMA, MBIMBE, CIE-DOUALA et MOKOLO, V5 SOCAPALM, MBAMBOU V2, 4X4, KOUNGUE LAC OSSA, KM 8, MBANDA, SONGUELAND, MEVIA, KM 3, NDIGLE, KM 6, MBONGO V3, V1 SOCAPALM, MBONGO VILLAGE, KM11				3 000 000	Besoin en encadrement identifié
	3. Création d'un (01) GIC des éleveurs à LINDEMA, MBIMBE, CIE-DOUALA et MOKOLO, V5 SOCAPALM, MBAMBOU V2, 4X4, KOUNGUE LAC OSSA, KM 8, MBANDA, SONGUELAND, MEVIA, KM 3, NDIGLE, KM 6, MBONGO V3, V1 SOCAPALM, MBONGO VILLAGE, KM 11, V2 SOCAPALM				4 000 000	Pratique de l'élevage autorisée dans les camps Volonté des populations de se mettre ensemble
	4. Sensibilisation des éleveurs des villages quant à l'importance de travailler en groupe				4 000 000	Volonté des populations de se mettre ensemble
	5. Appui financier et matériel pour les activités de pêche et d'élevage à SONGUELAND et MEVIA, KM 6, PITTI DIBAMBA, MBAMBOU V1, PONGO-PITTI, KOUNGUE SOMSE, MBONGO VILLAGE, KM11				10 000 000	Moyens disponibles
	6. Dotation des pêcheurs de chacun des villages LINDEMA, MBIMBE, CIE-DOUALA et MOKOLO, V5 SOCAPALM, MBAMBOU V2, 4X4, KOUNGUE LAC OSSA, KM 8, MBANDA, SONGUELAND, MEVIA, KM 3, NDIGLE, KM 6, MBONGO V3, V1 SOCAPALM, MBONGO VILLAGE, KM11 de 05 filets de trois doigts + 10 pirogues communautaires.				25 000 000	Moyens disponibles
A4	Aménagement des abords du fleuve de la DIBAMBA à PITTI DIBAMBA (construction d'un débarcadère)				30 000 000	Moyens disponibles
A5	Construction d'un (01) hangar de pêcheurs à LINDEMA, PITTI – DIBAMBA				30 000 000	Disponibilité de la mairie de Dizangue
A6	Sensibilisation des pêcheurs de la commune de Dizangue sur les lois qui régissent la pêche au Cameroun				4 000 000	Implication du sectoriel
Total					175 050 000	

Cadre logique du secteur Education de base

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer les conditions d'accès à l'éducation de base dans la commune de Dizangue.			
Objectifs spécifiques	1. Augmenter le nombre d'écoles primaires et maternelles dans la commune de DIZANGUE d'ici 2015.	22 nouvelles écoles créées, construites et équipées d'ici fin 2016	Enquête auprès des parents d'élèves et des maîtres	Volonté politique
	2. Améliorer les conditions de travail de 50% d'élèves et de 40% des enseignants d'ici 2016	Nombre d'écoles créées Augmentation des effectifs dans les écoles Effectif par salle Effectif des instituteurs et institutrices	Enquête auprès des parents d'élèves et des maîtres	Volonté politique
	3. Doter 4 écoles en commodités d'ici 4 ans	01 bloc de 02 latrines dans les EP de SONGUELAND, de 11km, à l'EM de V3 MBONGO, MBANDA construit Les points d'eau aménagés et disponibles à : - L'EP de SONGUELAND - L'EM de V3 MBONGO - L'EP de MBANDA - L'EP de KOUNGUE-SOMSE - L'EP de 4 x 4 - L'EP de PITTI-DIBAMBA - L'EP francophone de V5 SOCAPALM - L'EP de KM 8	Enquête auprès des parents d'élèves et des maîtres	Volonté politique
	4. Doter 03 écoles de cadre sain pour l'alimentation des élèves d'ici 2 ans	Une cantine est construite dans les 3 écoles : V2 SOCAPALM, école publique de Km 8 et de Km 6	Enquête auprès des parents d'élèves et des maîtres	Implication de la mairie
	5. Construire des aires de sport pour les élèves d'ici 2 ans	Une aire de jeux est aménagée dans les écoles de : SONGUELAND, CIE DOUALA, V5 SOCAPALM (terrain de football à l'école francophone)	Enquête auprès des parents d'élèves et des maîtres Visite de terrain	Volonté politique Visite de terrain
	6. Assurer la sécurité des élèves et du matériel d'ici 2015	Une clôture d'environ 800m de périmètre et de 2m de hauteur est construite dans les écoles de : SONGUELAND, 11 Km, IRAD, MBIMBE, KOUNGUE, CIE DOUALA, V5 SOCAPALM, (écoles anglophone et francophone), 4x4, Km 8, l'école maternelle de V5 SOCAPALM, école maternelle de MBIMBE d'ici 2015	Enquête auprès des parents d'élèves et des maîtres Photos	Volonté politique

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Résultats	1.1 Demandes de création des 22 écoles rédigées et transmises d'ici 02 ans	22 demandes de création d'école transmises	Récépissé de dépôt	Implication de la mairie de DIZANGUE
	1.2 Salles de classe et école maternelle construites et équipées dans les villages d'ici 04 ans	Au moins : <ul style="list-style-type: none"> - 02 salles de classe construites à l'EP de 11km - 03 salles de classe construites à l'EP de SONGUELAND - 03 salles de classe à l'EP de V3 MBONGO - 01 bâtiment de 02 salles de classe pour l'EM de V3 MBONGO - 02 salles de classe à MBANDA - 01 école maternelle à PITTI-DIBAMBA 	Bâtiments construits Enquête auprès des parents d'élèves et des maîtres Visite de terrain	Volonté politique
	1.3 Blocs administratifs construits dans les écoles d'ici 02 ans	01 bloc administratif dans les EP de SONGUELAND, de 11km, de V2 SOCAPALM, de Km6, pour l'EM de V3 MBONGO, MBANDA construit	Enquête auprès des parents d'élèves et des maîtres	Volonté politique
	1.4 Salles de classes réhabilitées d'ici 02 ans	03 salles de classe à l'EP de 11km réhabilitées	Enquête auprès des parents d'élèves et des maîtres	Volonté de la mairie Volonté de la SAFACAM
	1.5 Logements de directeur et des enseignants construits d'ici 2015	01 Logement construit pour le directeur de V3 SOCAPALM Des logements pour enseignants à MBANDA	Enquête auprès des parents d'élèves et des maîtres	Volonté politique Volonté de la SOCAPALM
	1.6 Bibliothèques construites et équipées dans les écoles d'ici 03 ans	Bibliothèques construites et équipées à : <ul style="list-style-type: none"> - L'EP de 11km - L'EP de SONGUELAND - L'EP de V2 SOCAPALM - L'EP de Km3 	Enquête auprès des parents d'élèves et des maîtres	Implication de la mairie Implication des partenaires
	1.7 Mini librairie construite et équipée d'ici 2 ans	01 mini librairie construite et équipée au V5 SOCAPALM	Enquête auprès des parents d'élèves et des maîtres	Volonté politique Implication de la mairie

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Résultats	2. Personnel affecté dans les écoles d'ici 2 ans	<ul style="list-style-type: none"> - 03 à l'EP de 11km - 06 à l'EP de SONGUELAND - 03 pour la section francophone de l'EP de V3 MBONGO - 02 pour la section anglophone de l'EP de V3 MBONGO - 02 à l'EM de V3 MBONGO - 03 à l'EP de KOUNGUE SOMSE - 04 à l'EP de Km 6 	Enquête auprès des parents d'élèves et des maîtres Attestation de présence effective	Sectoriel impliqué
	3.1 Les écoles sont dotées en matériel de bureau d'ici 3 ans	01 ordinateur, 01 imprimante, 01 photocopieuse (11km, SONGUELAND) 02 ordinateurs à l'EP de V3 MBONGO 01 ordinateur à l'EM de V3 MBONGO	Enquêtes auprès du personnel enseignant	Volonté politique
	3.2 Les écoles sont équipées en mobilier de bureau d'ici 3 ans	11 bureaux pour enseignants à l'EP de V3 MBONGO	Enquêtes auprès du personnel enseignant Visites des salles de classe Photos	Volonté politique
	3.3 Le lit et les armoires sont disponibles d'ici 3 ans	01 lit de repos à l'EM de V3 MBONGO 01 armoire pour l'EM de V3 MBONGO 01 boîte à pharmacie à l'EP de KM 11	Enquêtes auprès du personnel enseignant	Volonté politique
	3.4 Les écoles sont dotées en matériels didactiques d'ici 3 ans	12 manuels d'informatique pour l'EP de V3 MBONGO, 10 paquets de gouache, 05 boîtes de craie, 02 rames de papiers pour l'EM de V3 MBONGO, V2 SOCAPALM) Boîtes à pharmacie (11km,	Enquêtes auprès du personnel enseignant Visite de terrain Rapport de gestion des responsables d'école et des parents d'élèves	Volonté politique
	3.5 Les écoles sont dotées en tables bancs d'ici 3 ans	Tables bancs désormais disponibles (40 TB pour l'EP de 11km, 120 TB pour l'EP de V3 MBONGO, 10 tablettes et 40 chaises pour l'EM de V3 MBONGO, 60 TB pour l'EP de V2 SOCAPALM, etc.)	Enquêtes auprès du personnel enseignant	Volonté politique
	3.6 Le paquet minimum est suffisant d'ici 2 ans	Paquet minimum disponible (école de Km6, Km3)	Enquêtes auprès du personnel enseignant	Volonté politique

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Résultats	3.7 02 latrines sont construites dans chacune des écoles de SONGUELAND, KM 11, V3 MBONGO, MBANDA, KOUNGUE-SOMSE, 4 x 4, PITTI-DIBAMBA, V5 et KM 8 d'ici 2 ans	Commodités d'hygiène disponibles dans les EP de SONGUELAND, KM 11, V3 MBONGO, MBANDA, KOUNGUE-SOMSE, 4 x 4, PITTI-DIBAMBA, V5 et KM 8.			Visite sur le terrain Enquête auprès des usagers	Accompagnement du PNDP.
	4. Les cantines sont construites d'ici 2 ans	01 cantine construite dans les 3 écoles à : l'école primaire du V2 SOCAPALM, l'école primaire de KM 8 et KM 6			Visite d'école	Volonté de la mairie
	5. Les aires de jeux sont aménagées dans les EP d'ici 2 ans	Une aire de jeux à l'EP de SONGUELAND, CIE DOUALA, V5 SOCAPALM aménagée			Enquêtes auprès des directeurs et des maitres	Volonté de la mairie de DIZANGUE Implication de la population
	6. Les clôtures sont construites dans les écoles d'ici 2015	Clôtures construites dans les EP de SONGUELAND, de 11km			Enquêtes auprès des directeurs et des maitres	Volonté politique
Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	Création et construction de : - 01 école maternelle bilingue à BIKOUM - 01 école maternelle et primaire au V1 SOCAPALM - 01 école maternelle à KM 11 - 01 école maternelle au V2 SOCAPALM - 01 école maternelle et primaire bilingue à NDIGLE - 01 école maternelle et primaire à Km 14 - 01 école maternelle à Pitti – Dibamba - 01 école maternelle à Ndigle				176 000 000	Moyens disponibles

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	1. Construction et équipement de : - 02 salles de classe à l'EP de 11km - 01 salle de classe à l'EM de V5 SOCAPALM - 03 salles de classe à l'EP de l'IRAD - 01 salle de classe à l'EP de 4x4 - 03 salles de classe à l'EP de Km6 - 02 salles de classe à l'EM de MBIMBE - 01 salle de classe à l'école primaire catholique de PITTI-DIBAMBA - 01 école maternelle à PITTI-DIBAMBA				200 000 000	Moyens disponibles
				22 500 000	Implication de l'Eglise Catholique	
	2. Construction de : 01 bloc administratif dans les EP de : SONGUELAND, 11km, V2 SOCAPALM, MBANDA SOCAPALM, Km6, pour l'EM de V3 MBONGO, CIE DOUALA, pour l'EM du V5 SOCAPALM, pour l'EM de MBIMBE, pour l'école catholique de Pitti DIBAMBA				200 000 000	Moyens disponibles
	3. Réhabilitation de : - 03 salles de classe à l'EP de 11km - 04 salles de classe à l'EP de 4x4 - 03 salles de classe à l'EP de KOUNGUE - 12 salles de classe à l'EP de Km 3 - 04 salles de classe à l'EP de Km 8 - 06 salles de classe à l'EP francophone de V5 SOCAPALM - 02 salles de classe à l'EM de V5 - 05 à l'EM de MBIMBE - 05 salles de classe à l'école primaire catholique de Pitti DIBAMBA - 01 salle de classe à l'EM de PITTI DIBAMBA				269 500 000	Moyens disponibles
4. Construction de : - 01 logement pour le directeur de l'EP de V3 MBONGO, - Des logements pour les enseignants à MBANDA, CIE DOUALA				275 000 000	Moyens disponibles	

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	5. Construction et équipement des bibliothèques à : - L'EP de 11km - L'EP de SONGUELAND - L'EP de V2 SOCAPALM - L'EP de Km3 - L'EP de MBANDA - L'EP de CIE DOUALA - L'EM de MBIMBE - L'EP de V5 SOCAPALM - L'EP de HOLLAND - L'EP de BEACH				320 000 000	Moyens disponibles
	6. Création d'une mini-librairie à V5 SOCAPALM				10 000 000	Moyens disponibles
A2	1. Demande d'affectation du personnel enseignant dans les écoles ci-dessous : - 03 à l'EP de 11km - 06 à l'EP de SONGUELAND - 03 pour la section francophone de l'EP de V3 MBONGO - 02 pour la section anglophone de l'EP de V3 MBONGO - 02 à l'EM de V3 MBONGO - 04 à l'EP de CIE DOUALA - 02 à l'EP de V5 SOCAPALM - 04 à l'EP de KOUNGUE SOMSE - 03 à l'EP de Km 6 - 04 à l'EP de HOLLAND - 02 à l'EM de PITTI DIBAMBA - 04 à l'EP de BEACH				50 000	Personnel enseignants disponibles
	1. Dotation des écoles en matériels de bureau :					Moyens disponibles
A3	01 ordinateur, 01 imprimante, 01 photocopieuse (11km, SONGUELAND, MBANDA, KOUNGUE, CIE DOUALA, V5 SOCAPALM, HOLLAND et BEACH)				10 000 000	
	02 ordinateurs à l'EP de V3 MBONGO 01 ordinateur à l'EM de V3 MBONGO				3 000 000	
	2. Dotation des écoles en mobilier de bureau : 11 bureaux pour enseignants pour l'EP de V3 MBONGO				2 750 000	Moyens disponibles

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A3	3. Dotation en :					
	Lit de repos pour les enfants (01) à l'EM de V3 MBONGO				50 000	
	Armoires de rangement (01) à : l'EM de V3 MBONGO, EP anglophone du V5 SOCAPALM, EM du V5 SOCAPALM, EM de MBIMBE				450 000	
	Boîte à pharmacie (01) à l'école primaire de KM11				100 000	
	4. Dotation des écoles en matériels et manuels didactiques suffisants :					
	- 12 manuels d'informatique pour l'EP de V3 MBONGO,					
	- 10 paquets de gouache, 05 boites de craie et 02 rames de papiers pour l'EM de V3 MBONGO et de V2 SOCAPALM					
	- 03 jeux éducatifs pour enfants à l'école maternelle de MBIMBE				120 000	Forte volonté politique dans le domaine Moyens disponibles
	5. Dotation des écoles existantes en tables bancs :					
	- 40 à l'EP de 11km,					
	- 120 à l'EP de V3 MBONGO,					
	- 10 tablettes et 40 chaises pour l'EM de V3 MBONGO,					
	- 60 pour l'EP de V2 SOCAPALM,					
	- 38 à l'EP de MBANDA,					
	- 50 à KOUNGUE,					
	- 53 à l'EP de Cie douala,					
	- 86 à l'EP francophone de V5 SOCAPALM,					
	- 109 à l'EP anglophone de V5 SOCAPALM					
	- 29 à l'EM de V5 SOCAPALM,					
	- 66 à l'EP de 4x4					
	- 150 à l'EP de l'IRAD					
	- 45 à l'EM de MBIMBE					
	- 30 à l'EP de HOLLAND					
	- 30 à l'EP de BEACH				26 580 000	

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A3	6. Augmentation du paquet minimum des écoles: - Ecole primaire de KM 6 - Ecole publique de MBONGO V3 - Ecole primaire du V2 SOCAPALM - Ecole maternelle du V5 SOCAPALM - Ecole primaire anglophone du V5 SOCAPALM - Ecole primaire de PITTI-DIBAMBA - Ecole primaire de Km 11 - Ecole primaire de Km3 - Ecoles de 4x4				9 000 000	Moyens disponibles
	7. Construction de : - 01 bloc de 02 latrines dans les EP de SONGUELAND, de 11km, à l'EM de V3 MBONGO, MBANDA, KOUNGUE, 4x4, dans les écoles de Pitti DIBAMBA et EP de HOLLAND - 04 latrines à : l'EP francophone du V5 SOCAPALM, l'EP de Km 8				31 500 000	Moyens disponibles
A4	Création d'une cantine scolaire à : l'école primaire du V2 SOCAPALM, l'école primaire de KM 8 et KM 6				24 000 000	Moyens disponibles
A5	Aménagement des aires de jeux dans les EP de SONGUELAND, CIE DOUALA, V5 SOCAPALM (01 terrain de football à l'école francophone)				1 500 000	Implication de la Mairie de Dizangue Moyens disponibles
A6	Construction d'une clôture dans les EP de la commune				110 000 000	Moyens disponibles
A7	Construction d'une inspection de l'éducation de base à Beach				30 000 000	Moyens disponibles
Total					1 722 100 000	

Cadre logique du secteur Affaires sociales

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Promouvoir l'épanouissement des personnes vulnérables dans la commune de Dizangue.			
Objectifs spécifiques	1. Prendre efficacement en charge 60% des personnes vulnérables d'ici 2013	60% des personnes vulnérables prise en charge d'ici 2013	Enquête auprès des populations	Fort implication du sectoriel
	2. Faciliter l'octroi des cartes nationales d'invalidité à 60% des handicapés de Km8 et de KOUNGUE d'ici 2013	60% de personnes invalides disposent des cartes nationales d'invalidité d'ici 2013	Enquête auprès des personnes handicapées	Fort implication du sectoriel
	3. Créer et construire 01 école pour déficients auditifs et visuels à Beach d'ici 2016	Au moins 01 école construite d'ici 2016	Enquête auprès des populations Photos Rapport de la mairie et de DDAS	Volonté politique
	4. Faciliter l'accès physique de 90% des élèves handicapés aux écoles d'ici 2014	Rampes d'accès construites dans les écoles d'ici 2014	Enquêtes auprès des handicapés Enquêtes auprès des handicapés	Volonté politique
Résultats	1. Personnes vulnérables prises en charge d'ici 2013	60% des personnes vulnérables informer des procédures de prise en charge d'ici 2013	Rapport d'activité de la DDAS Enquête auprès des populations vulnérables	Volonté du sectoriel
	2. Accès aux cartes nationales d'invalidité facilité pour les handicapés d'ici 2013	60% des personnes handicapées disposent de leur carte d'invalidité	Enquête auprès des handicapés	Volonté du sectoriel
	3. Ecole pour déficients auditifs et visuels construite d'ici 2016	Une école pour déficients auditifs et visuels construite d'ici 2016	Enquête auprès des populations	Volonté politique
	4. Accès physique des handicapés aux écoles facilité d'ici 2014	Rampes d'accès construites d'ici 2014	Enquêtes auprès des handicapés Photos Visites de terrain	Volonté politique

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	1. Création d'un (01) centre des affaires sociales dans la commune de DIZANGUE				30 000 000	Moyens disponibles Volonté politique
	2. Encadrement des personnes vulnérables des villages : KOUNGUE SOMSE, usine SOCAPALM, LINDEMA (08 personnes), MBIMBE (06 personnes), MBAMBOU V2 (04 personnes), CIE-DOUALA (22 personnes), V5 SOCAPALM (20 personnes), 4x4 (05 personnes), Km 8 (05 personnes), KOUNGUE Lac OSSA (04 personnes), Km 11 (environ 10 Veuves)				5 000 000	Besoins en encadrement identifié
	3. Extension des activités DDMINAS/SM dans la Commune de Dizangue				Budget de fonctionnement	Moyens disponibles
	4. Sensibilisation des populations à la solidarité nationale				500 000	Disponibilité de la population
A2	Aide aux handicapés pour l'obtention les cartes nationales d'invalidité dans les villages : LINDEMA (08 personnes), MBIMBE (06 personnes), MBAMBOU V2 (04 personnes), CIE-DOUALA (22 personnes), V5 SOCAPALM (20 personnes), 4x4 (05 personnes), KM 8 (05 personnes), KOUNGUE lac OSSA (04 personnes) et aveugles				500 000	Moyens disponibles
A3	Création d'une (01) école de sourd-muet dans la commune de Dizangue				40 000 000	Volonté politique
A4	Construction d'une (01) rampe d'accès pour handicapés dans toutes les écoles de la Commune de Dizangue				/	Moyens disponibles
Total					76 000 000	

Cadre logique du secteur Forêt et faune

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Renforcer de la protection de la forêt et de la faune dans la commune de Dizangue.			
Objectifs spécifiques	1. Reboiser, repeupler et lutter contre la jacinthe d'eau dans le lac OSSA, arrondissement de DIZANGUE d'ici 2015	-03 équipes mises en place pour la lutte contre la jacinthe d'eau, pour le reboisement des zones dégradées et pour le repeuplement des espèces du lac OSSA dans la commune de DIZANGUE d'ici 2015.	Journal des activités de la Mairie Rapports fréquents des équipes mises en place	Participation des populations locales Intervention du sectoriel du MINEFOF Accompagnement de la Mairie
	2. Sécuriser et réglementer l'exploitation des ressources naturelles dans la commune de DIZANGUE d'ici 2016	01 cadre de concertation pour réglementer l'exploitation des ressources naturelles dans chacun des villages : DIKOLA, KOUNGUE-SOMSE, PONGO PITTI, MBONGO VILLAGE, MBIMBE et le lac OSSA mis en place dans la commune de DIZANGUE en 2016. Le comité de vigilance de la commune de DIZANGUE est sollicité jusqu'en 2016 01 comité de vigilance légalisé au village MBIMBE dans la commune de DIZANGUE d'ici 2016	Journal des activités de la délégation départementale du MINEFOF Journal des activités de la Mairie Chefferies de 3 ^{ème} Degré Journal des activités de la Sous-préfecture Procès verbaux des réunions de constitution des cadres de concertation	Participation des populations locales Intervention du sectoriel du MINEFOF Accompagnement de la Mairie Accord tripartite entre les chefs des villages, la Mairie et la Sous-préfecture
	3. Promouvoir la création de la forêt communautaire dans la commune de Dizangue d'ici fin 2016	Forêt communautaire disponible	Facture d'achat des plants Décret de classement	Disponibilité du sectoriel
Résultats	1. Jacinthe d'eau combattue, zones dégradées reboisées, population repeuplée et espèces en voie de disparition mieux protégées dans le lac OSSA, arrondissement de Dizangue en 2015	Un lac désormais site touristique de qualité, zone écologique protégée et favorable à l'activité piscicole en fin 2015.	Procès verbaux des campagnes de sensibilisation Journal d'activité du MINFOF	Intervention du sectoriel du MINEP Accompagnement de la Mairie

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Résultats	2. 06 cadres de concertation mis en place pour réglementer l'exploitation des ressources naturelles et 04 comités de vigilance opérationnels dans la commune de Dizangue en 2016	01 cadre de concertation mis en place dans chacun des villages DIKOLA, KOUNGUE-SOMSE, PONGO PITTI, MBONGO VILLAGE et MBIMBE, ainsi que pour le lac OSSA dans la commune de DIZANGUE au Cameroun en 2016. 01 comité de vigilance existe et est déjà fonctionnel dans la commune de Dizangue.			Journal d'activités du MINFOF et de la Mairie Chefferies de 3 ^{ème} degré Procès verbaux des réunions de constitution des comités de concertation et des descentes du comité de vigilance de la Mairie de DIZANGUE	Participation des populations locales Intervention du sectoriel du MINFOF de l'observatoire du lac OSSA.
	3. Populations sensibilisées à la création des forêts communautaires dans la commune d'ici 2013	100% des populations locales sensibilisées à la création des forêts communautaires dans la commune de Dizangue d'ici 2013			Enquête auprès des populations	Disponibilité de la DDMINFOF/SM
Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	1. Lutte contre la jacinthe d'eau dans le lac OSSA.				60 000 000	Appui du MINFOF Accompagnement de la Mairie
	2. Reboisement des zones dégradées du lac OSSA				40 000 000	Volonté des populations
	3. Repeuplement du lac OSSA en poissons pour le développement de la pêche				75 000 000	Volonté politique
A2	1. Construction d'un débarcadère à MEVIA et à Beach				30 000 000	Accompagnement de la Mairie
	2. Réglementation de l'exploitation des ressources naturelles à DIKOLA KOUNGUE-SOMSE, PONGO PITTI, MBONGO VILLAGE, MBIMBE et dans le lac OSSA,				500 000	Volonté du chef du village et des populations
A3	Campagnes de sensibilisation des populations à la création des forêts communautaires				1 000 000	Fonds disponibles
Total					206 500 000	

Cadre logique du secteur Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Promouvoir les PME et l'artisanat local dans les villages de la commune de Dizangue.			
Objectifs spécifiques	1. Identifier les artisans de la commune	50% des artisans identifiés	Liste des artisans	Implication de la Mairie
	2. Adresser 03 demandes en matériel, équipement, formation et intervention des populations de l'arrondissement de DIZANGUE aux sectoriels départementaux ou régionaux d'ici fin 2013.	Au moins 03 demandes en matériel, équipement, formation et intervention adressées à 03 sectoriels départementaux régionaux au profit des populations de l'arrondissement de DIZANGUE d'ici fin 2013.	Copie des demandes adressées	Volonté des populations Disponibilité de la mairie
	3. Regrouper les artisans de l'arrondissement de DIZANGUE en Groupe d'Intérêt Commun d'ici fin 2012.	Au moins 05 GIC d'artisans créés dans l'arrondissement de DIZANGUE en fin 2012.	Rapport de suivi des GIC	Volonté de regroupement des artisans
	4. Créer au moins sept (07) activités génératrices de revenus de l'artisanat dans l'arrondissement de DIZANGUE d'ici fin 2014.	Au moins 07 activités génératrices de revenus implantées et financées en fin 2014.	Rapports d'activité des AGRs créées	Niveau de la capacité entrepreneuriale des artisans
	5. Former et sensibiliser par l'organisation de deux (02) séminaires, les populations des villages de l'arrondissement de DIZANGUE aux méthodes, techniques modernes de production et de distribution dans le domaine de l'artisanat d'ici fin 2013.	Populations des villages de l'arrondissement de DIZANGUE formées et sensibilisées aux métiers de l'artisanat à l'issue de 02 séminaires de formation et de sensibilisation organisés d'ici fin 2013.	Enquête auprès des populations Programme de formation Rapport de la formation	Disponibilité des formateurs MINPMEESA Degré de sensibilisation des populations
	6. Mettre en place une plate forme réunissant le MINPMEESA, la Mairie de DIZANGUE, les artisans, les promoteurs de GIC et des PME d'ici fin 2013	01 plate forme mise en place d'ici fin 2013	Enquêtes auprès des parties prenantes Procès verbaux des séances de travail Rapport de la mairie et du MINPMEESA	Degré de sensibilisation des populations
	7. Créer un bureau communal des PME, de l'Economie social et de l'Artisanat et y affecter un agent communal à la Commune de DIZANGUE d'ici fin 2012.	Bureau communal créé et 01 agent affecté d'ici fin 2012.	Note au maire de la commune de DIZANGUE	Enregistrement des artisans

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Résultats	1. Les artisans de la commune identifiés d'ici 2013	50 % des artisans de la commune identifiés d'ici fin 2013	Liste des artisans	Implication de la Mairie
	2. 04 demandes en vue : - d'obtenir du matériel et équipement ; - de participer à de séances de formation ; - avoir des terrains et des terres - rédigées et adressées aux administrations au profit des villages de l'arrondissement de DIZANGUE en fin 2013.	01 demande de matériel et équipement adressée à la DDPMEESA d'Edéa au profit des villages V5, IRAD, PITTI DIBAMBA et MBAMBOU V1, 01 demande adressée à la DDPMEESA pour la formation des prestataires de PME au profit des villages V MBONGO village et KM11, et 01 adressée au FNE pour la formation de 05 personnes en mécanique auto à MBANDA	Accusés de réception ou décharges des dites demandes	Niveau d'accompagnement de la mairie Volonté des populations demanderesse
	3. Un GIC de menuisier créé à IRAD en fin 2012.	Artisans menuisiers de l'IRAD regroupés au sein d'un GIC en 2012.	Statuts et règlement intérieur du GIC	Accompagnement de la Mairie Implication du COOP/GIC/LT
	4. 07 activités génératrices de revenu créées dans les villages PONGO PITTI, NDIGLE, KM6, KM3, USINE SOCAPALM, BEACH, HOLLAND dans l'arrondissement de DIZANGUE en fin 2014.	Une pirogue d'une capacité de 20 tonnes octroyée au GIC des creuseurs de sable de PONGO PITTI et 06 AGRs financées à concurrence de 5.000.000 à NDIGLE, KM6, KM3, USINE SOCAPALM, BEACH, HOLLAND en 2014.		
	5. Deux (02) sessions de renforcement des capacités dont : - 01 séminaire de formation de 20 jeunes aux méthodes, techniques modernes de production et de distribution et - 01 séminaire de sensibilisation de 50 personnes à la promotion de l'artisanat - organisés dans les villages de l'arrondissement de Dizangue en fin 2013	50 habitants de KOUNGUE-SOMSE et de 4 x 4 sensibilisés à la promotion de l'artisanat et au moins 20 jeunes des villages LINDEMA, SONGUELAND et MEVIA formés aux méthodes, techniques modernes de production et de distribution en 2013		
	6. Une (01) plate forme constituée du MINPMEESA, de la mairie de Dizangue, des artisans des promoteurs de GIC et des PME est mise en place d'ici fin 2013	03 vanniers, 02 fabricants de mortiers, 02 menuisiers, les couturiers, les promoteurs de cafétérias sont partie prenante dans cette plate forme		

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Résultats	7. 01 bureau communal des PMEESA est créé à la commune de DIZANGUE et 01 agent communal y est affecté d'ici fin 2012.	01 agent communal nommé et au moins 07 artisans sont enregistrés au bureau communal des PMEESA de la commune de DIZANGUE d'ici fin 2012.				
Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	Identification des artisans de la commune				2 500 000	Implication des artisans
A2	1. Demande de matériel et équipement auprès de la délégation départementale des PME pour les artisans de V5, IRAD, PITTI DIBAMBA et MBAMBOU V1				10 000	Demande des artisans et des populations Accompagnement de la Mairie
	2. Demande de séances de formation des prestataires de PME auprès de la délégation départementale des PME pour les populations de MBONGO VILLAGE, KM11				10 000	
	3. Demande d'intervention de la Mairie pour l'octroi d'espace par SOCAPALM à V3 SOCAPALM				10 000	
	4. Demande auprès du FNE pour la formation de 05 personnes de MBANDA en mécanique automobile				10 000	
A3	Organisation des menuisiers d'IRAD en GIC				100 000	Volonté des artisans et des populations
A4	1. Création des AGR à NDIGLE, KM6, KM3, USINE SOCAPALM, BEACH, HOLLAND				30 000 000	Disponibilité des artisans et des populations
	2. Octroi d'une pirogue d'une capacité de 20 tonnes au GIC de creuseur de sable de PONGO PITTI				500 000	Implication du MINPMEESA

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A5	1. Sensibilisation de la population de KOUNGUE SOMSE, 4X4 à la promotion des activités artisanales				4 000 000	Disponibilité des artisans et des populations
	2. Formation de 20 jeunes de LINDEMA aux métiers de mécaniciens, menuisiers, maçons				10 000 000	Implication du DDPMEESA
	3. Organisation d'un séminaire de formation en artisanat pour les populations de SONGUELAND et de MEVIA				4 000 000	
A6	Organisation de la plate forme constituée du MINPMEESA, de la Mairie de DIZANGUE, des artisans, des promoteurs de GIC et des PME				2 000 000	Liste géo référencée des PME et artisans de la commune disponible Disponibilité des artisans
A7	Création d'un bureau communal des PMEESA et affectation d'un agent communal à la Commune de DIZANGUE				/	Volonté politique
Total					53 140 000	

Cadre logique du secteur Transports

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer les conditions de transports de vivres et des populations de la Commune de Dizangue.			
Objectifs spécifiques	1. Plaidoyer auprès du MINTRANSPORT pour le respect et l'harmonisation des coûts de transport dans l'arrondissement de Dizangue d'ici fin 2012.	Coûts des transports respectés dans l'arrondissement de DIZANGUE au Cameroun d'ici fin 2012	Archives de la délégation du MINTRANSPORT Procès verbaux des réunions de concertation disponibles auprès de la mairie	Disponibilité de la mairie Disponibilité des transporteurs Implication des usagers
	2. Aménager un (01) point d'embarquement et de débarquement adaptés aux populations et usagers de l'arrondissement de Dizangue d'ici fin 2013.	Au moins deux (02) espaces aménagés pour un embarquement et un débarquement adéquat des usagers à V5 et au km 3 dans l'arrondissement de Dizangue en 2013.	Copie du plaidoyer de la mairie Enquêtes auprès de voyageurs Enquête auprès des transporteurs	Sources de financement acquises Disponibilité de la mairie
	3. Favoriser la création et l'ouverture d'une auto école dans la commune d'ici fin 2013	Une (01) auto école est créée et fonctionnelle d'ici 2013	Visite de la structure Enquêtes auprès de la population	Volonté de la mairie
Résultats	1. Le déplacement des populations et des marchandises est facilité dans l'arrondissement de Dizangue en 2012.	Tous les transporteurs de l'IRAD et de km 11 sont sensibilisés au respect des tarifs et 4 pirogues équipées de moteur hors bord de 75 chevaux sont acquises pour relier les îles de la terre ferme dans l'arrondissement de DIZANGUE au Cameroun d'ici Décembre 2012.	Enquêtes auprès des transporteurs Enquêtes auprès des commerçants Enquêtes auprès des usagers	Implication du MINCOMMERCE Disponibilité de la Mairie à accompagner le processus
	2. Un cadre d'embarquement et de débarquement adapté est disponible aux populations et usagers de l'arrondissement de Dizangue en 2013.	Un espace pour la construction d'une aire de stationnement disponible à V5 et une gare routière construite dans l'arrondissement de Dizangue en fin 2013.	Rapport de la mairie. Enquêtes auprès des usagers et transporteurs Rapport des chefferies	Implication de la Mairie Implication du MINTRANSPORT

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Résultats	3. Une auto école est créée dans la commune d'ici fin 2013	Les conducteurs présents dans la commune disposent d'un permis de conduire			Rapport de l'auto école	Investisseurs disponibles
Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	Demande auprès du Maire de DIZANGUE pour la sensibilisation des transporteurs dans le but de faciliter le déplacement des populations de l'IRAD, KM 11				10 000	Implication des transporteurs Implication du MINTRANSPORT
A2	Plaidoyer auprès de la SOCAPALM pour l'octroi d'un espace nécessaire pour la création d'une aire de stationnement au V5				10 000	Implication de la mairie Disponibilité de la SOCAPALM
	Création d'01 gare routière dans la commune (à BEACH)				25 000 000	Implication de la Mairie Participation du MINTRANSPORT
A3	Création d'une auto école communale				20 000 000	Investisseurs disponibles Volonté des conducteurs de se doter de permis de conduire
Total					45 020 000	

Cadre logique du secteur Industries, mines et développement technologique

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Promouvoir l'industrie, la recherche minière et le développement des technologies dans les villages de la commune de Dizangue.					
Objectifs spécifiques	1. Financer un (01) projet municipal dans le domaine de l'exploitation industrielle des carrières de sable d'ici fin 2015.	Un (01) projet municipal dans le domaine de l'exploitation industrielle des carrières de sable est financé à la commune de Dizangue d'ici décembre 2015.			Virement ou chèque bancaire de la source de financement	Source de financement acquise
	2. Aménager un (01) site minier de l'arrondissement de Dizangue d'ici fin 2014.	Au moins un (01) site minier à MBONGO aménagé dans l'arrondissement de Dizangue en 2014.			Procès verbaux de financement de la mairie Archives du MINIMINDT	Populations sensibilisées Implication du MINIMINDT
Résultats	1. Un projet municipal d'exploitation industrielle de carrière de sable au profit de la commune de Dizangue est financé en 2015.	Une (01) dragueuse de sable et 02 camions benne sont achetés pour un projet municipal par la mairie dans la Commune de Dizangue en 2015.			Facture d'achat de la dragueuse et des camions	Financement suffisant pour le projet
	2. Un site d'exploitation de carrières de sable est aménagé dans l'arrondissement de Dizangue en 2014.	Le site d'exploitation de carrières de sable au bord de la rivière MBONGO à MBONGO village est aménagé en 2014.			Visite du site Rapport de la Mairie Témoignages des exploitants	Implication du MINIMINDT Implication de la Mairie
Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	Création et aménagement d'une carrière municipale pour exploitation industrielle de sable sur les rives de la Sanaga.				650 000 000	Implication du MINEPAT, du FNE et du FEICOM
A2	Aménagement de la carrière de sable (au bord de la rivière MBONGO) de MBONGO VILLAGE, PONGO PITTI et SONGUELAND				10 000 000	Implication du MINIMINDT
Total					660 000 000	

Cadre logique du secteur Travail et sécurité sociale

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Amélioration des conditions de travail des employés dans les entreprises locales (SOCAPALM MBONGO, SAFACAM et IRAD) dans Commune de Dizangue.			
Objectifs spécifiques	<p>1. Amener les entreprises locales (SOCAPALM, SAFACAM et IRAD) à considérer les doléances de leurs employés dans la commune de Dizangue d'ici 2017.</p>	<p>01 plaidoyer initié auprès de la SOCAPALM, SAFACAM et IRAD pour l'octroi du matériel de sécurité aux employés des villages : MBAMBOU V2, CIE-DOUALA, 4x4, V5 SOCAPALM MBONGO VILLAGE, KM 11 dans la commune de DIZANGUE d'ici 2017</p> <p>01 plaidoyer initié auprès de l'IRAD pour l'augmentation du salaire de base des employés du village IRAD dans la commune de DIZANGUE d'ici 2017</p> <p>01 Plaidoyer initié auprès de la SAFACAM pour l'augmentation du salaire de base des employés des villages 4x4, KM8, CIE-DOUALA, BEACH, KM3, KM6 dans la commune de Dizangue au Cameroun d'ici 2017</p>	<p>Services courriers des entreprises locales</p> <p>Journal des activités de la SOCAPALM, de la SAFACAM et de l'IRAD</p> <p>Journal des activités de la délégation départemental du travail et de la sécurité sociale</p> <p>Journal des activités de la CNPS</p> <p>Copies des plaidoyers et demande disponibles à la Mairie, de la sous-préfecture et des chefferies concernées,</p> <p>Décharges des plaidoyers et de la demande</p>	<p>Intervention de la Mairie, du Ministère du travail et de la sécurité sociale, de la préfecture de la Sanaga Maritime et la Mairie de Dizangue</p>
	<p>2. Faciliter le transport des employés et du matériel de travail des employés dans la commune de Dizangue d'ici 2014.</p>	<p>01 car et 01 camion octroyés aux employés de MBAMBOU V2 respectivement pour le transport des employés et du matériel de travail dans la commune de DIZANGUE d'ici 2014</p>	<p>Factures d'achat du car et du camion</p> <p>Enquête auprès des employés de l'IRAD résident à MBAMBOU V2</p>	<p>Volonté de l'employeur</p> <p>Appui de la Mairie et des autorités locales</p>

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectifs spécifiques	3. Assurer la sécurité sociale des travailleurs dans la commune de Dizangue d'ici 2014	- 01 demande initiée auprès de la SAFACAM pour l'affiliation des travailleurs non encore affiliés à la CNPS des villages CIE-DOUALA et KM 8 d'ici 2014	Enquêtes auprès des travailleurs Bordereaux d'affiliation à la CNPS	Volonté de l'employeur Appui de la Mairie, des autorités locales et du centre de prévoyance sociale de la Sanaga Maritime
	4. Assurer des emplois locaux permanents aux populations de la commune de Dizangue d'ici 2017	Au moins 50 emplois créés dans la commune de Dizangue au Cameroun d'ici 2017	Journal d'activités de la Mairie	Appui des partenaires financiers
Résultats	1. Doléances des employés des sociétés en place présentées à ces dernières et acceptées par celles-ci d'ici 2017.	-SOCAPALM MBONGO, SAFACAM et IRAD favorables au plaidoyer pour l'octroi du matériel de sécurité aux employés des villages : MBAMBOU V2, CIE-DOUALA, 4x4, V5 SOCAPALM, MBONGO VILLAGE et KM 11 dans la commune de DIZANGUE en 2017 - SAFACAM et IRAD favorables au plaidoyer pour l'augmentation des salaires de base des employés des villages : village IRAD, 4x4, KM8, CIE-DOUALA, BEACH, KM3, KM6 dans la commune de DIZANGUE au Cameroun en 2017.	Enquête auprès des employés	Volonté de l'employeur
	2. Transport des employés et du matériel de travail des employés facilité dans la commune de DIZANGUE en 2014	01 car et 01 camion disponibles pour le transport des employés et du matériel de travail à MBAMBOU V2 d'ici 2014.	Enquêtes auprès des employés Observation	Volonté de l'employeur
	3. Sécurité sociale des travailleurs assurée dans la commune de Dizangue en 2014	SAFACAM favorable à la demande initiée pour l'affiliation des travailleurs des villages CIE DOUALA et KM8 non encore affiliés à la CNPS dans la commune de DIZANGUE en 2014	Enquêtes auprès des employés	Volonté de l'employeur Intervention du centre de proyance sociale d'Edéa
	4. Emplois locaux permanents assurés aux populations de la commune de Dizangue en 2017	50 emplois créés et disponibles dans la commune de DIZANGUE au Cameroun en 2017.	Journal d'activités de la Mairie	Appui des partenaires au développement

Activités		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
A1	1. Plaidoyer auprès des entreprises locales pour l'octroi du matériel de sécurité aux employés des villages : MBAMBOU V2, CIE-DOUALA, 4x4, V5 SOCAPALM MBONGO VILLAGE, KM 11				20 000	Appui de la Mairie de DIZANGUE, de la sous-préfecture et de la préfecture de la Sanaga Maritime Appui du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
	2. Plaidoyer auprès de l'IRAD pour l'augmentation du salaire de base des employés du village IRAD				1 000 000	Accompagnement de l'initiative par la Mairie, la sous-préfecture et la préfecture de la Sanaga Maritime
	3. Plaidoyer auprès de la SAFACAM pour l'augmentation du salaire de base des employés des villages 4x4, KM8, CIE-DOUALA, BEACH, KM3, KM6				1 000 000	Accompagnement de l'initiative par la Mairie, la sous-préfecture et la préfecture de la Sanaga Maritime
A2	Demande de l'octroi d'un(01) car de transport pour employés et 01 camion pour le transport du matériel de travail à MBAMBOU V2				15000	Accord de l'employeur Implication soutenue des autorités de la commune
A3	Demande auprès de la SAFACAM pour l'affiliation du reste des travailleurs non encore affiliés à la CNPS des villages CIE-DOUALA, KM 8				15 000	Accompagnement de l'initiative par la Mairie, la sous-préfecture et la préfecture et le Centre social de la Sanaga Maritime
A4	Création des emplois locaux dans la commune de Dizangue				200 000 000	Appui de la Mairie Apports des partenaires
Total					202 050 000	

Cadre logique du secteur Enseignement supérieur

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer l'accès à l'enseignement supérieur aux jeunes diplômés de l'arrondissement de Dizangue .					
Objectif spécifique	Encadrer et orienter 100 nouveaux bacheliers de l'arrondissement de Dizangue d'ici 2014.	Environ 100 nouveaux bacheliers de l'arrondissement de DIZANGUE mieux orientés vers des formations universitaires à partir de juillet 2014.			Enquêtes auprès des étudiants	Sources de financement acquises
Résultat	Un centre d'encadrement et d'orientation d'une capacité d'au moins 100 places est construit à la commune de DIZANGUE en 2014.	Un centre d'encadrement et d'orientation des jeunes est construit et fonctionnel à la commune de Dizangue en 2014.			Rapport du sectoriel MINESUP Enquêtes auprès des futurs étudiants.	Que les moyens mobilisés soient utilisés effectivement pour le projet
Activité		Moyens			Coûts estimatifs	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
Création et construction d'un centre d'encadrement et d'orientation d'une capacité d'au moins 100 places dans la Commune					300 000 000	Sources efficaces de financement Espace disponible
Total					300 000 000	

5.2.1 Economie locale

Situation de référence

L'économie de la Commune de Dizangue est basée sur l'exploitation de vastes plantations par les agro industrielles, sur l'extraction du sable du fleuve Sanaga par les populations, sur la pêche dans le fleuve Sanaga, l'océan Atlantique et dans les multiples lacs qui s'y trouvent, sur le petit commerce, sur l'agriculture de subsistance pratiquée derrière les maisons d'habitation par les populations et sur l'élevage.

5.2.1.1 Possibilités de création d'emplois et de richesses dans la Commune

Tableau 10 : Possibilités de création d'emplois et de richesses dans la Commune

Secteur	Potentialités/atouts	Axes stratégiques	Activités génératrices de revenus possibles	Possibilités d'emploi	Indicateurs d'impact	Observations (contraintes,...)
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de vastes bas fonds exploitables - Existence des vastes terres cultivables dans la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer un plan d'aménagement des bas fonds - Octroi de terres aux populations pour pratiquer l'agriculture - Création des exploitations communale 	<ul style="list-style-type: none"> - Pratique des cultures de contre saison - Mise en valeur de 20 ha de palmeraies et de 20 ha de cultures vivrières - Création d'une palmeraie communale 	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'une palmeraie communale - Recrutement des jeunes pour travailler dans ces exploitations 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des revenus des populations et de l'institution communale - Réduction du chômage des jeunes - Disponibilité et accessibilité aux produits maraîchers en toutes saisons 	<ul style="list-style-type: none"> - Inondations - Problèmes fonciers
Tourisme	Présence des lacs, du fleuve Sanaga et des îles présentant un fort potentiel valorisable en termes de tourisme et d'épanouissement des populations de la Commune	Aménager un site touristique sur les berges du lac OSSA, du fleuve Sanaga et au niveau des îles NDIGLE et LINDEMA	Construction des espaces de loisir sur ces sites (hôtels, bars, restaurants, centre artisanal, etc.)	Recrutement des serveurs (euse) s, des gérants, des vendeurs, de maîtres nageurs etc.	<ul style="list-style-type: none"> - Secteur touristique en plein essor - Epanouissement des populations - Nouveaux investissements dans la Commune 	
Education de base	Présence de nombreuses écoles publiques dans l'espace géographique de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> - Recruter le personnel d'appoint dans les écoles publiques - Réfectionner les écoles vétustes 		<ul style="list-style-type: none"> - Recrutement des veilleurs de nuit - Recrutement des agents d'entretiens 	<ul style="list-style-type: none"> - Epanouissement des populations - Qualité des infrastructures 	Insuffisance de moyens financiers de la Commune

Secteur	Potentialités/atouts	Axes stratégiques	Activités génératrices de revenus possibles	Possibilités d'emploi	Indicateurs d'impact	Observations (contraintes,...)
Culture	Présence d'un fort potentiel culturelle dans la Commune	Développer les activités culturelles dans la Commune	Instituer le festival culturel annuel des cantons NDONGA et YAKALAK et permettra aux touristes de visiter la ville, les sites touristiques et d'acheter des objets de souvenir	<ul style="list-style-type: none"> - Développement du secteur de transport par les motos taxis pour le transport des visiteurs - Le festival culturel devra favoriser l'installation des artisans 	Epanouissement des populations	
Mine et développement technologique	Présence du sable très prisé dans le fleuve Sanaga	Développer une extraction industrielle du sable dans la Commune	Achat d'une suceuse à sable, des camions pour le transport du sable, aménagement des sites de stockage	Recrutement des jeunes dans cette carrière municipale	Epanouissement des populations et de l'Institution communale	

Source : Diagnostics participatifs réalisés dans l'espace géographique en vue de l'élaboration du PCD de la Commune de Dizangue.

Recommandations

La Commune de Dizangue devra tenir compte des potentialités dont elle regorge pour la mise en place de la stratégie pour le développement de l'économie locale. Elle devra également solliciter l'appui des partenaires dans le cadre de la Coopération Décentralisée pour les aménagements et les constructions à réaliser dans la Commune.

5.3 Coût estimatif du PCD

Tableau 11 : Coût estimatifs du PCD

Désignation	Coût estimatif (FCFA)	Source de provenance
Institution communale	484 250 000	Budget Communal - Autres partenaires - Ressources transférées
Secteur Administration Territoriale et Décentralisation	642 035 267	BIP, MINAT
Secteur Affaires sociales	76 000 000	BIP, MINAS
Secteur Agriculture et Développement Rural	140 200 000	BIP, MINADER
Secteur Commerce	150 000 000	BIP, MINCOMMERCE
Secteur Culture	75 000 000	BIP, MINCULT
Secteur Domaine et Affaires Foncières	4 000 000	BIP, MINDAF
Secteur Développement Urbain et Habitat	301 600 000	BIP, MINDUH
Secteur Eau et Energie	564 250 000	BIP, MINEE
Secteur Education de Base	1 722 100 000	BIP, MINEBASE
Secteur Elevage Pêche et Industries Animales	175 050 000	BIP, MINEPIA
Secteur Emploi et Formation Professionnelle	60 050 000	BIP, MINFOP
Secteur Enseignement Secondaire	824 090 000	BIP, MINESEC
Secteur Enseignement Supérieur	300 000 000	BIP MINESUP
Secteur Environnement, Protection de la Nature et développement durable	31 000 000	BIP, MINEP
Secteur Forêts et Faune	206 500 000	BIP, MINFOF
Secteur Jeunesse	154 500 000	BIP MINJEUN
Secteur Industrie Mine et Développement Technologique	660 000 000	BIP, MINMDT
Secteur PMEESA	53 140 000	BIP, MINPMEESA
Secteur Postes et Télécommunications	80 050 000	BIP, MINPT
Secteur Promotion de la Femme et de la Famille	35 000 000	BIP, MINPROFF
Secteur Recherche Scientifique et Innovations	4 015 000	BIP, MINRESI
Secteur Santé	448 250 000	BIP, MINSANTE
Secteur Sport et Education Physique	229 630 000	BIP, MINSEP
Secteur Tourisme	935 000 000	BIP, MINTOUR
Secteur Transport	45 020 000	BIP, MINTRANSPORT
Secteur Travail et Sécurité sociale	202 050 000	BIP, MINTSS
Secteur Travaux Publics	1 161 500 000	BIP, MINT
Secteur Communication	51 500 000	BIP, MINCOM
Etudes socioenvironnementales	7 000 000	
Actions en faveur des populations vulnérables	6 050 000	
Total	10 030 830 267	

5.4 Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

Tableau 12 : Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

Unité de paysage	Problème identifié	Causes pertinentes	Conséquences	Solutions envisagées
Zone d'habitation	Difficulté d'accès à la zone d'habitat en milieu urbain	<ul style="list-style-type: none"> - Espace réduit en zone urbaine pour la construction des immeubles ou autres infrastructures - Absence du plan sommaire d'urbanisation 	-Constructions anarchiques et parfois sur des sites dangereux	<ul style="list-style-type: none"> - Viabiliser les lotissements dans la périphérie urbaine de Dizangue - Elaborer le Plan Sommaire d'urbanisation de la commune de Dizangue
Berges des lacs et fleuves	Difficulté à gérer l'espace sur les berges des lacs et des fleuves	<ul style="list-style-type: none"> - Les berges du lac OSSA sont des aires protégées et ces zones sont des falaises - La réglementation foncière en vigueur est mal connue des populations - Chevauchement entre la loi coutumière et la législation en vigueur pour ce qui concerne le foncier - Absence d'un plan d'occupation des sols 	<ul style="list-style-type: none"> - Cultures maraîchères non pratiquées dans la commune - Litiges fonciers fréquents - Conflits agriculteurs éleveurs - Occupation quelque peu désordonnée de l'espace 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer et mettre en application un plan d'occupation de sol - Sensibiliser et éduquer les populations sur le mécanisme d'immatriculation de leurs propriétés - Délimiter et matérialiser les zones d'agriculture et les zones de pâturage
Zone de forêt galerie en bordure des fleuves et des lacs	Difficulté à conserver les parcelles de forêt galerie existantes	<ul style="list-style-type: none"> - Coupe anarchique des arbres à la recherche du bois de chauffe, du bois d'œuvre et du bois pour la production du charbon de bois - Pratique récurrente du feu de brousse 	<ul style="list-style-type: none"> - Changement climatique - Longues distances à parcourir pour aller à la recherche du bois - Perturbation du calendrier agricole 	<ul style="list-style-type: none"> - Impliquer les populations dans la création des forêts communautaires dans les villages - Introduire dans les essences à planter les arbres fruitiers et les plantes médicinales - Sensibiliser les populations sur les méfaits du feu de brousse
Ressource en eau	Difficulté pour les populations à faire usage de la ressource en eau disponible à certains endroits dans leur environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Dépôt des déchets industriels et de pêche dans les lits des lacs et du fleuve Sanaga - Envahissement des lacs par la jacinthe d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> - Pollution de la source d'eau - Obstruction des lits de cours d'eau - Débordement de certains cours d'eau en saison de pluie - Développement des gîtes de moustiques dans les quartiers environnants 	<ul style="list-style-type: none"> - Drainer le lit de chacun des lacs dans le centre urbain, - Sensibiliser les agro industries et les pêcheurs à ne plus déverser les déchets industriels et de pêches dans les cours d'eaux - Détruire ou récolter la jacinthe d'eau sur les lacs
Bas fonds marécageux	Difficulté à protéger les écosystèmes dans les zones humides	Aménagement non approprié des bas fonds existant	Destruction de certains éléments de l'écosystème dans la zone marécageuse	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un plan d'aménagement des bas fonds marécageux - Planter les bambous de chine dans les bas fonds marécageux

Source : Diagnostics participatifs réalisés dans l'espace géographique en vue de l'élaboration du PCD de la Commune de Dizangue.

5.4.1 Des actions à entreprendre dans la Commune de Dizangue par rapport au Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres

- Elaborer et mettre en application le plan sommaire d'urbanisation
- Anticiper sur l'occupation de l'espace dans la périphérie urbaine avant l'installation des populations.
- Limiter et matérialiser les zones d'occupation des sols (zone des agro industries, zone d'agriculture paysanne, zone de pâturage, domaine privé de l'Etat, domaine privé de la commune, propriété privée des particuliers) pour réduire les conflits.
- Drainer le lit des cours des lacs OSSA et MOUEMBE dans la zone urbaine et engager des actions pour limiter le dépôt des déchets industriels et de pêche et d'autres sources de pollution.
- Trouver une stratégie pour lutter contre l'envahissement des lacs par la jacinthe d'eau.
- Réorganiser l'occupation de l'espace par les corps de métiers dans le centre urbain.
- Elaborer et mettre en application un plan d'aménagement des bas fonds marécageux.
- Mettre en place un système concerté de gestion durable des ressources naturelles disponibles.
- Faciliter dans les zones rurales l'accès aux infrastructures sociales de base (éducation, eau, énergie, etc.).
- Intégrer les aspects genre dans toutes les initiatives locales de développement tant en milieu rural qu'en milieu urbain.
- Faciliter l'accès aux sources de financement pour la promotion du Développement Economique locale.

6 PROGRAMMATION

6.1 Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) 2013 – 2014 – 2015

Tableau 13 : Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) 2013 – 2014 – 2015

Activité	Indicateur de résultat	Responsable et collaborateur	Période de réalisation			Ressources			Coût (FCFA)	Sources de financement
			2013	2014	2015	H	M	F		
Plaidoyer auprès de la Safacam et Socapalm pour le respect de marges terriennes dans les villages et l'octroi des terres cultivables	Marges terriennes respectées	Maire et D.G SAFACAM et SOCAPALM				X	X	X	750 000	COMMUNE
Creation d'un journal communal	Un journal produit tous les mois	Mairie et MINCOM				X	X	X	500 000	COMMUNE
Un site internet communal créé	Une boîte électronique disponible	Mairie et MINCOM				X	X	X	500 000	COMMUNE
Construction d'01 poste agricole (Mbongo)	01 poste agricole construit	Maire et DAADER				X	X	X	20 000 000	BIP
Plaidoyer auprès de la Safacam et Socapalm pour l'octroi des terres aux éleveurs (3 ha/structure)	Espace disponible	Maire et DAEPIA				X	X	X	1 000 000	COMMUNE
Création d'01 centre de formation des éleveurs	01 centre de formation des éleveurs créé	Maire et DAEPIA				X	X	X	60 000 000	BIP
Construction de 30 logements communaux à Beach, MBONGO et MBAMBOU	30 logements communaux Construits	Maire et FEICOM				X	X	X	75 000 000	FEICOM
Repeuplement du lac Ossa dans la réserve	Lac OSSA repeuplé	Maire et DAFOF				X	X	X	75 000 000	BIP
Construction d'01 poste forestier et de chasse à Beach	01 poste forestier et de chasse construit à Beach	Maire et DAFOF				X	X	X	20 000 000	BIP
Délimitation et signalisation de la réserve de faune du lac Ossa	Réserve de faune délimitée et signalée	Maire et MINEP				X	X	X	20 000 000	BIP
Formation des populations sur les techniques de fabrication et d'utilisation des foyers améliorés	Populations formées aux techniques de fabrication et d'utilisation des foyers améliorés	Maire et MINEP				X	X	X	4 000 000	BIP

Construction d'01 décharge communale (secteur Nord)	01 décharge communale construite	Maire et MINEP				X	X	X	500 000	COMMUNE
Aménagement d'01 cimetière municipal	01 cimetière municipal aménagé	Maire et DDAFF				X	X	X	15 000 000	COMMUNE
Construction d'01 CSI à Mbambou	01 CSI construit à Mbambou	Maire et Médecin chef CMA				X	X		50 000 000	BIP
Equipement du CMA de Beach	CMA de Beach équipé	Maire et Médecin chef CMA				X	X	X	20 000 000	BIP
Approvisionnement de la pharmacie du CMA de Beach	Pharmacie du CMA approvisionnée	Maire et Médecin chef CMA				X	X	X	10 000 000	BIP
Elaboration du plan sommaire d'urbanisme	01 plan sommaire d'urbanisme élaboré	Maire et DDMINDUH				X	X	X	10 000 000	BIP
Création et aménagement d'01 commissariat public de sécurité dans la commune	01 commissariat créé et aménagé	Maire et MINATD				X	X	X	45 000 000	BIP
Construction de l'hôtel de ville de Dizangue	Hôtel de ville construite	Maire et MINATD				X	X	X	199 965 267	FEICOM
Construction de 02 salles de classe au Cetic de Dizangue	02 salles de classe construites au CETIC	Maire DDMINESEC				X	X	X	18 000 000	BIP
Equipement de 02 salles de classe au Lycée de Dizangue	02 salles de classe construites au lycée	Maire DDMINESEC				X	X	X	18 000 000	BIP
Lobbying pour l'installation des antennes de télécommunication dans les villages	Antennes de télécommunication installées	Maire et DDTELECOM				X	X	X	50 000	COMMUNE
Construction d'01 bloc de 02 salles de classe au Cetic de Mbongo	01 bloc de 02 salles de classe construites au CETIC de Mbongo	Maire DDMINESEC				X	X	X	21 258 805	FEICOM
Construction d'01 bloc de 02 salles de classe au Lycée de Dizangue	01 bloc de 02 salles de classe construites au lycée de Dizangue	Maire DDMINESEC				X	X	X	21 258 805	FEICOM
Equipement des salles de classe en tables banc (Cetic et Lycée Mbongo, Cetic et Lycée Dizangue)	Salles de classe équipées en tables banc	Maire DDMINESEC				X	X	X	3 750 000	COMMUNE

Renouvellement du mobilier vétuste et du petit matériel de la Mairie	Mobilier et petit matériel de la Mairie renouvelés	Maire et exécutif communal				X	X	X	1 000 000	COMMUNE
Instauration d'une réunion mensuelle entre l'Exécutif et le personnel	Réunion instaurée	Maire et S.G				X	X	X	50 000	COMMUNE
Réalisation des travaux de finition du logement du Maire	Travaux de finition du logement du Maire réalisés	Maire et S.G				X	X	X	35 000 000	COMMUNE
Acquisition du matériel et des logiciels informatiques	Matériels et logiciel informatique acquis	Maire et S.G				X	X	X	3 000 000	COMMUNE
Renouvellement du mobilier vétuste et du petit matériel de la Commune	Mobilier et petit matériel renouvelés	Maire et exécutif communal				X	X	X	1 000 000	COMMUNE
Electrification de la zone Koungue – Mbanda	Electrification réalisée	Maire et DDMINEE et AES/SONEL				X	X	X	90 000 000	BIP
Electrification de Koungue lac Ossa	Electrification réalisée	Maire et DDMINEE et AES/SONEL				X	X	X	35 000 000	BIP
Lobbying pour la construction de 02 stations services	02 stations service construites	Maire et élites				X	X	X	50 000	COMMUNE
Electrification des écoles (Lycée de Mbongo, EPC Songueland, Km3)	Electrification réalisée	Maire et DDMINEE et AES/SONEL				X	X	X	4 000 000	COMMUNE
Construction d'01 forage équipé à Pitti-Dibamba	01 forage construit	Maire, DDMINEE et DDMINEPAT				X	X	X	8 000 000	BIP
Aménagement des berges du lac Ossa	Berges du lac OSSA aménagées	Maire, FEICOM et DDTOUR				X	X	X	50 000 000	BIP
Aménagement des sites touristiques	sites touristiques Aménagés	Maire, FEICOM et DDTOUR				X	X	X	260 000 000	COMMUNE
Célébration collective de mariage	Mariage collectif célébré	Maire et CPFF				X	X	X	6 000 000	SAFACAM SOCAPALM COMMUNE
Plaidoyer pour l'affectation du personnel dans les	Personnel affecté dans les écoles maternelles et	Maire et IAEPM				X	X	X	50 000	COMMUNE

écoles maternelles et primaires de la commune	primaires										
Plaidoyer pour l'augmentation du paquet minimum	Paquet minimum augmenté	Maire, IAEPM, DDEPM				X	X	X	50 000	COMMUNE	
Equipement des salles de classe en tables bancs à l'EP 4x4, Mbalmayo, Cie Douala, Mbongo et Irad	Salles de classe équipées en table banc	Maire, APEE et IAEPM				X	X	X	2 850 000	COMMUNE	
Construction d'01 école maternelle à V2 Socapalm	01 école maternelle construite	Maire, APEE et IAEPM				X	X	X	25 000 000	COMMUNE	
Construction de 02 salles de classe à l'EP de V3 Mbongo	02 salles de classe construites	Maire, APEE et IAEPM				X	X	X	18 000 000	BIP	
Construction de 02 salles de classe à l'EP de Mbalmayo	02 salles de classe construites	Maire, APEE et IAEPM				X	X	X	18 000 000	BIP	
Equipement de 02 salles de classe en tables bancs à l'EP Station, Irad, Pitti Dibamba	06 salles de classe équipées en tables bancs	Maire, APEE et IAEPM				X	X	X	1 800 000	BIP	
Equipement de 02 salles de classe en tables bancs à l'EP de Cie Douala	02 salles de classe équipées en tables bancs	Maire, APEE et IAEPM				X	X	X	1 800 000	BIP	
Construction d'01 bloc maternel à V3	01 bloc maternel construit	Maire, APEE et IAEPM				X	X	X	31 389 013	FEICOM	
Construction d'01 CSI à Pitti-Dibamba	01 CSI construit	Maire, District de santé d'Edéa				X	X	X	50 000 000	BIP	
Construction d'01 bloc de 02 salles de classe équipées à Cie Douala	01 bloc de 02 salles de classe construit	DDMINEPAT/SM, Maire, APEE et IAEPM				X	X	X	17 850 000	BIP	
Construction d'01 service des affaires sociales à Beach	01 service des affaires sociales construit	DDMINEPAT/SM, DDAS/SM, Maire				X	X	X	50 000 000	BIP	
Construction de 02 salles de classe au lycée de Dizangue	02 salles de classe construites	DDMINEPAT/SM, Maire, APEE et IAEPM				X	X	X	18 000 000	BIP	
Construction de 02 salles de classe au lycée de Mbongo	02 salles de classe construites	DDMINEPAT/SM, Maire, APEE et IAEPM				X	X	X	18 000 000	BIP	

Construction d'01 bloc administratif au lycée de Mbongo	01 bloc administratif construit	DDMINEPAT/SM, Maire, APEE et IAEPM				X	X	X	40 000 000	BIP
Réalisation d'01 étude sur le développement durable dans la Commune	01 étude sur le développement durable réalisée	DDMINEPAT/SM, DDMINEPDD/SM, Maire				X	X	X	50 000 000	BIP
Construction d'01 poste agricole à Ndonga	01 poste agricole construit	DDMINEPAT/SM, Maire et DAADER				X	X	X	20 000 000	BIP
Organisation des séminaires de formation	Séminaires de formation des éleveurs organisés	DDMINEPAT/SM, Maire et DAEPIA				X	X	X	4 000 000	BIP
Construction d'01 débarcadère à Pitti-Dibamba	01 débarcadère construit	DDMINEPAT/SM, Maire et DAEPIA				X	X	X	30 000 000	BIP
Création et construction d'01 gare routière dans la commune	01 gare routière construite	Maire et DDTRANSP				X	X	X	25 000 000	COMMUNE
Construction d'01 décharge communale (secteur Sud)	02 décharges communales construites	Maire et MINEP				X	X	X	500 000	COMMUNE
Aménagement des tronçons routiers : Mbanda – Mbongo – V3	Route Mbanda-Mbongo-V3 aménagée	Maire et MINTP				X	X	X	19 500 000	BIP
Mbimbe : PK 0 + 50 – PK 5 + 500 PK 0 + 50 – PK 1 + 500	Route Mbimbe aménagée	Maire et MINTP				X	X	X	15 000 000	BIP
Identification des artisans de la commune	Artisans identifiés	Maire et DDPMESA				X	X	X	2 500 000	COMMUNE
Construction d'01 CSI à Songueland	01 CSI construit à Songueland	Maire et Médecin chef CMA				X	X	X	50 000 000	BIP
Equipement de 02 salles de classe en tables bancs de Mbambou	02 salles de classe équipées en tables banc	Maire DDMINESEC				X	X	X	1 800 000	BIP
Construction d'01 foyer communautaire dans le canton Donga	01 foyer communautaire construit	Maire et DDMINCULTURE				X	X	X	30 000 000	COMMUNE
Construction d'01 foyer communautaire dans le canton Yakalak	01 foyer communautaire construit	Maire et DDMINCULTURE				X	X	X	30 000 000	COMMUNE

Elaboration d'un plan de renforcement des capacités du personnel, d'un profil de carrière et formation du personnel	01 plan de renforcement de capacité et un profil de carrière élaborés, personnel formé	Maire et S.G				X	X	X	15 000 000	COMMUNE
Elaboration d'un plan de recrutement du personnel qualifié	Plan de recrutement élaboré	Maire et S.G				X	X	X	50 000	COMMUNE
Extension de la ligne électrique Pitti-Dibamba – Ndonga	Extension ligne électrique réalisée	Maire et DDMINEE et AES/SONEL				X	X	X	90 000 000	BIP
Electrification de Dikola	Electrification réalisée	Maire et DDMINEE et AES/SONEL				X	X	X	35 000 000	BIP
Octroi d'01 plaque solaire à Ndigle	01 plaque solaire offerte à Lindema	Maire et élites				X	X	X	30 000 000	COMMUNE
Construction d'01 forage à Ndigle et Lindema	02 forages construits	Maire, DDMINEE et DDMINEPAT				X	X	X	20 000 000	COMMUNE
Création et construction d'01 école à Bikoum	01 école construite à Bikoum	Maire, APEE et IAEPM				X	X	X	25 000 000	COMMUNE
Construction d'01 école maternelle à Km 11	01 école maternelle construite à KM 11	Maire, APEE et IAEPM				X	X	X	25 000 000	COMMUNE
Construction d'01 école maternelle à Ndingle	01 école maternelle construite	Maire, APEE et IAEPM				X	X	X	25 000 000	COMMUNE
Equipement de 02 salles de classe en tables bancs à V3	02 salles de classe équipées en tables banc	Maire, APEE et IAEPM				X	X	X	1 800 000	BIP
Demande adressée à la SAFACAM pour l'affiliation du reste des travailleurs des villages Cie-Douala et KM 8 à la CNPS	Tous les travailleurs de la SAFACAM affiliés à la CNPS	Maire, SAFACAM				X	X	X	50 000	COMMUNE ET CHEF DE CENTRE DE LA PREVOYANCE SOCILE D'EDEA
Création d'une palmeraie communale	01 palmeraie communale créée	Maire et DAADER				X	X	X	300 000 000	COMMUNE
Création et construction d'01 radio communautaire dans la commune	01 radio communautaire construite	Maire et MINCOM				X	X	X	50 000 000	COMMUNE

Bitumage : inter D58 – carrefour 4x4	Route inter D58-carrefour 4x4 bitumée	Maire et MINTP				X	X	X	100 000 000	BIP
Aménagement des pistes agricoles dans les villages : LINDEMA, SONGUELAND, PITTI DIBAMBA, MEVIA	Pistes agricoles aménagées	Maire et MINTP				X	X	X	12 000 000	COMMUNE
Construction d'01 complexe sportif dans la Commune	01 complexe sportif construit	Maire et DDSEP				X	X	X	50 000 000	BIP
Aménagement de la voirie urbaine	Voirie urbaine aménagée	Maire et DDMINDUH				X	X	X	150 000 000	COMMUNE
Construction d'01 bloc de 02 salles de classe au Lycée de Mbongo	02 salles de classe construites au lycée de Mbongo	Maire et DDMINESEC/SM				X	X	X	21 258 805	FEICOM
Construction d'01 foyer communautaire dans le canton Donga	01 foyer communautaire construit	Maire et DDMINCULTURE				X	X	X	30 000 000	COMMUNE
Construction d'01 foyer communautaire dans le canton Yakalak	01 foyer communautaire construit	Maire et DDMINCULTURE				X	X	X	30 000 000	COMMUNE
Création d'une palmeraie communale	Palmeraie communale créée	Maire et exécutif communal				X	X	X	300 000 000	COMMUNE
Octroi d'01 plaque solaire à Lindema	01 plaque solaire offerte à Lindema	Maire et élites				X	X	X	30 000 000	COMMUNE
Construction de forages à motricité humaine (Dikola, Koungue lac Ossa)	03 forages à motricité humaine construits	Maire, DDMINEE et DDMINEPAT				X	X	X	23 000 000	COMMUNE
Plaidoyer auprès de la SAFACAM et SOCAPALM pour l'octroi de matériels de sécurité à leurs employés et pour l'affectation d'01 camion au transport exclusif des matériels et outils de travail	Matériels de sécurité octroyés et un camion de transport des matériels affecté	Maire, SAFACAM et SOCAPALM				X	X	X	2 000 000	COMMUNE
Construction d'01 hangar pour pêcheurs à Pitti-Dibamba	01 hangar pour pêcheurs construits	Maire et DAEPIA				X	X	X	30 000 000	COMMUNE
Création et construction d'01 école pour sourd muets dans la Commune	01 école pour sourd muets construite	Maire et DDAS				X	X	X	40 000 000	BIP

Construction d'01 débarcadère à Mevia	01 débarcadère construit	Maire et DAEPIA				X	X	X	15 000 000	BIP
Création et construction du marché de Djangui	Marché de Djangui construit	Maire et DDTOUR				X	X	X	100 000 000	FEICOM COMMUNE
Création, construction et équipement d'01 centre multimédia des jeunes de la commune à Beach	01 centre multimédia construit	Maire et DAMINJEUN				X	X	X	150 000 000	COMMUNE
Dotation des écoles maternelles et primaires en lits de repos	Lits de repos octroyés aux écoles maternelles	Maire et IAEPM				X	X	X	1 100 000	COMMUNE
Construction d'01 bloc maternel Station Irad	01 bloc maternel construit	Maire, APEE et IAEPM				X	X	X	31 389 013	FEICOM
Construction d'01 école maternelle à V1 Socapalm	01 école maternelle construite	Maire, APEE et IAEPM				X	X	X	43 000 000	COMMUNE
Construction d'01 école maternelle et primaire à km 14	01 école maternelle et primaire construite à km 14	Maire, APEE et IAEPM				X	X	X	25 000 000	COMMUNE
Construction d'01 école maternelle à Pitti-Dibamba	01 école maternelle construite	Maire, APEE et IAEPM				X	X	X	25 000 000	COMMUNE
Construction d'01 bloc de 02 salles de classe à V5 et K11	02 blocs de 04 salles de classe construit	Maire, APEE et IAEPM				X	X	X	62 778 026	FEICOM
Equipped de l'hôtel de ville de Dizangue	Equipped hôtel de ville	Maire et MINATD				X	X	X	90 000 000	COMMUNE
Construction et équipement de 02 centres multimédias dans la commune (Nord et Sud, Beach et Mbongo)	02 centres multimédias construits et équipés	Maire et DDTELECOM				X	X	X	80 000 000	COMMUNE
Reboisement des zones dégradées du lac Ossa	Zone dégradée du lac reboisée	Maire et DAFOF				X	X	X	40 000 000	BIP
Création et aménagement d'01 carrière de sable municipale sur les rives de la Sanaga	Aménagement d'une carrière de sable municipale	Maire et MININMDT				X	X	X	650 000 000	COMMUNE
Appui aux GICs agricoles de la Commune	GICs agricoles appuyés	Maire et DAADER				X	X	X	14 000 000	BIP
Appui aux GICs des éleveurs et pêcheurs de la	GICs des éleveurs et	Maire et DAEPIA				X	X	X	35 000 000	BIP

commune	pêcheurs appuyés									
Lutte contre la jacinthe d'eau dans le lac Ossa	Jacinthe d'eau éradiquée	Maire et DAFOF				X	X	X	60 000 000	BIP
Education environnementale des populations	Populations éduquées à la protection de l'environnement	Maire et MINEP				X	X	X	3 000 000	COMMUNE
Construction des latrines dans les écoles de la commune (cf. cadre logique)	Latrines construites dans les écoles	Maire, APEE et IAEPM				X	X	X	31 500 000	COMMUNE
Total									4 666 097 734	

6.2 Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT des projets

Le cadre sommaire de gestion de l'environnement du CDMT des projets a pour objectif d'indiquer les principaux impacts potentiels des interventions retenues ainsi que les mesures environnementales qu'il convient de prendre soit pour les optimiser ou pour les atténuer.

Ce cadre comprend, en fonction du type de micro projet, les principaux impacts environnementaux ou sociaux, les principales mesures environnementales envisageables et leur coût éventuellement, les acteurs de mise en œuvre.

Tableau 14 : Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT des projets

Projets	Principaux impacts sociaux	Mesures d'atténuation	Principaux impacts environnementaux	Mesures d'atténuation
<p>Micro projets de construction : des écoles, des salles de classe, des centres de santé, des marchés, des décharges municipales, des postes agricoles, de hangar pour pêcheurs, d'un débarcadère, d'une radio communautaire, de gares routières, de foyers communautaires, de l'hôtel de ville, d'un centre multifonctionnel, de reprofilage et de bitumage des tronçons routiers, de création et d'aménagement de pistes agricoles, d'aménagement d'un cimetière municipal, de construction d'un complexe sportif, de logements sociaux, d'aménagement de carrière de sable municipale, de voirie urbaine, des sites touristiques et de construction de centres multi média.</p>	<p>Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du micro projet</p> <p>Conflits liés au choix de site/déplacement involontaire pour l'utilisation du site</p> <p>Conflits liés à l'utilisation et à la non pérennisation de l'ouvrage</p> <p>Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA</p> <p>Risques d'accidents liés aux déplacements divers et aux travaux</p> <p>Augmentation des revenus dans la zone du micro projet</p> <p>Modification des mœurs</p> <p>Exploitation sexuelle des jeunes</p> <p>Conflits sociaux divers</p> <p>Prolifération des maladies</p>	<p>Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix</p> <p>Obtenir un acte de donation foncière signé du Chef de village et du propriétaire du site</p> <p>Informar les populations touchées</p> <p>Dénombrer les personnes/ménages affectées et évaluer leurs biens</p> <p>Compenser les personnes affectées ou touchées conformément aux dispositions du PDIR</p> <p>Mettre en place un comité de gestion du projet incluant les femmes et établir les règles d'usage ainsi que les mécanismes de fonctionnement et d'entretien</p> <p>Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH/SIDA par des affiches et réunions</p> <p>Respecter les emprises routières</p> <p>Mettre les panneaux de</p>	<p>Destruction de la faune, de la flore et des plantes</p> <p>Nuisance sonore</p> <p>Augmentation du volume de déchets générés par les enfants</p> <p>Augmentation du volume de déchets générés par les voyageurs</p> <p>Augmentation du volume de déchets générés par les malades</p> <p>Pollution provenant des déchets</p> <p>Augmentation du volume de déchets générés par les commerçants</p> <p>Pollution de la nappe phréatique</p> <p>Destruction de la faune et de la flore aquatiques</p> <p>Destruction de la berge</p> <p>Nuisances olfactives</p> <p>Poussière et particules fines qui peuvent causer des maladies</p>	<p>Planter les arbres autour des constructions</p> <p>Construire les latrines avec puisards modernes dans les écoles</p> <p>Construire une clôture sur le site du cimetière</p> <p>Planter les arbres aux abords des sites touristiques</p> <p>Planter les arbres et les herbes aux abords des routes</p> <p>Acquérir les bacs à ordures</p> <p>Tri des déchets</p> <p>Traitement et élimination des déchets suivant les catégories</p> <p>Recréer des aires de vie halieutiques</p> <p>Prévoir les bouchons de fermeture des puisards</p> <p>Arroser régulièrement et sensibiliser les populations sur les maladies respiratoires</p>

		<p>Signalisation horizontale du chantier</p> <p>Observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse etc.)</p> <p>Sécuriser le site</p> <p>Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente</p> <p>Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser ainsi que la technique HIMO</p> <p>Sensibilisation permanente des populations riveraines sur les effets pervers du tourisme</p>	<p>aux populations</p> <p>Segmentation et diminution de l'espace de pâturage</p>	<p>Sensibiliser les populations sur les maladies respiratoires et vénériennes</p> <p>Ouvrir des corridors pour bétail</p> <p>Accentuer la surveillance des bêtes</p>
<p>Micro projet d'électrification rurale</p>	<p>Risque d'électrocution des personnes et des oiseaux, ou d'incendie</p> <p>Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA</p> <p>Augmentation des revenus dans la zone du micro projet</p> <p>Destruction des habitations et des plantations</p>	<p>Organiser des séances de sensibilisation des riveraines</p> <p>Mettre en place des panneaux de protection le long de la ligne</p> <p>Aménager les pare feux autour de l'ouvrage</p> <p>Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH/SIDA par des affiches et réunions</p> <p>Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente</p> <p>Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser</p> <p>D édommager et recaser les populations déguerpies</p>	<p>Destruction de la faune et de la flore</p>	<p>Planter les arbres aux environs des lignes</p>

<p>Micro projet adduction d'eau potable</p>	<p>Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du micro projet</p> <p>Conflits liés au choix du site/déplacement involontaire pour l'utilisation du site</p> <p>Conflits liés à l'utilisation et à la non pérennisation de l'ouvrage</p> <p>Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux</p>	<p>Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix</p> <p>Obtenir un acte de donation foncière signé du Chef de village et du propriétaire du site</p> <p>Informar les populations touchées</p> <p>Dénombrer les personnes/ménages affectées et évaluer leurs biens</p> <p>Compenser les personnes affectées ou touchées conformément aux dispositions du PDIR</p> <p>Mettre en place un comité de gestion du projet incluant les femmes et établir les règles d'usage ainsi que les mécanismes de fonctionnement et d'entretien</p> <p>Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler)</p> <p>Mettre en dépôt la partie biodégradable dans les anciennes zones d'emprunt</p>	<p>Destruction de la faune, de la flore et des plantes</p> <p>Réduction de la nappe phréatique</p> <p>Impacts divers liés ax choix desite</p> <p>Pollution du point d'eau en raison de la proximité des latrines</p> <p>Risques d'inondation et de stagnation eaux autour de l'ouvrage</p> <p>Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses autour de l'ouvrage</p>	<p>Planter les arbres dans les environs du forage</p> <p>Sensibiliser les populations à la gestion rationnelle de l'eau</p> <p>Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécage, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes etc.</p> <p>Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau</p> <p>Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu sécurisé</p> <p>Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou la mise en place de perrés maçonnés</p>
--	--	---	---	--

6.2.1 Principaux impacts socio-environnementaux potentiels

Pour tous les microprojets inscrits dans le plan d'investissement annuel de l'année 2012, il sera prévu des études d'impacts environnementaux avant la réalisation.

6.2.2 Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables

L'institution communale et la DDEPDD pour la Sanaga Maritime se sont engagées pour désormais réaliser les études d'impacts socioenvironnementaux avant la mise en oeuvre de tout projet dans l'espace géographique de la Commune. La sensibilisation et l'éducation environnementale des populations vont se poursuivre pour concourir à l'implication de l'immense majorité de la population à la protection de l'environnement afin de garantir pour tous un environnement sain et sécurisé de façon durable dans l'espace géographique de la Commune de Dizangue.

6.2.3 Plan de gestion environnementale et sociale

Tableau 15 : Plan de gestion environnementale et sociale

Mesures environnementales	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Période de réalisation			Acteurs de suivi	Coûts estimatifs (FCFA)	Observations
			2013	2014	2015			
Responsabilisation d'un membre du comité de suivi	Suivre la mise en œuvre des recommandations	Maire (commission communale de passation des marchés)				Conseil municipal PNDP		
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	Préparer les TDR	PNDP				Délégation MINEP/SM Délégation MINAS/SM PNDP Conseil communal Agent de développement	PM	
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	Préparer les TDR Former les membres du COMES	PNDP Mairie				Délégation MINEP/SM Délégation MINAS/SM	PM	
Provision pour les compensations des personnes déplacées	Identifier les personnes et les biens à déplacer ou à détruire Evaluer les coûts y afférents	Mairie (Conseil municipal)				Maire MINDAF Agent de développement	A évaluer	
Environnementales des microprojets retenus						Conseil communal Agent de développement		

Mesures environnementales	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Période de réalisation			Acteurs de suivi	Coûts estimatifs (FCFA)	Observations
			2013	2014	2015			
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental lors de montage des micros projets	Remplir le formulaire (bénéficiaire du projet)	Consultant chargé de monter le micro projet				Délégation MINEP/SM Délégation MINAS/SM PNDP Conseil communal Agent de développement	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du micro projet
Réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires pour les microprojets concernés	Préparer les TDR Faire approuver les TDR Recruter le consultant Réaliser l'étude proprement dite	PNDP Mairie (Conseil municipal)				Délégation MINEP/SM Délégation MINAS/SM PNDP Conseil communal Agent de développement	7 000 000	8 000 000 à 10 000 000 F CFA pour une étude détaillée
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale et des entrepreneurs ainsi que des mesures	Extraction des mesures environnementales des projets Elaboration d'un plan de suivi des mesures	Agent de développement /comité de suivi du PCD				Délégation MINEP/SM Délégation MINAS/SM PNDP	A évaluer	
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des projets	-inclure les clauses dans le DAO -mise en œuvre des clauses	Mairie PNDP Entrepreneurs				Délégation MINEP/SM Conseil communal Agent de développement	PM (intégrer dans le coût du projet)	
Total							7 000 000 FCFA	

Source : Diagnostics participatifs réalisés dans l'espace géographique en vue de l'élaboration du PCD de la commune de Dizangue.

6.3 Plan d'investissement annuel de l'année 2012

6.3.1 Ressources mobilisables et échéances

Tableau 16 : Ressources mobilisables et échéances

Source	Montant	Observations
Budget communal	127 898 121	Investissement et fonctionnement
BIP	89 500 000	Construction d'01 forage équipé, d'01 bloc maternel équipé, bornage du site de la SAR/SM, appuis à 03 GIC et électrification rurale
PNDP	78 507 747	Financement des microprojets
FEICOM	384 958 805	Electrification, construction salles de classe, adduction d'eau potable et électrification
Coopération décentralisée	100 000 000	Equipement office du tourisme de Beach
CREDIT FONCIER	10 000 000	Etudes pour la construction des logements sociaux
Total	790 864 673	

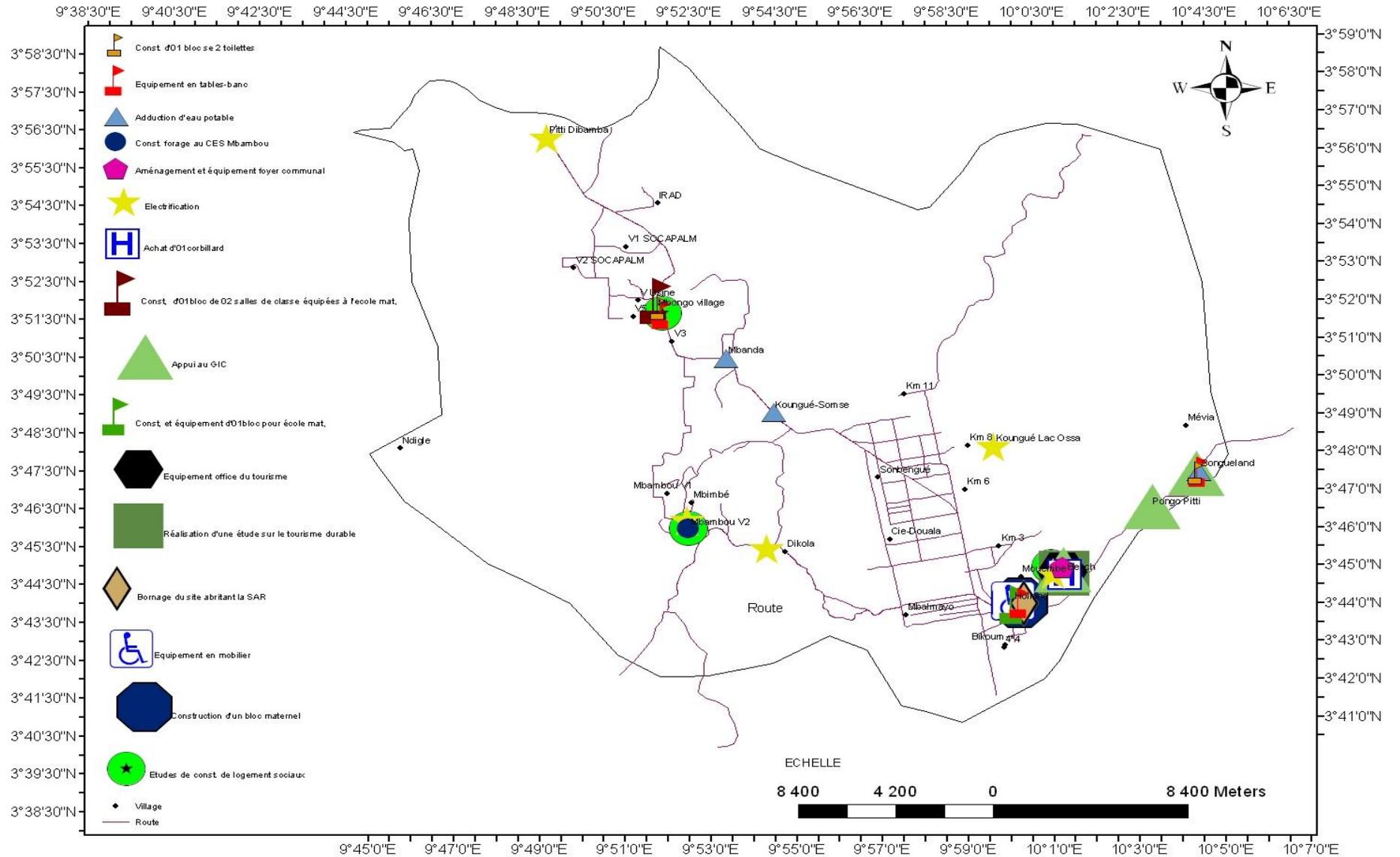
6.3.2 Plan d'Investissement Annuel pour 2012 des projets prioritaires

Tableau 17 : Plan d'Investissement Annuel pour 2012 des projets prioritaires

Secteur	Intitulé du projet	Lieu d'implant.	Indic. de résultat	Période de réalisation												Porteur du projet	Coût	Sources de financement					
				J	F	M	A	M	J	J	O	S	O	N	D			PNDP	Budget communal	FECOM	BIP	Coopération décentralisée	CREDIT FONCIER
Education de base	Construction d'01 forage au CES de Mbambou	Mbambou	01 forage construit													PNDP COMMUNE	8 000 000	7 200 000	800 000				
	Construction d'01 bloc de 02 toilettes à l'EP de Mbongo	Mbongo	01 bloc de 02 toilettes construit à l'EP de Mbongo													PNDP COMMUNE	2 000 000	1 800 000	200 000				
	Construction d'01 bloc de 02 toilettes à l'EP de Songueland	Songueland	01 bloc de 02 toilettes construit à l'EP de Songueland													PNDP COMMUNE	2 000 000	1 800 000	200 000				
	octroi de 60 tables bancs à l'EP de Holland	Holland	60 tables bancs octroyés à l'EP de Holland													PNDP COMMUNE	1 800 000	1 620 000	180 000				
	octroi de 40 tables bancs à l'EP de Songueland	Songueland	octroi de 40 tables bancs à l'EP de Songueland													PNDP COMMUNE	1 200 000	1 080 000	120 000				
	octroi de 41 tables bancs à l'EP de Mbongo	Mbongo	41 tables bancs octroyés à l'EP de Mbongo													PNDP COMMUNE	1 230 000	1 111 569	123 508				
Eau et énergie	Electrification	Beach	Beach électrifié													PNDP COMMUNE	23 507 747	23 272 670	2 350 775				
Culture	Aménagement et équipement foyer communal	Commune	Aménagement et équipement foyer communal													COMMUNE	39 423 838		39 423 838				
Santé	Achat d'01 corbillard	Beach	01 corbillard acheté													COMMUNE	10 000 000		10 000 000				
Education de base	Construction d'un bloc maternel à l'EM	Holland	01 bloc pour école maternelle construit													MINEPAT	25 000 000				25 000 000		
	Equipement en mobilier EM (40 tables, 120 tables bancs, 06 tableaux sur chevalet)	Holland	EM équipée en mobilier (40 tables, 120 tables bancs, 06 tableaux sur chevalet)													MINEPAT	2 500 000				2 500 000		
Eau et énergie	Construction d'un forage équipé	Mbambou	Un forage équipé construit													MINEPAT	8 000 000				8 000 000		
	Electrification rurale	Koungue lac OSSA	Koungue lac OSSA électrifié													MINEPAT	50 000 000				50 000 000		

Secteur	Intitulé du projet	Lieu d'implant.	Indic. de résultat	Période de réalisation												Porteur du projet	Coût	Sources de financement							
				J	F	M	A	M	J	J	O	S	O	N	D			PNDP	Budget communal	FEICOM	BIP	Coopération décentralisée	CREDIT FONCIER		
Emploi et formation professionnelle	Bornage du site abritant la SAR/SM de Dizangue	Holland	Site de la SAR/SM borné														MINEPAT	1 000 000				1 000 000			
Agriculture et développement rural	Appui au GIC des éleveurs du Cameroun Dizangue	Pongo Pitti	GIC des éleveurs du Cameroun appuyé														MINEPAT	1 000 000				1 000 000			
	Appui au GIC EAPCAM	Dizangue	GIC EAPCAM appuyé														MINEPAT	1 000 000				1 000 000			
	Appui au GIC des jeunes agriculteurs « Tout va bien »	Songueland	GIC des jeunes agriculteurs « Tout va bien » appuyé														MINEPAT	1 000 000				1 000 000			
Développement Urbain et habitat	Réalisation d'une étude pour la construction de 30 logements communaux	Beach Mbongo Mbambou	Etude pour la construction 30 logements communaux réalisée														CREDIT FONCIER	10 000 000						10 000 000	
Eau et énergie	Electrification	Pitti-BAC	PITTI BAC électrifié														FEICOM	78 700 000			78 700 000				
Tourisme	Equipement office du tourisme	Beach	Office du tourisme équipé														Coopération décentralisée	100 000 000					100 000 000		
Education de base	Construction de 01 bloc, 02 salles de classe équipées à l'école maternelle	Mbongo	01 bloc de 02 salles de classe construit et équipées														FEICOM	21 258 805			21 258 805				
Eau et énergie	Electrification	Pitti-Dibamba	PITTI-DIBAMBA électrifié														PNDP COMMUNE	45 000 000	40 500 000	4 500 000					
	Adduction d'eau potable	Mbongo Songueland Nkondjock Mbanda Koungue somse	05 adductions d'eau réalisées														FEICOM	285 000 000			285 000 000				
	Electrification zones rurales Dizangue	Commune	Zones rurales électrifiée														COMMUNE	70 000 000		70 000 000					
Total																		790 864 673	78 507 747	127 898 121	384 958 805	89 500 000	100 000 000	10 000 000	

PROJETS DU PIA 2012



Source: Spatio-carte de INC et Terrain 2011

6.3.3 Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Tableau 18 : Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Activités	Indicateurs de résultats	Période (année 2012)												Responsables et collaborateurs	Coût estimatif	Source de financement
		J	F	M	A	M	J	J	O	S	O	N	D			
Recensement des personnes vulnérables dans la Commune de Dizangue	Liste des personnes vulnérables de la Commune de Dizangue (personnes handicapées, âgées, indigentes et/ou nécessiteuses, enfants ayant besoin de mesures spéciales de protection, etc.)													DDAS-SM Commune de Dizangue	1 000 000	Budget communal
Organisation des personnes handicapées et âgées en Association et GIC	Récépissés de déclaration d'associations disponibles													DDAS-SM Commune de Dizangue	100 000	Commune de Dizangue Autres
Organisation de trois ateliers de formation à l'attention des personnes handicapées et âgées et des partenaires sociaux (ateliers relatifs à la connaissance des droits de ces personnes vulnérables)	Rapport d'activités disponible													DDAS-SM Commune de Dizangue Autres partenaires	450 000	Commune de Dizangue Autres partenaires
Vulgarisation des textes régissant les droits des enfants et autres personnes vulnérables	Rapport d'activités disponible													DDAS-SM Commune de Dizangue	500 000	Commune de Dizangue Autres partenaires

Activités	Indicateurs de résultats	Période (année 2012)												Responsables et collaborateurs	Coût estimatif	Source de financement
		J	F	M	A	M	J	J	O	S	O	N	D			
Vulgarisation des procédures (obtention de la carte nationale d'invalidité, bénéfice du placement scolaire et d'exécution des frais exigibles)	Rapport d'activités disponible													DDAS-SM Commune de Dizangue	500 000	
Sensibilisation des communautés à la solidarité nationale	Rapport d'activités disponible													DDAS-SM Commune de Dizangue Autres partenaires	500 000	Commune de Dizangue Autres partenaires
Poursuite du plaidoyer pour la création et l'équipement d'un centre social à Dizangue en 2013	Copies de correspondances diverses disponibles													DDAS-SM	500 000	Commune de Dizangue Autres partenaires
Financement des AGR des Associations et GIC des personnes handicapées, âgées, indigentes et/ou nécessiteuses	Documents comptables et pièces justificatives disponibles													DDAS-SM Commune de Dizangue Autres partenaires	3 000 000	Commune de Dizangue Autres partenaires
Total															6 050 000	

6.4 Plan de Passation des marchés du plan d'investissement annuel de la commune de Dizangue 2012

Au regard des sources de financement mobilisable pour la réalisation du PIA de l'année 2012, un plan de passation de marchés a été élaborée pour chaque projet, allant de l'élaboration de la convention dès le mois de février 2012 à la réception de l'ouvrage prévue à la 2^{ème} semaine du mois de décembre 2012.

Tableau 19 : Plan de Passation des marchés du plan d'investissement annuel de la commune de Dizangue 2012

Désignation	Elaboration de la convention		Elaboration de la requête		Responsable	Partenaire	Méthode de sélection	Montant (en milliers de frs)	Préparation termes de référence/DAO		Consultation, avis d'appel d'offres		Ev aluation des offres		Non objection de la CNC		Négociation avec les OALs/Entreprises		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception	
	Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle					Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle	Date prévue	Date réelle
Achat de 01 corbillard à Beach					Mairie Dizangue	MNSANTE	AONO	10 000 000																
Construction d'01 bloc pour école maternelle de Holland					Mairie Dizangue	MINEDUB PIB	AONO	25 000 000																
Equipement en mobilier EM Holland (40 tables, 120 tables bancs, 6 tableaux sur chevalet)					Mairie Dizangue	MINEDUB PIB	AONO	2 500 000																
Construction d'01 forage au CES de Mbambou	20/03/2012		15/03/2012		Mairie Dizangue	PNNDP	AONO	8 000 000	27/03/2012		05/04/2012		26/04/2012		04/05/2012		05/05/2012		06/05/2012		06/05/2012			
Construction d'01 bloc de 02 latrines à l'EP de Mbongo	20/03/2012		15/03/2012		Mairie Dizangue	PNNDP	AONO	2 000 000	27/03/2012		05/04/2012		26/04/2012		04/05/2012		05/05/2012		06/05/2012		06/05/2012			
Construction d'01 bloc de 02 latrines à l'EP de Songueland	20/03/2012		15/03/2012		Mairie Dizangue	PNNDP	AONO	2 000 000	27/03/2012		05/04/2012		26/04/2012		04/05/2012		05/05/2012		06/05/2012		06/05/2012			
Octroi de 60 tables bancs à l'EP de Holland	20/03/2012		15/03/2012		Mairie Dizangue	PNNDP	AONO	1 800 000	27/03/2012		05/04/2012		26/04/2012		04/05/2012		05/05/2012		06/05/2012		06/05/2012			
Octroi de 40 tables bancs à l'EP de Songueland	20/03/2012		15/03/2012		Mairie Dizangue	PNNDP	AONO	1 200 000	27/03/2012		05/04/2012		26/04/2012		04/05/2012		05/05/2012		06/05/2012		06/05/2012			
Octroi de 41 tables bancs à l'EP de Mbongo	20/03/2012		15/03/2012		Mairie Dizangue	PNNDP	AONO	1 230 000	27/03/2012		05/04/2012		26/04/2012		04/05/2012		05/05/2012		06/05/2012		06/05/2012			
Electrification de Pitti-Dibamba	20/03/2012		15/03/2012		Mairie Dizangue	PNNDP	AONO	45 000 000	27/03/2012		05/04/2012		26/04/2012		04/05/2012		05/04/2012		06/05/2012		06/05/2012			

7 COMITE DE PILOTAGE DU PCD

Composition et attribution du comité de pilotage du PCD

Composition :

- Un Chef de projet
- Une équipe de projet de quatre personnes
- Les experts (bureaux d'études et entrepreneurs).

Attributions :

- Suit la réalisation opérationnelle du PCD, de son début jusqu'à sa clôture ;
- Affecte les travaux à réaliser ;
- Valide l'avancement des travaux de mise en œuvre ;
- Fait remonter à l'Exécutif Communal les problèmes et les décisions de son ressort ;
- Facilite le processus de mise en œuvre du PCD ;
- Evalue les facteurs de risques et les gère à tout moment ;
- Formalise les documents intermédiaires et finaux ;
- Suit les budgets et les délais ;
- Arbitre les conflits entre les acteurs de l'équipe projet ;
- Rend compte de l'avancement du PCD à l'Exécutif Communal.

Tableau 20 : Planning des activités du comité de pilotage

ACTIVITES	PERIODE : ANNEE 2012											
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Communication sur le PCD												
Participation à la sélection et attribution des marchés d'élaboration des micros projets du PIA 2012												
Affectation des travaux à réaliser												
Suivi de la réalisation opérationnelle du PIA, des budgets et des délais												
Rédaction des rapports trimestriels d'activités												
Evaluation du PIA 2012												
Elaboration du PIA 2013												
Rédaction et présentation du rapport bilan												

Source : Chef de projet PCD de la Commune de Dizangue.

8 MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

8.1 Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

Composition :

- Un Président
- Un Secrétaire (agent de développement communal)
- Quatre membres.

Attributions :

- Suivre de près la mise en œuvre du PCD ;
- Interpeller régulièrement l'Exécutif communal sur les écarts observés par rapport à l'exécution des actions programmées dans le PCD ;
- Jouer le rôle d'acteur d'interface entre les comités de concertation installés dans les villages et la Commune ;
- Rendre compte au conseil municipal de la mise en œuvre du PCD ;
- Présenter à l'exécutif communal le rapport d'activités tous les trimestres ;
- Suivre au jour le jour l'exécution des travaux inscrits dans le PIA en veillant à la prise en compte des aspects sociaux environnementaux dans les dits projets.

Au niveau communautaire (village) le président de C.C, le secrétaire et quatre membres désignés par le Chef de village seront chargés du suivi-évaluation des projets du PIA et du PCD mis en œuvre dans leur village. Ils ont les mêmes attributions que le comité de suivi-évaluation communal.

8.2 Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)

Ils sont de plusieurs ordres. On peut distinguer :

- Les indicateurs d'impacts : c'est-à-dire des éléments qui renseignent sur les changements observés,
- Les indicateurs d'effet : c'est-à-dire des éléments qui renseignent sur ce qu'a produit l'action menée,
- Les indicateurs de résultat : c'est-à-dire des éléments qui renseignent sur ce qu'on a obtenu à l'issue de l'action qu'on a mené,
- Les indicateurs de performance : c'est-à-dire des éléments qui renseignent sur la qualité du rendement,
- Les indicateurs de qualité : c'est-à-dire des éléments qui renseignent sur la valeur de ce qui a été obtenu,
- Les indicateurs de quantité : c'est-à-dire des éléments qui renseignent sur la mesure qui permettra d'évaluer l'importance des résultats.

8.3 Outils et fréquence de suivi

- Le PCD
- Le cahier de chantier
- Le chronogramme d'activités du projet
- Le tableau de planification
- Le cadre logique du projet
- Le cahier des charges de la prestation
- Les images, les plans, les cartes et autres schémas concernant le projet.

Le suivi se fera en fonction des activités programmées et de leur durée.

8.4 Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

Dans le dispositif de mise en œuvre du PCD dans la Commune de Dizangue il est prévu, au niveau du comité communal de suivi-évaluation de mise en œuvre, une réunion trimestrielle et une réunion en fin d'année pour l'évaluation annuelle et la programmation.

La réunion de programmation sera l'occasion à l'issue de l'évaluation finale de revoir les actions envisagées pour rendre plus dynamique le document PCD. Cinq ans après, le comité communal de suivi-évaluation va organiser des assemblées d'évaluation dans les villages pour permettre d'actualiser les actions inscrites dans le PCD.

Les informations issues de ces assemblées vont être analysées et pris en compte dans le PCD par les membres du comité de suivi évaluation de concertation avec tous les acteurs.

Pour ce qui concerne le PIA, en fin d'année, le comité de suivi-évaluation, de concertation avec les acteurs, va tenir sa réunion de coordination pour évaluer la mise en œuvre du PIA sur la base du contexte et des ressources mobilisables, identifier et valider les actions à inscrire dans le PIA pour l'année suivante. La mise en œuvre sera par la suite suivie trimestriellement avant la réunion bilan en fin d'année.

9 PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

La réalisation de l'ensemble des activités et actions planifiées par secteur dans le PCD de la Commune de Dizangue nécessite de la part de l'institution communale, une mobilisation importante des moyens matériels, financiers et humains. Vue l'importance des ressources à mobiliser par la Commune, lesquelles ressources ne sont toujours pas disponibles, il est souhaitable que la Commune envisage, à travers un certain nombre d'actions, de démontrer le bien fondé du Plan Communal de Développement élaboré auprès de ses partenaires afin de bénéficier de l'appui de ces derniers. A cet effet :

- Les Conseillers Municipaux doivent s'approprier le contenu du PDC pour en faire large écho auprès de la population qu'ils représentent afin de susciter et d'inciter leur plus grande adhésion à sa mise en œuvre,
- L'Exécutif Municipal quant à lui doit mobiliser et informer les élites locales (intérieures et extérieures), les CDV, des axes d'orientations qu'il se donne pour susciter leur implication effective dans la mise en œuvre des actions planifiées,
- L'Institution Communale doit identifier les programmes étatiques ou de coopération et autres projets existants pour voir comment y rechercher un accompagnement technique et/ou financier des projets qui sont inscrits dans son PCD (PADDL, PNDP, PADG, PPTE, etc.). L'Institution Communale doit procéder à une large diffusion de son document PDC auprès des acteurs de développement identifiés sur le territoire communal, régional, national et même international (ONG, bailleurs de fonds, SDE, et autres partenaires au développement existant sur le territoire national et international),
- L'Institution Communale doit faire recours aux bailleurs de fonds existants (FEICOM, KFW, autres institutions bancaires, etc.),
- Elle devra prendre contact avec tous les SDE pour rechercher un appui technique dans la réalisation des études de faisabilité techniques et le montage des dossiers projets.

Tableau 21 : Plan de communication du PCD

Plan de communication PCD de Dizangue					
Destinataires de l'information	Objectifs de l'information	Support de l'information	Emetteurs des informations	Coûts (FCFA)	Dates de diffusion
Partenaires nationaux, les Conseillers Municipaux, les élites et populations ainsi que tous les acteurs de développement de la Commune	Les sensibiliser sur la disponibilité du PCD et sur le lancement de sa mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> - Papier - Banderoles - Communiqués radio et télé - Internet 	Exécutif Communal et Comité de pilotage du PCD	1 500 000	Mars 2012
Partenaires internationaux	Présenter le PCD et rechercher le financement	<ul style="list-style-type: none"> - Internet - Journaux - Rencontres 	Maire et élites extérieures	2 500 000	Juin 2012
Partenaires financiers, acteurs de développement, Conseillers Municipaux et bénéficiaires	Rendre compte de l'avancement de la mise en œuvre du PCD	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités - Journal communal - Site internet communal - Réunions, etc. 	Exécutif Communal et Comité de pilotage du PCD	500 000	Chaque trimestre et/ou semestre
Partenaires financiers, acteurs de développement, Conseillers Municipaux et bénéficiaires	Tenir une réunion bilan	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités - Bilan annuel des activités - Bilan financier annuel - PIA de l'année suivante 	Exécutif Communal et Comité de pilotage du PCD	500 000	Du 27 au 29 décembre 2012
TOTAL		-		5 000 000	

Source : Chef de projet PCD de Dizangue

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La participation de divers acteurs de développement présents dans l'espace géographique de la Commune de Dizangue vient de permettre l'élaboration de son PCD avec la mise au point d'un document devant désormais orienter les actions de développement de la dite Commune. Le travail a pu se réaliser dans les conditions qui garantissent la qualité et surtout la possibilité de mise en œuvre du PCD. Le Plan Communal de Développement de la Commune de Dizangue est l'un des outils appropriés pour une bonne maîtrise du développement communal à l'ère de la Décentralisation au Cameroun.

En même temps qu'il présente des éléments essentiels de la monographie de la Commune, il donne une idée sur les possibilités de partenariats et sur l'important potentiel économique dont dispose cette institution, il s'agit entre autres des :

- Sites touristiques,
- Carrières de sable,
- Potentialités pouvant promouvoir l'économie locale.

L'analyse des problèmes a permis d'apprécier la place de l'amélioration des ressources de la Commune et celles des populations parmi les alternatives de développement local.

Le présent PCD oriente le développement communal durant les prochaines années vers les axes stratégiques suivants :

- Renforcement de capacité d'intervention de l'institution communale ;
- Amélioration du cadre de santé ;
- Amélioration du cadre de l'éducation ;
- Amélioration de l'accès à l'eau potable ;
- Amélioration de l'électrification rurale et urbaine ;
- Promotion d'un cadre de vie agréable (promotion de la femme et de la famille, sport et jeunesse) ;
- Promotion de l'économie locale (agriculture, élevage, tourisme, ressources naturelles, environnement etc.).

Les activités à mener par secteur et les responsabilités des différents acteurs concernés en vue de la mise en œuvre du PCD ont été analysées en tenant compte du potentiel, des problèmes et des besoins spécifiques. Cette mise en œuvre du PCD nécessite une somme d'environ **10 030 830 267 FCFA**. Cela nécessite la mobilisation active de tous les acteurs de développement de l'intérieur ou de l'extérieur afin de rassembler les moyens nécessaires à la réalisation de la vision à l'horizon 2035 de la Commune.

Pour y parvenir, nous préconisons ce qui suit :

- L'appropriation du PCD par des différents acteurs notamment les Conseillers municipaux, les Comités de Concertation, le personnel communal, ainsi que leur implication dans la mise en œuvre du PCD ;
- La prise en compte par les représentants des départements ministériels des préoccupations exprimées dans le PCD lors de l'élaboration des projets et programmes de leurs différents ministères ;
- L'implication effective des forces vives de la Commune dans la recherche des financements nécessaires à l'exécution des microprojets identifiés dans le PCD ;
- La recherche des financements grâce aux relations du Maire tant au niveau national qu'au niveau international.

BIBLIOGRAPHIE

Supports pédagogiques donnés par le PNDP lors de la formation des OAL sur la démarche méthodologique de mise en œuvre du processus de planification locale.

Budgets communaux des trois derniers exercices.

Comptes administratifs des trois derniers exercices.

Etat du personnel communal.

Différents arrêtés municipaux.

PCD de MANJO.

ANNEXES